TOM THOMAS

CRISE TECHNIQUE ET TEMPS DE TRAVAIL

TOM THOMAS

CRISE TECHNIQUE ET TEMPS DE TRAVAIL

PARIS, DÉCEMBRE 1988

Édition de l'auteur

Pour toute correspondance :
Tom Thomas
83, rue de Tolbiac
75013 Paris

Imprimerie spéciale
Paris, décembre 1988

SOMMAIRE

Préambule pour un langage commun 3

Introduction

Le cadre de la crise 5

Chapitre 1

Plus-value absolue et plus-value relative 11

Chapitre 2

Quelques mots sur la technique 19

Chapitre 3

Accumulation, "Technique" et Crise 27

Chapitre 4

Les "nouvelles technologies" ou comment intensifier le travail ouvrier 41

4.1. De la chaîne des O.S. aux ateliers robotisés 43
4.2. Pourquoi le capitaliste aime le robot ? 44
4.3. Le robot contre le travailleur 50

Chapitre 5

Sur deux tendances du capitalisme des monopoles 59

5.1. Économie de temps de travail 61
5.2. L'accroissement des travailleurs improductifs 64

Chapitre 6

Travailler tous, travailler moins 71

6.1. Travailler moins n'est pas gagner moins 72
6.2. Travailler moins, c'est travailler tous 76
6.3. Les gaspillages 81
6.4. Les objections 84
6.5. Les effets multiplicateurs 90

Chapitre 7

Les solutions réformistes à la réduction du temps de travail 95

Chapitre 8

Du temps libre à l'homme libre 103

Notes 113

Annexe

Tous à mi-temps 131

PRÉAMBULE
POUR UN LANGAGE COMMUN

Quelques expressions reviennent dans le texte, dont il peut être nécessaire de rappeler brièvement le sens, dans la mesure où le vocabulaire marxiste est aujourd'hui assez méconnu, de la même façon que l'analyse scientifique dont il est le support.

La **valeur V** d'une marchandise est la proportion dans laquelle elle s'échange avec une autre. Deux marchandises ont la même valeur si elles contiennent le même **temps de travail social** (ou "moyen", "normal").

Cette valeur se décompose en une part qui reconstitue (amortit) le **capital constant c** (ou travail accumulé, travail "mort" : usines, machines, matières premières, etc.), une autre qui permet la reproduction du **capital vivant v** (ou **temps de travail nécessaire** pendant lequel l'ouvrier produit ses moyens de subsistance, qu'il échange contre un salaire) et une troisième qui est nommée **plus-value pl** (ou **sur-travail** : temps pendant lequel l'ouvrier tra-vaille au-delà de ce qu'il reçoit). Soit V = c + v + pl.

pl se décompose en plusieurs usages : impôts pour les frais de l'Etat, frais financiers, frais commerciaux et de gestion, bénéfices distribués, excédents à réinvestir, etc. Pour se reproduire, le capitalisme doit produire nécessairement toujours davantage de plus-value : son fonction-

nement est **accumulation** ou alors c'est le blocage, la crise.

Pour l'éviter, pour augmenter la pl, il ne peut que tendre à diminuer v, le travail nécessaire. Ceci en augmentant c (le "progrès technique"). D'où tendance à la baisse du **taux de profit** mesuré par pl / c + v (capital engagé).

Le mouvement historique du capitalisme a pour essence de diminuer sans cesse le travail nécessaire. Mais, comme il ne le fait que dans le but d'augmenter le sur-travail, cette diminution entraîne chômage, misère, exclusions, violences.

Le mouvement historique du communisme sera de diminuer le sur-travail à un minimum, développer le temps libre et, sur cette base, transformer la vie elle-même en un seul temps d'activité créatrice, humaine.

INTRODUCTION

Le cadre de la crise

Nous n'analyserons pas l'enchevêtrement des contradictions et des processus qui ont conduit à la crise actuelle du capitalisme. Nous en rappelerons seulement un aspect essentiel, qui explique pour une large part ce que recherchent les capitalistes dans les restructurations des méthodes de production et des rapports sociaux qui les accompagnent. Et, cette voie une fois quelque peu éclairée, nous pourrons tenter d'en ouvrir une autre, opposée, à partir de la même réalité, base de tout projet : la situation des forces productives en France, leurs potentialités. Une voie qui accroît le chômage et l'exploitation, l'autre qui participe à la libération de l'homme.

Rien n'est vraiment compréhensible du capitalisme si on ne ne garde pas bien clair à l'esprit qu'il n'existe, ne vit que s'il accumule du capital. Il n'a aucune raison d'être que de produire la plus-value et de la réinvestir. c doit devenir c + dc (et le capitaliste qui voudrait par hasard échapper à sa nature y sera contraint par la concurrence). Lequel nouveau capital c + dc devra à son tour donner une plus-value dc', plus grande que dc : sinon le capitaliste n'aurait aucun intérêt à investir c + dc s'il n'espérait pas obtenir plus de plus-value qu'avec c tout seul ! Et c'est bien lorsque cela n'est pas possible qu'il y a blocage d'accumulation et destruction du trop de capital qui ne peut être utilisé en tant que tel. Il s'évanouit dans

la rouille des usines fermées, ou disparaît du circuit productif de mise en valeur, dans les circuits spéculatifs, les gaspillages, l'inflation, les dettes non remboursées, les guerres, etc. Grossir ou mourir : il n'est pas pour le capital de repos possible, et aussi pour le monde qu'il organise.

Crise du couple infernal profit/accumulation : même les capitalistes reconnaissent implicitement que là est le cœur du problème, puisqu'ils parlent et agissent sans cesse - s'il le faut sous le fouet de la concurrence - pour améliorer la miraculeuse productivité sensée rétablir la sacro-sainte rentabilité qui, grâce au Saint-Esprit sans doute, permettra d'en finir avec la crise, laquelle n'a cependant aucun respect pour la religion !

Le constat de la crise n'échappe pas en effet aux économistes patentés : baisse des gains de productivité (d'environ 5 à 6 % par an dans les années 60, ils passent à 2 ou 3 % dans les débuts 70); hausse importante des coûts d'investissement (environ 40 000 F par poste de travail début 70 à presque 80 000 F - en francs constants - début 80), alors même que la consommation se heurte à des problèmes de débouchés; hausse importante des frais improductifs nécessaires à la mise en valeur du capital productif lui-même (frais de gestion, d'organisation, de transports, de commercialisation; frais de fonctionnement des multiples rouages bureaucratiques et de l'Etat, etc.), qui représentent officiellement presque 50 % du produit national des pays industrialisés (1) - et autant de moins pour les profits. Dans le même temps, le niveau des salaires et des droits acquis par la classe ouvrière dans la période des "30 glorieuses", où le relatif plein emploi favorisait les luttes pour un meilleur partage de la plus-value, comme dans toutes les phases d'expansion du capitalisme, se trouvait relativement élevé (ce type de rapport ouvriers/patrons culminant avec les accords de Grenelle de 1968), constituant une autre source de limitation des profits.

Une fois encore, je répète que ces éléments de constat ne sont ni complets, ni ne fournissent à eux seuls "la" cause de la crise. Car, outre la baisse des profits par rapport aux capitaux, toujours croissants, engagés pendant les phases d'expansion, il faudrait aussi examiner d'autres facteurs comme la question de l'endettement, ou encore la contradiction production-consommation (le capitalisme, de par son processus même d'accumulation, augmentant toujours plus les capacités de production qu'il ne peut, finalement, développer celles de consommation).

Nous n'examinerons dans ce travail, qu'une des causes du blocage : le problème de la production de la plus-value par le capitaliste sous l'angle de la "productivité". Ce blocage a pour l'essentiel un double aspect :
– la hausse de la composition organique du capital (disons, pour être bref, le poids croissant des investissements en machines par rapport à celui des salaires des ouvriers et techniciens qui sont producteurs de plus-value);
– la résistance des ouvriers au système tayloriste-fordiste dominant dans les "30 glorieuses" (travail ultra-parcellisé, chaîne, production et consommation de masse), freinant ses gains de productivité, tant par les manifestations de refus (grèves, absentéismes, coulage, etc.) que par les hausses de salaires accordées pour les surmonter, jusqu'à ce que ce soit "trop" pour les profits. Doit s'y ajouter la lutte des peuples opprimés qui a eu son rôle important dans le déclenchement de la crise, mais c'est un autre aspect que nous ne développerons pas ici.

Le capitalisme ne peut rien contre l'élévation de la composition organique du capital. La concurrence l'oblige à se plier à cette loi interne du système. Mais il peut, bien sûr, tant à l'égard des peuples opprimés qu'à l'égard des prolétaires des pays industrialisés, augmenter l'exploitation. C'est donc ce dernier point que nous exami-

nerons ici, sous l'angle essentiel qui est en œuvre aujourd'hui dans les pays développés : celui des "nouvelles technologies" comme support, dans ces pays, de cet accroissement d'exploitation (contrairement à l'idée unilatérale complaisamment et abondamment répandue par la bourgeoisie qu'il s'agit "du" progrès qui serait aussi inéluctable et incontournable qu'indépendant de cette nécessité d'exploitation et d'asservissement de l'ouvrier).

Parmi les moyens de restaurer la rentabilité du capital - et par là de réamorcer le processus d'accumulation - il y a, outre les destructions massives de capitaux, celui d'augmenter les gains de productivité pour ceux qui restent employés. Ce qui veut dire, par l'emploi de nouvelles machines, par les réorganisations du travail et les licenciements qui l'accompagnent, diminuer la part de la valeur produite revenant aux ouvriers pour augmenter celle de la plus-value. Ce mouvement s'effectue conjointement sur deux axes principaux :

1) Revenir sur les "conquêtes ouvrières" passées concernant tant les droits acquis (syndicaux par exemple, législation du travail, etc.) que les niveaux des salaires indirects (Sécurité Sociale, retraite, etc.) et directs. En ce domaine, il a fallu le gouvernement de gauche issu de 1981 pour faire passer une mesure aussi fondamentale que la désindexation des salaires sur les prix (et bien d'autres).

2) Introduire de nouvelles technologies et modes d'organisation du travail qui permettent l'augmentation de son intensité et de sa productivité.

Le premier point est bien connu et a déjà fait l'objet de nombreuses analyses. Nous examinerons par contre de plus près le deuxième aspect de la politique patronale de relance de la production de la plus-value (ou, plus exactement, de la plus-value relative comme nous le verrons au chapitre suivant). Il est d'ailleurs essentiel, tant pour le présent que pour l'avenir. Nous allons montrer que les nouvelles technologies (robots, etc.),

dont on nous rabat tant les oreilles comme un progrès libérateur et solution à la crise, sont le support de cette extraction accrue de plus-value. C'est parce que le système tayloriste-fordiste est arrivé à un certain blocage du point de vue des gains de productivité que le capitalisme cherche de nouvelles techniques (2), non pour soulager la peine de l'homme, mais pour l'accroître.

L'introduction de nouvelles technologies est un fait bien connu des travailleurs. Et l'examen des investissements le montre bien. Les économistes distinguent en effet dans leurs enquêtes et études les investissements de remplacement IR (renouvellement et modernisation du matériel) des investissements de capacité IC (accroissement des capacités de production, y compris nouvelles fabrications). Les premiers ont toujours pour objectif de diminuer la main d'œuvre. La tendance est très nette : depuis 1970, les IR sont passés de 53 % du total des investissements à 67 %. Les IC à l'inverse, de 47 % à 33 %.

La revue "Problèmes Economiques" (23 mars 88) note ainsi :

«Dans un contexte marqué par la stagnation et l'incertitude des débouchés, une concurrence accrue, une rentabilité affaiblie et un endettement croissant, c'est la modernisation de l'appareil productif qui est privilégiée, au détriment de l'extension des capacités. La réalisation de cet objectif est facilitée par la mutation technologique qui caractérise la période : les nouvelles générations de biens d'équipement, à fort contenu en électronique, incorporent un progrès technique de type nouveau se traduisant par une flexibilité accrue de la combinaison productive. Machines-outils à commande numérique, robots, automates programmables et autres ateliers flexibles présentent en effet les caractéristiques requises par les entreprises dans la période actuelle; l'automatisation permise par leur utilisation abaisse non seulement le temps de fabrication et donc les coûts de

production, mais surtout autorise une adaptation plus rapide aux variations quantitatives («flexibilité volume») et qualitatives («flexibilité produit») de la demande.»

Et cette même étude note simultanément que dans ces investissements de modernisation, visant surtout à augmenter la productivité et non la production, l'automatisation joue un rôle considérable puisque *«la part des investissements en produits de la filière électronique-informatique est passée de 18 % environ en 1970-73 à 35 % en 1978-83 (42 % en 1983).»*

Evidemment dans cette voie les nécessités de la production de plus-value transforment le temps de travail ainsi économisé en chômage. Comme le notait déjà Marx : *«La création de cette surpopulation (les chômeurs, n.d.l.r.) est inséparable du développement de la productivité du travail, qui se traduit par la baisse du taux de profit, et le développement de cette productivité l'accélère.»*

Nous allons donc examiner plus en détail cette voie capitaliste de la productivité, que la crise met plus vivement et violemment à l'ordre du jour, et qui nous est présentée comme celle du progrès, du renouveau et permettant de la surmonter. Nous commencerons par nous donner une commune compréhension de ce dont nous parlons ici (dans les deux premiers chapitres sur la plus-value et sur la technique). Puis nous verrons les rapports entre la crise, la technique et leurs développements (chapitres 3 et 4). Enfin, dans une deuxième partie (chapitres 5 et 8), nous esquisserons quelle alternative le prolétariat peut proposer et explorer pour surmonter la crise au profit de l'homme. Nous verrons alors combien le thème "travailler tous, moins, autrement" est véritablement au cœur d'une réelle alternative à la crise.

CHAPITRE I

Plus-value absolue et plus-value relative

«Dès que la révolte grandissante de la classe ouvrière força l'Etat à imposer une journée normale ... c'est-à-dire à partir du moment où il interdit la méthode d'accroître la production de plus-value par l'augmentation progressive des heures de travail, le capital se jeta avec toute son énergie et en pleine conscience sur la ***production de la plus-value relative*** *au moyen du développement accéléré du système mécanique.» (3)*

Dans le Capital (4), Marx établit clairement la différence entre deux grands moyens qu'a le capitaliste d'augmenter la plus-value pour tenter de contrecarrer la tendance à la baisse du taux de profit : augmenter la durée de la journée de travail le plus au-delà possible du temps de travail nécessaire à l'entretien de la force de travail (salaire). ~~Augmenter la productivité du travail, c'est à~~

(salaire). Augmenter la productivité du travail, c'est-à-dire la masse de marchandises produites en une journée de travail "normale" donnée, sans augmenter, ou pas autant, la part qui revient à l'ouvrier. C'est la plus-value relative.

Dans les deux cas, bien sûr, il s'agit toujours d'augmenter la part de sur-travail par rapport au travail nécessaire.

Toutefois, la journée de travail a des limites physiques. De plus, les capitalistes n'ont pas forcément intérêt à avoir des ouvriers épuisés. Enfin, les luttes ouvrières sont venues obliger à la réduction du temps de travail. La journée de 15 heures ou plus sans jour de repos, sans vacances des débuts du capitalisme n'existent plus, tout au moins dans les pays développés. C'est pourquoi la plus-value relative y est aujourd'hui la seule à pouvoir jouer un rôle.

Rappelons donc les développements essentiels de Marx sur ce point. Il distingue soigneusement, ce que ne font jamais les économistes quand ils parlent de "productivité", deux façons d'augmenter la plus-value relative : augmenter le nombre des marchandises produites par des machines plus performantes, c'est la productivité; augmenter la quantité de travail effectivement fournie pendant ce temps, c'est l'intensité.

Dans la pratique, nous le verrons, les deux vont de paire, toute amélioration technique étant, pour les capitalistes, le support pour obtenir aussi une intensité accrue du travail ouvrier. Cependant, cette distinction présente quand même un grand intérêt qui est le suivant :

Supposons donnée et constante la durée de la journée de travail et le nombre de travailleurs employés.

1°) Si l'intensité du travail est aussi constante, une amélioration du "système mécanique" peut augmenter le nombre des marchandises produites en un temps donné. Mais cette augmentation ne change rien à la valeur totale (déterminée par le temps de travail) des marchandises produites. Par contre, cette valeur pourra être répartie sur

un plus grand nombre de produits. Ce qui en abaissera la valeur individuelle, et le prix. Quand il s'agit, notamment, des produits entrant dans la consommation courante de l'ouvrier, la conséquence en sera un abaissement du prix de la force de travail. Soit une diminution du travail nécessaire, ou, c'est la même chose, une augmentation du sur-travail, de la plus-value. C'est une augmentation en quelque sorte indirecte, par ricochet, dont bénéficient les capitalistes de toutes les branches. La source en est bien l'accroissement du sur-travail. Comme l'observe Marx : *«ce n'est jamais cette productivité, quel qu'en soit le degré, qui est la cause de la plus-value. Cette cause c'est toujours le sur-travail, quel que soit le mode de l'arracher.»* (5)

Ouvrons ici une parenthèse pour parler d'une autre conséquence de la productivité : la "plus-value extra". Le capitaliste particulier qui obtient un avantage technique de cet ordre diminue la valeur de ses marchandises individuelles en-dessous de la valeur sociale moyenne : ce qui lui procure une plus-value extra tant que ses concurrents n'ont pas fait de même. Mais dès que ce pouvoir technique est étendu à toute la branche, c'est le temps de travail social lui-même qui est diminué : la valeur individuelle est rejointe par la valeur sociale, et la plus-value extra disparaît. Son rôle n'est que momentané et joue donc surtout comme un moteur de la concurrence. Cependant, ce caractère momentané est significatif, car *«ainsi se vérifie la loi d'après laquelle la plus-value provient non des forces de travail que le capitaliste remplace par la machine, mais, au contraire, de celles qu'il y occupe»* (6), puisque la plus-value extra disparaît alors même que les machines restent.

2°) Si la productivité du travail est constante, une augmentation de l'**intensité** du travail permet à la fois de produire plus de marchandises dans la même journée de travail et aussi plus de valeur parce qu'alors, à la différence de la productivité *«l'excédent de produits provient*

d'un excédent de travail» (7). C'est pourquoi les capitalistes attachent tant d'importance à toutes les techniques et formes d'organisation du travail qui permettent la chasse aux "temps morts", à la "flânerie ouvrière" (Taylor), à la rapidité et dextérité des gestes, à l'utilisation la plus intensive possible des machines 24 heures sur 24, etc.

Marx observe par ailleurs que l'augmentation de "l'efficacité" capitaliste peut permettre une certaine réduction de la journée de travail (si le sur-travail augmente par exemple de 2 heures, le capitaliste peut réduire la journée de 30 minutes, il garde encore pour lui 1h30 de boni). L'avantage en est pour le patron que plus la journée diminue, plus l'intensité du travail ouvrier peut augmenter. Chacun sait qu'au-delà d'un certain temps, la fatigue se fait sentir ... et l'intensité baisse. On a encore vu récemment les patrons échanger la semaine de 36 heures contre cadences accrues, rythme de travail accéléré [et aussi "flexibilité", c'est-à-dire utilisation des machines en continu (travail de nuit, les week-ends, etc.) ou horaires variables suivant la demande]. Ainsi l'intensité peut vouloir dire moins d'heures (un peu), mais des heures plus fatigantes, où on donne plus (ce qui est un bon moyen de valoriser les coûteuses machines modernes). *«Comment le travail est-il rendu intense ? Le premier effet du raccourcissement de la journée de travail procède de cette loi évidente que la capacité d'action de toute force animale est en raison inverse du temps pendant lequel elle agit. Dans certaines limites on gagne en efficacité ce qu'on perd en durée.»* (8)

Un mot, pour terminer, sur l'intérêt de ces distinctions.

Certains auteurs [comme B. Coriat (9)] définissent l'augmentation de l'intensité du travail comme celle de la plus-value absolue. Ils argumentent qu'augmenter l'intensité c'est boucher "les pores" d'inactivité de la journée de travail, donc que c'est comme l'allonger. Pourquoi

pas, il s'agit toujours, finalement, d'allonger le temps de sur-travail ! Mais l'intérêt de la distinction entre plus-value absolue et relative ne réside pas là, mais plutôt en ce qu'elle définit deux époques du capitalisme. L'une, première phase, où l'ouvrier est maître de son savoir-faire : l'outil prolonge et sert le bras. Le patron ne peut pas changer ses gestes. L'ouvrier sait un "métier" et travaille à son rythme. La seule façon d'augmenter la plus-value est effectivement d'allonger la journée. (C'est aussi l'époque que Marx caractérise par le terme "domination formelle" du capital sur le travail).

La plus-value relative elle - et c'est ce qui est intéressant pour l'analyse - correspond à l'époque où le capitaliste a pu briser le savoir-faire ouvrier, se l'approprier, et le faire travailler comme lui et ses associés (les ingénieurs, les "puissances intellectuelles de la production"), l'ont décidé ("domination réelle" du capital sur le travail). Alors, le bras prolonge et sert la machine. Ce qui est donc, pour Marx, caractéristique de la plus-value relative par rapport à l'absolue, c'est qu'elle est obtenue par *«la transformation des procédés techniques et combinaisons sociales, c'est-à-dire du mode de production»*. C'est bien l'essentiel de ce qui se passe aujourd'hui en France. Et l'augmentation de l'intensité du travail n'est pas indépendante mais tout à fait liée à ces transformations du mode de production, contrairement à celle de la durée de la journée de travail : ce sont les "nouvelles technologies" qui permettent (et réciproquement) les nouvelles "combinaisons sociales". (10)

De même, la distinction entre productivité et intensité n'est pas purement académique. D'abord, comme nous l'avons rappelé pour savoir d'où vient la plus-value : du travail des hommes, non des machines. Seule l'augmentation de l'intensité accroît la part de travail vivant contenue dans les produits. L'augmentation de la seule productivité ne procure qu'un avantage momentané de ce point de vue, dans le cadre de la concurrence. A terme, c'est la valeur des marchandises qui baisse, d'autant plus

que la productivité accrue entraîne tôt ou tard une saturation du marché, puis le chômage. Sans nier donc son rôle dans l'augmentation des profits pendant les phases de croissance (puisqu'elle abaisse le coût des biens de production et de consommation), il faut convenir que le capitaliste trouve un avantage plus significatif à accroître l'intensité du travail ouvrier qui, elle, augmente la valeur produite par incorporation de plus de travail vivant par marchandise produite.

Les deux aspects sont toutefois presque toujours liés puisque intensité accrue et changements technologiques vont généralement de pair. Et ils sont même aussi combinés avec toutes sortes de tentatives pour rechercher une augmentation de la plus-value absolue (les journées de 10 - 11h existent toujours aujourd'hui, plutôt que l'embauche, dans les secteurs qui "marchent").

Ce que nous retiendrons donc, c'est cette réalité complexe que traduit le concept de plus-value relative : aujourd'hui le capitalisme cherche à contrecarrer la tendance à la baisse du taux de profit essentiellement par ce moyen de *«transformer les conditions techniques et sociales»*, les unes étant le support des autres. Il n'est en général de progrès technique pour le capitaliste que s'il s'accompagne d'un accroissement corrélatif de l'intensité du travail (sauf exceptions, le plus souvent momentanées, de privilège de situation par rapport à la concurrence). Il lui faut obtenir plus des ouvriers qu'il emploie et éliminer les autres. Loin d'être un facteur de libération, le "progrès technique" est, pour le capitalisme, inéluctablement lié à la tendance à l'aggravation de la condition ouvrière. Puisque *«le développement de la force productive du travail dans la production capitaliste a pour but de diminuer la partie de la journée où l'ouvrier doit travailler pour lui-même, afin de partager l'autre partie de la journée où il peut travailler gratis pour le capitaliste»*. (11) Mais remarquons que cette "force productive du travail" ne dépend nullement des

performances des seules machines. Elle dépend *«entre autres de l'habileté moyenne des travailleurs, du développement de la science et du degré de son application technologique, des combinaisons sociales de la production, de l'étendue et de l'efficacité des moyens de produire et des conditions purement naturelles»*. (12) Toutes choses qui sont largement la conséquence de facteurs historiques et sociaux, donc étroitement liées, finalement, à la lutte de classe, qui vient modeler, et aussi limiter, ce que le capitaliste peut attendre de la plus-value relative (sans compter par ailleurs, autre contradiction, qu'à vouloir diminuer la valeur de la force de travail par les hausses de productivité, il diminue aussi la valeur des marchandises en général, ce qui s'oppose au but même qu'il poursuit !).

Ainsi la "technique", abondamment présentée comme un facteur purement scientifique, est au contraire très liée à ces autres facteurs qui sont intensité du travail, organisation du travail, lutte de classe, etc. C'est ce que nous allons maintenant analyser plus en détail.

CHAPITRE II

Quelques mots sur la "technique"

«C'est l'ouvrier qui utilise les moyens de production dans son travail. Dans le procès réel, il use des moyens de travail comme d'un support de son travail, et de l'objet du travail comme d'une matière dans laquelle son travail se manifeste. Ce faisant, il transforme les moyens de production en la forme appropriée du produit.

Mais tout change quand on examine le procès de valorisation. Ici, ce n'est pas l'ouvrier qui utilise les moyens de production, mais les moyens de production qui utilisent l'ouvrier ... Les moyens de production n'ont plus pour fonction que d'aspirer en eux la plus grande quantité possible de travail vivant, et le travail vivant n'est plus qu'un moyen de valoriser les valeurs existantes, autrement dit de les capitaliser ...

... La domination du capitaliste sur les ouvriers n'est en fait que la domination sur l'ouvrier des conditions de travail devenues autonomes face à l'ouvrier ...» (13)

La technique fait partie au premier chef de ces moyens de production "qui utilisent l'ouvrier". En général, on en parle comme s'il s'agissait de quelque chose de purement scientifique, sans détermination du mode de production dans lequel elle s'applique. Elle serait une application neutre des découvertes scientifiques, lesquelles seraient également totalement indépendantes du type de société, ce qui est parfaitement inexact (il suffit de rappeler, par exemple, combien les recherches scientifiques sont aujourd'hui largement déterminées par le militaire, ou, plus généralement, suivant les intérêts des gros complexes industrialo-financiers, comme ce fut le cas pour le nucléaire).

C'est pourquoi il importe ici de bien se saisir de cette vérité fondamentale découverte et exprimée par Marx : la distinction entre le procès de production et le procès de valorisation, le deuxième, au fur et à mesure du développement du capitalisme, exerçant toujours plus sa domination sur le premier (ce qui est, justement, à rapprocher de l'emploi de plus en plus déterminant de la plus-value relative comme forme d'extraction de la plus-value et base de l'accumulation). Dans ce système, déterminé par l'objectif de produire du capital, la technique n'est pas un simple moyen de travail, mais bien aussi et surtout un moyen de réaliser cette production-accumulation. *«Le procès de travail lui-même n'est toutefois que le moyen du procès de valorisation.»* (K.M.)

Ce qui ne veut pas dire que la technique pourrait être n'importe quoi et ne pas traduire des lois objectives, naturelles. Mais le capitaliste ne met en œuvre et ne développe une nouvelle technologie qu'à au minimum deux conditions, qui n'ont rien à voir avec le soulagement de la peine de l'homme (ni avec le respect des équilibres écologiques, comme on le sait mieux, parce que certaines fractions de la bourgeoisie y sont aujourd'hui aussi sensibles par la force des choses) :

Les limites de la mécanisation vues dans une brochure de Citroën

$$\text{Productivité} = \frac{\text{Volume de production}}{\text{Masse salariale + Amortissement + Coûts d'entretien}}$$

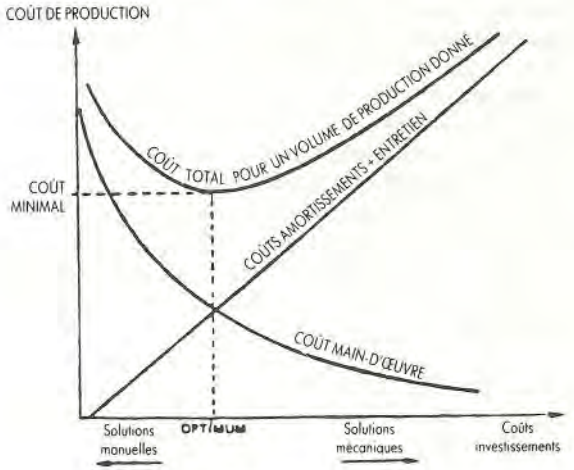
La mécanisation implique des investissements d'autant plus élevés des frais d'amortissement et des coûts d'entretien d'autant plus importants que les moyens envisagés sont plus compliqués.

Ces éléments interviennent au dénominateur, démontrant à l'évidence que plus ils sont élevés, plus la productivité diminue.

La formule montre donc que la mécanisation n'est pas toujours la meilleure façon d'accroître la productivité.

Appliquée de façon exagérée, elle peut parfois conduire l'entreprise à la ruine.

La solution optimale est souvent une solution intermédiaire comme le montre la figure ci-après :



La figure montre que, plus on mécanise un processus, plus on réduit le coût de main-d'œuvre, mais plus on accroît les coûts d'amortissement et d'entretien des équipements.

La courbe "coût total" (somme des 2 courbes) passe par un minimum qui n'est pas nécessairement la solution la plus mécanisée.

(L'idée directrice n'est donc pas de soulager la peine de l'homme, mais de faire le maximum de profit - n.d.l.r.)

1°) Si l'emploi de la machine se révèle moins coûteux que celui de l'ouvrier, alors jeté à la rue. De plus, comme le note bien Marx, le capitaliste ne s'intéresse nullement au travail économisé, mais seulement à la force de travail économisée : *«Considéré exclusivement comme moyen de rendre le produit meilleur marché, l'emploi des machines rencontre une limite. Le travail dépensé dans leur production doit être moindre que le travail supplanté par leur usage. Pour le capitaliste, cependant, cette limite est plus étroite. Comme il ne paie pas le travail, mais la force de travail qu'il emploie, il est dirigé dans ses calculs par la différence de valeur entre les machines et les forces en travail qu'elles peuvent déplacer.»* (14) Par exemple, le secteur du bâtiment est resté longtemps très archaïque - et l'est encore relativement - car protégé par les commandes politiques et pouvant utiliser une main-d'œuvre très bon marché. Ou encore, dans le secteur du vêtement, se côtoient découpe au laser et ateliers avec machines à coudre et ouvriers clandestins. Les productions en série sont parfois "délocalisées" dans le tiers-monde tandis que celles plus techniques restent en Europe, etc. Ainsi, des millions d'hommes sont à la peine dans des tâches qui seraient facilement faites par des machines.

2°) L'introduction de nouvelles techniques dépend aussi de leurs capacités à être un support efficace, à l'extraction de plus-value et à l'asservissement de l'ouvrier. Il ne

peut par exemple être question d'introduire une technologie qui rendrait un certain pouvoir à l'ouvrier sur son travail : seul est possible, pour le capitaliste, le contraire, du fait de la lutte de classe.

La technique doit impérativement être telle qu'elle permette l'asservissement de la productivité et de l'intensité du travail, et la dépossession de l'ouvrier, afin de le mieux pouvoir contraindre. K. Marx cite ainsi l'auteur anglais Ure : *«Lorsque le capital enrôle la science, la main rebelle du travail apprend toujours à être docile.»* (15) L'exemple moderne le plus célèbre et le mieux étudié en fut le taylorisme (16).

Taylor a explicitement eu pour objectif de supprimer l'ouvrier de métier, possesseur d'un savoir-faire qui, bien que parcellaire, était encore trop important à ses yeux, puisqu'il lui permettait d'en faire trop à sa tête. Ainsi, il constatait que, grâce à ce savoir-faire, à ce tour de main que ne possède pas le patron (et qu'un autre ouvrier embauché ne pourrait pas facilement remplacer), l'ouvrier fait tout pour gagner du temps, refuse "les records", s'attache à faire un travail qui le satisfasse quelque peu (le travail "bien fait"), à sa manière. Bref, il n'est pas assez docile.

Taylor peste contre ces gens. *«Les ouvriers font à leur idée»* regrette-t-il. Il se pose alors la question : *«comment briser la résistance ouvrière au travail salarié ? »*, cette fameuse "flânerie" qui l'obsède. Le stimulant par le salaire est insuffisant selon lui, car il dépend encore du bon vouloir ouvrier. Et il trouve [illegible] cette réponse : *«le savoir est pour l'ouvrier son bien le plus précieux»*. C'est cela qu'il faut lui confisquer pour en rendre maître le patron, pour rendre l'ouvrier aussi standard et interchangeable qu'un boulon : ainsi sera facilement éjecté et remplacé celui qui résiste.

L'objectif fixé, restait à déterminer la méthode. Pour comprendre et s'approprier quelque chose de complexe, il faut commencer par le démonter. Ainsi fit Taylor : décomposer, éclater le métier en gestes simples, puis trier, classer, ces gestes en ne retenant pour chacun d'entre eux que le *«one best way»* (l'unique meilleure façon), puis fixer pour chacun de ces gestes soigneusement codifiés et imposés un temps chronométré, et confier au bureau d'étude chargé de "l'organisation scientifique du travail" (O.S.T.), le soin de le perfectionner par l'analyse permanente des mouvements, des temps, etc. au moyen de laquelle il concentre toujours plus le savoir aux mains de la direction. Le tout est ensuite couronné par la chaîne qui impose à tous sa cadence et unifie l'ensemble.

On voit bien qu'avec Taylor (et nous le verrons c'est aussi vrai aujourd'hui avec les nouvelles technologies), ce qui est recherché ce n'est pas l'accroissement du temps de travail en terme d'heures, mais la quantité de travail fournie par unité de temps (intensité). Le capitaliste pratique agit comme s'il savait bien que la plus-value est toujours produite par l'homme, pas par la machine. Tel est son génie : pratique, il agit concrètement à l'inverse de ses théories. Pour y parvenir, il lui faut donc river l'ouvrier à son travail, traquer sa paresse, mesurer son efficacité. Car il sait son hostilité, s'imagine trompé en permanence et, tel Harpagon, se méfie de tout et de tous.

On ne comprendra donc rien à la nature du progrès technique, si on ne saisit pas avant toute chose que la valorisation est le but, le travail le moyen, la satisfaction des besoins le prétexte. Et que ce n'est là qu'un seul et même processus. (17)

Tout changement dans les conditions techniques ne sera introduit que s'il est espéré être le support d'une extraction plus importante de plus-value. Ce qui dépend de nombreux paramètres. Dont le niveau de la lutte des classes, qui détermine celui des salaires, celui de la résistance au travail, etc. : plus ces niveaux sont élevés, plus l'élimination de l'ouvrier par la machine devient utile.

Dont aussi, en sens inverse, l'ampleur des investissements à réaliser en regard avec la hausse de productivité attendue. Dont, enfin, la nature même des travaux à effectuer, qui n'offrent pas tous les mêmes facilités et avantages à être simplifiés et mécanisés.

C'est pourquoi bien des avancées scientifiques ne se traduisent pas, pour le capitalisme, en avancées technologiques. De nombreuses inventions restent dans les cartons et ne reçoivent aucune application. Il n'y a pas, non plus, un développement systématique et égal dans toutes les branches de la "révolution électronique" : on assiste, parallèlement, avec la crise, à une utilisation accrue des formes de travail les plus archaïques, comme le travail à domicile, ou la délocalisation de fabrications dans les pays les moins développés.

En rappelant ainsi que la technique est, dans le capitalisme, le support du procès de valorisation, nous disons qu'elle n'est pas neutre mais support et expression de rapports sociaux : la lutte ouvrière induit un certain type d'avancée technologique qui, en retour, modifie la place de l'ouvrier, son rôle, ses idées, ses luttes. Quoi d'étonnant à cela ? Les avancées technologiques mises en œuvre par la bourgeoisie ont toujours été faites dans l'optique d'augmenter la plus-value relative, c'est-à-dire l'exploitation ouvrière. Elles se sont donc toujours heurtées à des résistances qui ont fini par bloquer à nouveau le processus de valorisation-accumulation dont ces nouvelles technologies avaient constitué un des fondements. C'est cette résistance ouvrière qui a fini par faire atteindre ses limites, par exemple, au taylorisme, a contribué donc au déclenchement de la crise actuelle. Pour tenter d'en sortir, la bourgeoisie doit, notamment, rechercher la mise en œuvre de nouvelles technologies qui soient le support d'une autre forme d'exploitation ouvrière. Mais, inéluctablement, elle ouvre, ce faisant, de nouvelles perspectives à la lutte de classe. C'est en ce sens, si on comprend qu'il n'y a pas de technique en-dehors des rap-

ports sociaux qui la déterminent et dont elle est le support, qu'on peut dire que la technique est un facteur de la crise actuelle. Point particulier que nous allons maintenant aborder.

CHAPITRE III

Accumulation, "Technique" et Crise

«L'industrie moderne, cet ensemble de combinaisons sociales et de procédés techniques que nous avons nommé le mode spécifique de la production capitaliste proprement dite.» (18)

Les "20 glorieuses" (années 50 et 60) ont été une phase d'accumulation fondée sur les immenses destructions de la guerre, et l'établissement d'un nouvel ordre mondial impérialiste sous la direction des U.S.A. Alors les augmentations de plus-values relatives étaient rendues possibles, notamment, par l'extension continue du taylorisme, la production de masse trouvant un débouché dans la reconstruction, d'abord, puis dans les augmentations de salaires, les forts accroissements de cette plus-value pouvant, pour une petite part, être redistribués aux travailleurs (ce qu'on a appelé le "fordisme") pour obtenir la paix sociale et élargir la consommation. (On a ici un des fondements du consensus de cette époque, inséparable, bien sûr, des aspects techniques et organisationnels du taylorisme).

D'autant plus que si les quantités de marchandises produites et leurs valeurs totales augmentaient, les valeurs unitaires baissaient.

Ces hausses de "productivité" entraînaient, bien sûr, une diminution du nombre d'ouvriers employés par unité de capital. Mais celle-ci était compensée par l'accroissement encore plus considérable du capital qui trouvait à s'employer dans l'élargissement de la production. Le chômage était donc réduit, et les capitalistes allaient de par tous les pays dominés embaucher de la main-d'œuvre immigrée à tout va, et piller leurs matières premières. Les ouvriers étaient, malgré cela, dans d'assez bonnes conditions pour faire monter leur niveau de vie par la lutte gréviste, vu le faible chômage.

Pourtant ce processus de croissance a débouché sur la crise d'aujourd'hui. Et, s'agissant d'un capitalisme très développé où la poursuite de l'accumulation est fondée essentiellement (outre le pillage du tiers-monde que nous n'abordons pas ici) sur l'extraction de la plus-value relative, il faut admettre que c'est en particulier là que s'est aussi nouée la crise : dans le blocage du système tayloriste. En entendant par système non seulement ses aspects techniques et d'organisation de la production (rapports de production) mais aussi les rapports sociaux qui lui sont liés.

Certes, le blocage de ce système tayloriste n'explique pas tout. S'il était dominant, il n'était pas unique (l'agriculture, le commerce, les artisans, les services, etc. y échappent plus ou moins). Autre exemple encore, parmi les contradictions du processus d'accumulation on trouvera aussi la tension sur les prix de marchandises, telles que matières premières, salaires, ce qui réduit la plus-value. On sait que les hausses des prix du pétrole ont eu un rôle dans le déclenchement de la crise (ce qui ne veut absolument pas dire qu'ils en sont "la" cause profonde). Egalement, on doit citer parmi les causes, les luttes anti-coloniales et nationales des peuples opprimés (les

"30 glorieuses" furent aussi 30 années de guerres anti-impérialistes). Même lorsque le résultat en fut, finalement, l'instauration du pouvoir des bourgeoisies nationales, celles-ci réclamèrent, et réclament toujours, leur part du gâteau, et maintenant rechignent à payer leurs immenses dettes. L'extension immodérée du crédit est d'ailleurs aussi à citer parmi les facteurs importants de l'accumulation du capitalisme moderne qui, ensuite, se retourne contre lui dans des crises financières et monétaires d'autant plus profondes que la distribution du crédit a été immense.

Tous ces facteurs, et bien d'autres, ont joué dans le sens de pousser à la baisse du taux de profit et donc comme entraves au processus d'accumulation. Mais encore faut-il se poser la question de savoir ce qui, dans ce processus lui-même, s'est trouvé bloqué. Car si le capitalisme tombe dans le coma, c'est que le cœur est attaqué. Il peut être affaibli par différentes attaques portant sur divers points de l'organisme, mais dire que le cœur est lui-même touché, c'est dire que c'est dans les **rapports de production** (et non, en particulier, dans l'es-soufflement du progrès technique, comme on nous le ressasse) qu'il faut rechercher les causes profondes de la crise, car c'est d'eux que dépendent, en définitive, les mo-dalités d'extraction de la plus-value.

La technologie est étroitement liée à la détermination de ces rapports. Aussi bien en ce qu'elle détermine la composition organique du capital (justement nommée aussi composition technique), qu'en ce qu'elle est, de façon inséparable comme nous l'avons rappelé, le support de l'exploitation ouvrière, de l'extraction de la plus-value.

On comprend que plus le coût de l'innovation technologique de la "machinerie" est élevé, plus il devient difficile de le compenser par une augmentation encore plus grande du sur-travail. C'est bien ce que constate elle-même aujourd'hui la bourgeoisie : il faut une augmen-

tation de plus en plus considérable du capital fixe pour obtenir des augmentations de plus en plus faibles, en proportion, de productivité. Autrement dit, l'économie du travail vivant est de plus en plus coûteuse en capital. Ce phénomène est toujours aujourd'hui au cœur de la baisse du taux de profit. Il va de soi que plus l'investissement est coûteux, plus le capitaliste cherche à intensifier le travail et à faire "tourner" beaucoup plus vite ce capital (la fameuse "flexibilité"), afin qu'il s'amortisse quand même, qu'il absorbe une quantité suffisante de travail vivant pour chaque unité de marchandises produite. Mais cela ne va pas sans résistances ouvrières qui finissent par fixer des limites à ce mode d'exploitation et à bloquer le processus d'accumulation dont il était le support.

De plus, ces transformations techniques permanentes ont d'autres conséquences néfastes pour la bourgeoisie. Citons, parmi d'autres, trois exemples :

a) Tant que le capital peut se valoriser dans un marché en expansion, certains capitalistes, techniquement en avance, peuvent bénéficier de la "plus-value extra" sans que cela empêche l'existence de ceux qui utilisent des méthodes plus archaïques. Avec la croissance, les débouchés deviennent plus rares, et pour se les assurer, les capitalistes "avancés" vendent au taux de profit normal, renoncent à la plus-value extra. Ceux qui n'ont pas pu suivre le progrès technique sont condamnés à vendre leurs produits en-dessous de leurs valeurs individuelles ... et disparaissent. Les évolutions technologiques condamnent aussi à la disparition de branches entières par obsolescence. Par exemple, les matières plastiques remplaçant les fontes et les aciers, etc. Bref, les transformations techniques permanentes ne sont pas seulement un support de la valorisation du capital. Elles entravent aussi, contradictoirement, ce processus en étant un facteur de destruction d'autres capitaux accumulés.

b) Les coûts de plus en plus élevés de l'innovation technologique rendent nécessaire, pour le capitaliste, de con-

centrer les capitaux en de gigantesques monopoles, afin de pouvoir assumer les frais de recherche et de mise en œuvre. Pour avoir une relative assurance d'être rentabilisés, ces énormes investissements poussent aussi à la nécessité du contrôle des approvisionnements et des débouchés : autre "intérêt" du monopole. Ce mouvement de concentration s'accompagne forcément d'une plus grande division du travail, maintenant étendue à l'échelle de la planète (siège social aux U.S.A., centre de recherche en Europe, fabrication en Asie, etc.), et d'une plus grande dépossession des ouvriers. En même temps croît la concurrence entre capitalistes, ainsi qu'entre eux et les travailleurs. D'où des conflits croissants au fur et à mesure que s'essouffle le système d'accumulation. Conflits dont, dans l'après-guerre, les luttes de libération nationales, dans le monde, les grandes grèves ouvrières contre le taylorisme en Europe dans les années 60, ont été les plus significatifs et de véritables détonateurs de la crise actuelle.

De plus le monopole que suppose la technologie moderne secrète en son propre sein des virus qui le minent. L'immense et coûteuse bureaucratie qu'il génère d'abord. Et toutes sortes d'autres "faux frais". Par exemple, facteur de production de masse, il induit la nécessité de débouchés de masse. Aussi bien la concurrence ne porte plus seulement aujourd'hui sur l'abaissement des prix, mais sur des efforts aussi coûteux que socialement parfaitement inutiles pour vendre et créer de multiples besoins superficiels et artificiels. Des milliards sont dépensés pour vendre une marque plutôt qu'une autre, quoique le produit soit quasiment identique. "L'emballage", dans tous les sens du terme, compte plus que le contenu. Par exemple, dans une voiture, les seuls frais commerciaux se chiffrent à quelques 6 000 francs par véhicule !

Bureaucratie immense, avec ses lourdeurs et ses gaspillages insensés, frais commerciaux démesurés, le progrès technique ne va pas sans accroître jusqu'à l'absurde "les faux frais" du capital (et ceux que nous avons cités

ici sont loin d'être les seuls), et limiter lourdement les gains de plus-value dont il devait être la source.

c) La moindre des contradictions qu'engendre le progrès technique à la mode capitaliste n'est pas la misère et l'aliénation où il jette le plus grand nombre. On ne peut mieux l'exposer que K. Marx quand il écrit :

«La loi selon laquelle une masse toujours plus grande des éléments constituants de la richesse peut, grâce au développement continu des pouvoirs collectifs du travail, être mise en œuvre avec une dépense de force humaine toujours moindre, cette loi qui met l'homme social à même de produire davantage avec moins de labeur, se tourne dans le milieu capitaliste - où ce ne sont pas les moyens de production qui sont au service du travailleur, mais le travailleur qui est au service des moyens de production - en loi contraire, c'est-à-dire que, plus le travail gagne en ressources et en puissance, plus la condition d'existence du salarié, la vente de sa force, devient précaire. L'accroissement des ressorts matériels et des forces collectives du travail, plus rapide que celui de la population, s'exprime donc en la formule contraire, à savoir : la population productive croît toujours en raison plus rapide que le besoin que le capital peut en avoir.

L'analyse de la plus-value relative nous a conduits à ce résultat : dans le système capitaliste, toutes les méthodes pour multiplier les puissances du travail collectif s'exécutent aux dépens du travailleur individuel; tous les moyens pour développer la production se transforment en moyens de dominer et d'exploiter le producteur : ils font de lui un homme tronqué, fragmentaire, ou l'appendice d'une machine; ils lui opposent comme autant de pouvoirs hostiles les puissances scientifiques de la production; ils substituent au travail attrayant le travail forcé; ils rendent les conditions dans lesquelles le travail se fait de plus en plus anormales et soumettent l'ouvrier durant son service à un despotisme aussi illimité que mesquin; ils transforment sa vie entière en temps de tra-

vail et jettent sa femme et ses enfants sous les roues du Jagernaut capitaliste.

(...)

C'est cette loi qui établit une corrélation fatale entre l'accumulation du capital et l'accumulation de la misère, de telle sorte qu'accumulation de richesse à un pôle, c'est égale accumulation de pauvreté, de souffrance, d'ignorance, d'abrutissement, de dégradation morale, d'esclavage, au pôle opposé, du côté de la classe qui produit le capital même.

Ce caractère antagoniste de la production capitaliste a frappé même des économistes, lesquels d'ailleurs confondent souvent les phénomènes par lesquels il se manifeste avec des phénomènes analogues, mais appartenant à des ordre de production sociale antérieurs.»

Ce caractère antagoniste est évidemment ce qui fonde la résistance au progrès technique (du refus et du bris des machines aux débuts du capitalisme, à la rébellion contre les conséquences, jusqu'à la recomposition de l'organisation du travail dans les premières révolutions, cette résistance devra aboutir à la transformation de la technologie elle-même et la réappropriation de la science par le prolétariat).

Cette résistance est d'ailleurs, avec la concurrence, un des facteurs qui pousse le capitaliste à accélérer le progrès technique. Par ce moyen, il cherche à se débarrasser de ces ouvriers, toujours rebelles, grévistes, absentéistes, inventeurs de mille trucs pour couler le travail, sans se rendre compte, bien sûr, que ce faisant il tarit la source de la plus-value, puisque celle-ci (par le biais de la plus-value extra) provient non de ses ouvriers, mais de toute la classe.

Mais évidemment le capitaliste ne peut empêcher que les ouvriers soient des hommes. Et que plus il veut en faire - par des innovations technologiques appropriées - des appendices esclaves de la machine, plus ils se rebellent et bloquent ce progrès technique-là. Là est le talon

d'Achille véritable qu'aucun technocrate ne voit et que des mai 68 révèlent.

On l'a vu avec le taylorisme. Cette méthode d'organisation du travail a été inventée à l'époque où le processus de valorisation se heurte à la résistance d'ouvriers de métiers forts de leur "savoir-faire". Son objectif est de briser cette résistance. Incorporer ce savoir-faire dans les machines, discipliner les ouvriers ainsi dépossédés par le chronomètre et par la chaîne, telle est l'essence du taylorisme. Il triomphe en Europe dans la phase des "30 glorieuses" après que le fascisme et la guerre (dont c'était l'un des buts) eurent brisé les résistances ouvrières (apparues encore, par exemple, lors du Front Populaire de 36). Ceci avec l'aide inestimable des réformistes (désarmement de la résistance et "retroussez vos manches" de Thorez).

Mais même ainsi dépossédés et devenus "O.S.", les ouvriers n'en continuèrent pas moins à résister, utilisant les points faibles de l'usine taylorisée : sa lourdeur, sa rigidité, sa concentration ouvrière. Tout blocage, même petit, y coûte cher. Coulage des cadences, grèves perlées, grèves bouchons, absentéisme, sabotages, etc. En général réformistes et déformés par les organisations réformistes, PC et CGT en tête, les ouvriers, par ces luttes, n'obtenaient pas tant une remise en cause du taylorisme que des compensations. On a pu dire de cette époque : "échange salaires et protection sociale améliorée contre conditions de travail aggravées". Néanmoins, cette résistance contribua puissamment au blocage du processus de valorisation version Taylor. Les grandes grèves des O.S. des années 60 et jusqu'à 68, marquèrent de ce point de vue les limites du taylorisme. Ces grèves connurent, en effet (jusqu'à la fameuse lutte des "Lip" dans l'après-68), une caractéristique nouvelle : la remise en cause du travail taylorisé lui-même, le refus d'être "O.S.", la revendication d'un autre travail pour une autre vie. Et si, en France, les accords de Grenelle sont encore l'échange d'avantages salariaux contre l'acceptation de la situation

d'O.S., cette "trahison" des bureaucraties réformistes marque aussi le début de leur long déclin. D'ailleurs, même si les luttes salariales ne sont pas consciemment anti-tayloristes, elles contribuent quand même à affaiblir ce mode d'accumulation en le rendant plus coûteux. Ainsi, de ces luttes des années 60 date le véritable début de la crise et la recherche par la bourgeoisie d'une nouvelle combinaison technico-sociale pour relancer le processus d'accumulation. (Fiat en Italie en fut un des premiers exemples, parce que c'est là que les luttes ouvrières furent les plus dures.)

On le voit, le taylorisme n'a pas seulement eu, comme tout mode d'accumulation dans l'histoire, ses limites physiques amenant inéluctablement un blocage des gains de productivité (on a beau décomposer et chronométrer les gestes, un ouvrier ne peut visser 1 000 boulons à la seconde). Il a aussi connu ses limites sociales : la résistance ouvrière qui place beaucoup plus haut, si on peut dire, la barre de la limite physique. Résistance variable d'ailleurs suivant les pays. Par exemple, il n'y a pas entre l'Europe et le Japon, contrairement à ce qui est souvent dit, de grosses différences dans le niveau d'équipement industriel : on constate que quand il faut 10 000 personnes en Europe pour produire X véhicules, il en faut 5 000 au Japon. Pour 3 500 cela est dû à une intensité plus forte du travail et à une durée annuelle plus élevée (plus-value absolue qui joue encore son rôle !) : c'est donc là une différence qui tient non à la seule technologie, mais surtout au "consensus" social et politique des ouvriers japonais, aux rapports entre les classes, au niveau de la lutte des classes. (20) Consensus qui a permis aux capitalistes japonais de passer plus vite et plus profondément qu'en Europe à d'autres formes d'organisation du travail faisant, un peu, plus appel à l'initiative et à la responsabilité des ouvriers ("zéro stock", "zéro défaut", etc., dont nous dirons un mot dans le prochain chapitre).

En France (et en Italie) la bourgeoisie a rencontré plus de difficultés pour dépasser le système tayloriste-fordiste bloqué et emprunter la "voie japonaise". Il a fallu que la crise y aille plus loin, et que l'accroissement considérable du chômage lui permette de faire pression sur la classe ouvrière, par ailleurs en plein "reflux" devant l'échec des luttes réformistes et des organisations qui ne l'encadraient qu'au nom de cette stratégie. D'ailleurs, comme d'habitude dans l'histoire d'un mouvement ouvrier privé de mémoire, c'est grâce à l'aide d'un gouvernement PC-PS que la bourgeoisie pourra briser à son profit les éléments du consensus de la période précédente des "30 glorieuses" (notamment l'indexation des salaires sur les prix) et faire accepter l'idéologie de la "rigueur" et de la "restructuration". Restructurer, ou encore "suivre l'exemple japonais", c'est mettre en œuvre de nouveaux supports techniques pour augmenter l'intensité du travail ouvrier. Ceux-ci sont fondés sur l'introduction massive de l'électronique dans les machines et de l'informatique dans les processus de production. C'est la "robotique" (ou encore la "bureautique" pour les employés, la "monétique" dans les circuits commerciaux et financiers, etc.).

Nous verrons plus en détail dans le prochain chapitre ce que le capitaliste attend des robots : briser la lourdeur et la rigidité de la chaîne, gagner en flexibilité et en souplesse (stocks "zéro", adaptation rapide à la demande, polyvalence des machines, etc.), supprimer l'erreur humaine ("zéro" défaut), contrôler plus facilement le travail ouvrier (isolement des "centres de profit" au niveau des petits groupes), lier encore plus l'ouvrier à la machine et à son rythme, etc. (

[illegible]

[illegible]

Ainsi, au terme de ce bref chapitre, on peut apercevoir que les rapports de production jouent un rôle primordial dans la crise. Tant quant à son déclenchement (blocage du mode de valorisation tayloriste) que par l'enjeu que représentent leurs modifications dans son éventuelle solution (nouveau mode de valorisation "robotique"). La technique est un des facteurs déterminant ces rapports de production si on comprend qu'elle n'est pas une simple machinerie "neutre" mais qu'elle est inséparable d'un certain type de rapports entre les hommes, les "puissances intellectuelles" d'un côté, les "exécutants" de l'autre pour ce qui est de la technique capitaliste.

En fait, la technique n'a pas d'existence isolée du mode de production. On ne peut parler, concrètement, que d'une **combinaison** de procédés techniques particuliers et de relations de ce système de machines avec les hommes. Cette combinaison privilégiant avec une absolue exigence les choix techniques qui permettent d'augmenter l'intensité du travail ouvrier, l'extraction de plus-value. Et aussi, c'est un même phénomène, le renforcement du pouvoir des "puissances intellectuelles" et de la dépossession du savoir ouvrier, de son contrôle sur son travail. C'est cette combinaison qui détermine donc l'ex-

ploitation ouvrière, l'appropriation par la bourgeoisie et du savoir et du pouvoir et des richesses (et non pas la propriété privée, qui n'en est que l'expression juridique).

Nous verrons dans le chapitre suivant combien cela est vrai pour les robots aussi, tous les patrons, ingénieurs et spécialistes faisant leur cette constatation d'Antoine Riboud, P.D.G. de B.S.N., dans le rapport sur les nouvelles technologies que lui a commandé Jacques Chirac en avril 87 : *«Le changement technologique n'a pas d'importance en soi ... Ce qui compte ... c'est de faire évoluer au bon moment, et si possible en permanence, le travail des hommes en même temps qu'on fait évoluer leurs outils.»* (21)

Les changements techniques sont tout autant conditionnés par les rapports sociaux qu'ils les façonnent en retour. La division du travail renforce sans cesse le côté des "puissances intellectuelles de la production" et celles-ci conduiront toujours (tant que cette division ne sera pas stoppée) les changements techniques qui la favorisent.

A l'époque de la "domination réelle" du capital, où la source de la valorisation est dans les gains d'intensité du travail, les changements techniques sont d'un support essentiel du développement et des mutations des rapports de production capitalistes.

«La domination du capitaliste sur les ouvriers n'est en fait que la domination sur l'ouvrier des conditions de travail devenues autonomes face à l'ouvrier ...» rappelions-nous en exergue du chapitre II.

Nous allons donc maintenant examiner comment, avec la "robotique", les capitalistes veulent essayer d'accroître cette domination pour tenter, de cette façon, de sortir de la crise. Car avoir conscience de cet enjeu, c'est comprendre que ce qui nous est présenté comme le "progrès technologique" est surtout l'établissement de nouvelles formes de domination de la bourgeoisie sur la classe ouvrière. Ainsi débarrassée de ses oripeaux "scien-

tifiques", du drapeau du "progrès" sous lesquels le capitaliste veut la faire admettre, la technique devient ce qu'elle est aussi, surtout, un support des rapports entre les classes, un enjeu donc de la lutte des classes.

CHAPITRE IV

Les "nouvelles technologies" ou comment intensifier le travail ouvrier

«Si la nature même de la grande industrie nécessite le changement dans le travail, la fluidité des fonctions, la mobilité universelle du travailleur, elle reproduit, d'autre part, sous sa forme capitaliste, l'ancienne division du travail avec ses particularités ossifiées. Nous avons vu que cette contradiction absolue entre les nécessités techniques de la grande industrie et les caractères sociaux qu'elle revêt sous le régime capitaliste, finit par détruire toutes les garanties de vie du travailleur, toujours menacé de se voir retirer avec le moyen de travail les moyens d'existence et d'être rendu lui-même superflu par la suppression de sa fonction parcellaire; nous savons aussi que cet antagonisme fait naître la monstruosité d'une armée

industrielle de réserve, tenue dans la misère, afin d'être toujours disponible pour la demande capitaliste; qu'il aboutit aux hécatombes périodiques de la classe ouvrière, à la dilapidation la plus effrénée des forces de travail et aux ravages de l'anarchie sociale, qui fait de chaque progrès économique une calamité publique. C'est là le côté négatif.» (22)

L'ère des robots est arrivée nous chante-t-on de toutes parts sur l'air de Zorro. Et alors, et alors, ce serait le travail enfin "enrichi" et intéressant, voire même l'usine sans homme, ou encore cette prospérité et le plein emploi que chacun était sensé voir "au bout du tunnel". L'usine sans homme n'est pas pour demain. Et nos zorrobots seront, comme tout progrès technique sous le capitalisme, "une calamité publique" pour les travailleurs, une cause "d'hécatombes", de "dilapidations", de "ravages". Comme on le voit aujourd'hui.

Cela pour le côté négatif. Et aussi une base matérielle plus forte pour aller, en la transformant, vers le travail émancipé, l'activité libre, le communisme. Ce que nous aborderons dans les quatre derniers chapitres.

4.1. De la chaîne des O.S. aux ateliers robotisés

Nous avons rappelé que les grandes grèves des O.S. des années 60, notamment en France et en Italie, marquaient leur refus de plus de taylorisme sans compensations suffisantes. Il devenait de plus en plus difficile aux capitalistes d'accroître encore la parcellisation du travail, les cadences, sans avoir à changer les supports "technico-organisationnels" qui avaient atteint ce qu'ils pouvaient donner de "mieux" en matière de productivité.

Voici donc venu pour eux le moment de modifier à nouveau le mode de production, c'est-à-dire à la fois la technologie et les rapports sociaux de production. Comme toujours, la première est le support des seconds. Et ce qu'on nous décrit sous le label, qui se veut purement technique, de l'ère de la "robotique" est beaucoup plus que cela : la restructuration du travail sur un autre mode que celui des chaînes taylorisées.

Il n'y a pas de définition précise du robot et bien des nuances séparent les différents types de machines automatiques, et elles-mêmes des différents types de robots. D'ailleurs, toute automatisation et mutation technique ne passe pas toujours par l'implantation de robots au sens strict. Les statistiques ne sont pas homogènes, puisque les définitions ne le sont pas. Certaines avancent 3 000 robots pour la France, 20 000 pour l'Europe, 65 000 pour le Japon (qui a une définition plus large). Une chose est sûre : leur nombre s'accroît rapidement au fur et à mesure que leurs coûts de production s'abaissent d'une part et que leurs fonctions s'affinent et se perfectionnent de l'autre : de la manutention hier, au soudage aujourd'hui, les robots se développent dans l'assemblage et demain se rapprocheront du comportement humain (dans le sens de la "vision", c'est-à-dire la reconnaissance des formes, la capacité à trier, contrôler, ainsi qu'à réagir, rectifier). (23)

Evidemment, les robots sont loin de pouvoir tout faire, et dominent surtout dans la manutention et le soudage. Leur introduction se heurte aussi à d'autres freins. Parmi ceux-ci : leurs coûts très élevés au regard d'une vitesse de travail encore faible [le robot travaille souvent aujourd'hui moins vite que l'homme (24)]. Et, bien sûr, le capitaliste n'introduira le robot que s'il estime qu'il économisera plus de temps de travail ouvrier qu'il paie (le salaire) que son coût en représente (en incorpore). Ainsi, tel industriel explique *«un matériel permettant d'économiser une personne nous fait gagner 100 à 130 000 francs par an; si la machine coûte 250 000 francs, son amortissement dure deux ans; c'est trop long.»* (25)

Mais le calcul n'est toutefois pas aussi arithmétique. En effet, nous verrons que le robot a bien d'autres avantages pour le capitaliste que purement d'économie salariale supérieure à l'amortissement du coût de la machine. Ceux-ci ne tiennent en effet, pour le moment du moins, pas tant à la productivité accrue qu'apporterait la robotique elle-même (car elle ne produit pas plus vite, déjà, que l'ouvrier taylorisé) qu'aux nouvelles formes d'organisation du travail qu'elle permet et qui, elles, augmentent considérablement l'**intensité** du travail ouvrier. L'avantage déterminant des processus automatisés aujourd'hui est surtout là, même si ce n'est pas le seul.

4.2. Pourquoi le capitaliste aime le robot ?

Parce que l'ouvrier n'est jamais pour lui assez docile et enthousiaste au travail et qu'il est son plus vieil ennemi. Le robot lui permet d'en employer moins et de discipliner et exploiter mieux les autres. Et le voilà alors redevenu "concurrentiel" !

Mais cette démarche est vraie de tout progrès technique capitaliste. Voyons comment elle se réalise spécifiquement aujourd'hui.

La première spécificité est bien sûr la crise. Le système tayloriste-fordiste était basé sur une production de masse recherchant un abaissement des coûts par le volume, les grandes séries. Ce qui coïncidait, bien sûr, avec l'utilisation d'une main-d'œuvre aux tâches très fractionnées et toujours répétitives, interchangeable et mobile.

Avec la crise, la consommation stagne, la concurrence s'accentue, où jouent beaucoup les effets de mode, ce qui nécessite de diversifier en permanence le "look" du produit, et enfin la production doit pouvoir s'adapter le plus souplement possible à la demande : c'est la fameuse "flexibilité", qui permet d'importantes économies de capitaux fixes et variables, tant par l'utilisation en continu des installations que par l'adaptation rapide à la demande (suivant les saisons, les situations, les prix, etc.). Ainsi aujourd'hui les capitalistes ne recherchent plus tant à accroître les profits par les volumes, mais, à volume égal, à abaisser le "point mort" (niveau de production à partir duquel ils dégagent un bénéfice). Cela, plus la diversité, la souplesse, la flexibilité, le robot, les ateliers automatisés, le permettent bien mieux que les lourdes chaînes rigides du taylorisme.

La robotique c'est : *«un ensemble de supports nouveaux pour l'automatisation des fabrications industrielles. Le point central étant constitué par l'usage de l'électronique et de la micro-électronique dans la production matérielle.»* (26)

L'électronique intégrée dans la machine permet en particulier "d'éloigner" encore plus le travailleur du contrôle de la machine. La machine, ses mouvements, ses rythmes, ses utilisations, sont commandés automatiquement et à distance, sous les impulsions données à partir des programmes informatiques gérés par ordinateur. Le robot c'est la machine automatique + l'ordinateur.

A propos de la machine automatique, Michel Freyssenet observait déjà :

«Le principe automatique va être utilisé par le capital pour réduire encore plus la petite partie d'activité intellectuelle qui reste au travailleur. Au stade du machinisme, l'ouvrier alimente la machine, surveille son fonctionnement et effectue, dans bien des cas, une première vérification de la conformité de la pièce.

Aussi restreinte que soit cette tâche, elle nécessite encore une parcelle d'activité intellectuelle. L'ouvrier doit convenablement placer la matière à usiner. Il devra tenir compte alors simultanément du poids de la pièce, de sa forme, de la vitesse de la machine, de la forme et de la matière du support, parfois des conditions variables de température, etc. Pour surveiller le bon fonctionnement de la machine, il devra regarder et tester à plusieurs endroits le mécanisme, et arrêter la machine éventuellement. Enfin, il doit apprendre, d'un coup d'œil rapide à vérifier la bonne conformité du produit avant de l'envoyer vers l'opération suivante. Dans certains cas, il a à changer l'outil actionné par la machine. Donc à le mettre convenablement en place.» (27)

Ajouter l'informatique donne le robot et accentue la tendance décrite par Freyssenet. En simplifiant, la méthode est souvent celle-ci : un appareil automatique suit tous les gestes de l'ouvrier pour une opération donnée. Ceux-ci sont stockés "en mémoire" dans un ordinateur lequel, ensuite, commandera à partir de là les gestes du robot suivant le programme enregistré.

En plus des avantages de souplesse et flexibilité ci-dessus évoqués, le robot apporte aussi au capitaliste les suivants :

Dans le système de la chaîne, c'est le convoyeur qui règle la vitesse, impose les rythmes, les pièces passant d'un poste de travail à l'autre. Il suffit que l'un ralentisse, ou qu'il y ait simplement un problème quelque part pour que tout le monde en aval soit retardé. D'où (outre la né-

cessité de stocks intermédiaires dont nous reparlerons à propos du système "kanban") le fait qu'il y a des temps de travail qui ne peuvent être identiques entre tous les postes. Il y a aussi des aléas qui se répercutent sur toute la chaîne. Soit des "temps morts", odieux aux patrons. Et ils ne sont pas rien, les petits ruisseaux faisant vite les grandes rivières sur une chaîne, si on en juge par les observations des dirigeants du moins. Par exemple :

*«Déjà en 1975 le sociologue Emery, résumant des travaux américains, notait : " La portée pratique du problème de l'équilibrage peut être évaluée à partir des résultats des recherches (effectuées) dans l'industrie automobile aux Etats-Unis : **25 % du temps des travailleurs à la chaîne de montage a été perdu du fait de l'inégalité des charges de travail** " (nous soulignons). Plus récemment encore, en traitant des intervalles où développer l'automatisation de la production, un ingénieur de la firme Cincinnatti-Milacron faisait remarquer que " [...] On a pu montrer, lors de l'analyse de la vie d'une pièce mécanique moyenne dans les ateliers d'usinage des métaux par petite série, que **5 % seulement de son temps est effecti-vement passé sur des machines-outils**, et que sur ces 5 %, il y en a seulement 30 % qui est du temps productif passé effectivement à l'usinage [...] " Cette situation " [...] souligne bien les deux principaux domaines dans lesquels on peut faire porter les plus grandes améliorations. La première est la **réduction du temps de passage en atelier** : il apparaît que le stock (des pièces non finies, en attente ou en cours de fabrication) pouvait être réduit de 90 %. Le second secteur qui se prête à de grandes améliorations est celui du **pourcentage d'utilisation des machines**. Cette utilisation pourrait être accrue de 600 % ou plus.»* (28)

Dans un article spécialisé du "Monde", on peut lire encore : *«Les véritables gains de productivité (de la robotique) sont de nature organisationnelle ... Dans la*

mécanique, le cycle de fabrication d'une pièce se décompose en 5 % du temps sur machine-outil et en 95 % du temps dans les périodes de stockage ... les machines sont utili-sées à des fins productives pendant 20 % du temps ...» (souligné par nous - N.d.l.r.) (29)

Et dans sa notre de mobilisation au personnel, baptisée "Plan Mercure", Citroën écrit : *«dans les ateliers, on constate que les pièces subissent des opérations entrecoupées de temps d'attente. Et si on mesure le pourcentage des temps d'opérations par rapport au temps total, on trouve souvent un résultat inférieur à 1 %».* Même si ce chiffre paraît exorbitant, il est significatif des angoisses patronales. Même si les observations citées ci-dessus confondent ce qui se passe sur les grandes séries (O.S.) et petites séries (O.P.), on voit que leurs préoccupations sont d'éliminer autant que possible ces "épouvantables" temps morts. Ce qu'ils attendent ou veulent des robots, c'est qu'ils y contribuent en brisant la chaîne, ou du moins en la rendant plus "fluide", flexible. Le robot s'adapte exactement au rythme demandé, ses gestes étant précis à la milliseconde près, on peut parfaitement calculer les flux. Il ne s'arrête jamais, sauf panne. Il est insensible à la colère comme à la fatigue (la qualité est régulière du début à la fin de la journée) : ainsi, les rebuts sont moindre. *«A propos de la BX Citroën, on a pu souligner que le robot traitait moins de capots que la presse classique (156 en huit heures contre 160), mais que le nombre de rebuts avait été divisé par trois (6 contre 18).»* (30) Et, en plus, le robot ne fait pas grève, ne tombe pas malade, n'a pas envie de faire la grasse matinée. Voilà donc, finalement, un bon instrument contre la résistance ouvrière et la lutte de classe pensent les patrons. Et il est bien vrai que ce n'est pas seulement en termes d'économie de coûts salariaux par rapport à un coût d'investissement que le capitaliste aime le robot.

Et si on observe tous les atouts que nous avons évoqué ci-dessus pour le robot aux yeux des capitalistes, on conviendra qu'ils résultent beaucoup plus d'une augmen-

tation de l'intensité du travail ouvrier, par élimination des temps morts, usage en continu, économie sur les temps de transfert, que de la seule efficacité des machines elles-mêmes. C'est bien le rapport entre celles-ci et la nouvelle organisation du travail qu'elles permettent qui est la cause essentielle du plus de productivité.

Bien sûr, toute cette nouvelle organisation n'est pas liée seulement et strictement à la nouvelle technologie. Par exemple, si on observe le système "kanban", système qui implique que toute la production est déterminée par la commande commerciale (l'aval tire l'amont au lieu que ce soit l'inverse), on voit qu'il fonctionne avec de simples cartes. S'il permet une production strictement adaptée à la vente, réduit ou supprime les stocks coûteux, il doit cet avantage surtout au consensus social qu'il suppose qu'à une technologie avancée. Sa base en est en effet la qualité immédiate, la maîtrise des flux et aléas de toutes sortes. Lorsque les rebuts sont nombreux, que les conflits sont fréquents, bref que les ouvriers ne collaborent pas, le système "kanban" est impossible.

Et même si les automatismes et les robots, pour en revenir aux technologies, facilitent ce type de qualité, de précision, de "flux tendus" et "just in time", derrière eux restent toujours les ouvriers. Leurs tâches, pour certains, est de surveillance et de prévention des pannes. D'autres travaillent plus classiquement autour des ateliers robotisés (qui sont loin de tout faire) pour les alimenter. Beaucoup plus encore sont réduits à la sous-traitance, à la périphérie de l'usine centrale, à laquelle sont confiés toutes sortes de travaux préparatoires ou annexes dans les pires conditions de travail.

Mais même ceux qui travaillent à nourrir et surveiller, nuit et jour, les robots, ne sont pas pour la plupart, loin s'en faut, dans les conditions de travail "enrichi", plus intéressant, plus qualifié, plus facile que nous décrivent complaisamment les idéologues de la bourgeoisie et de la société "duale". C'est le contraire qu'on aperçoit si on

regarde les choses d'un peu plus près : le robot augmente l'intensité du travail ouvrier, l'enchaîne encore plus sous le contrôle du patron, déqualifie et précipite vers le bas une masse plus grande de travailleurs, non seulement ceux dont il autorise le licenciement, mais aussi ceux qu'il emploie.

Bref, derrière le discours sur les "nouvelles technologies" miracles, il faut en fait voir l'offensive de la bourgeoisie pour exploiter plus l'ouvrier. Ceci doit être maintenant examiné plus en détail.

4.3. Le robot contre le travailleur

Tous les spécialistes de la robotique industrielle sont bien d'accord, au moins sur ce point : sont implantation et son développement ne peuvent avoir le moindre intérêt sans modifications importantes des rapports de production. D'où d'ailleurs, nous le verrons, l'importance accordée à la création d'un "consensus" avec les travailleurs, pour qu'ils acceptent ces modifications (dont les principaux ingrédients sont l'affaiblissement du prolétariat par le chômage et des promesses démagogiques et mensongères sur le travail "enrichi", etc.).

Mr. Riboud, nous l'avons déjà cité, l'annonce crument : *«Le changement technologique n'a pas d'importance, ce qui compte, c'est de faire évoluer le travail des hommes»*. D'autres formulent ainsi : *«Bien que la robotique ait pour objet principal une meilleure productivité industrielle, il est indéniable qu'elle permet en outre une transformation du travail.»* (31) Ce n'est pas "en outre", terme assez pudique ou hypocrite, c'est la condition de la "meilleure productivité". On trouve encore : *«Derrière cette évolution technologique rendue possible par les progrès simultanés de l'électronique et de la mécanique, se profile l'usine de l'an 2000. Non pas l'usine presse-boutons décrite dans les ouvrages de science-fiction, mais du moins l'usine* ***logique****, où il faudra redéfinir*

les places respectives de l'homme et du robot, dans un uni-vers compétitif.» (32) L'usine "logique" !!! Restons-en là en concluant avec le titre d'un article de l'AFRI (Asso-ciation Française de Robotique Industrielle) rendant compte des travaux d'organismes spécialisés sur la ques-tion des robots : «L'important, c'est le système so-cial.» (33)

Emboîtons donc le pas de tous ces experts si parfaitement unanimes (et l'organisation du travail est le seul domaine où le capitalisme soit expert sur lui-même) et examinons un peut cette "usine logique", ce nouveau "système social", ces nouveaux rapports du capitaliste à l'ouvrier qui accompagnent l'automatisation des ateliers.

4.3.1. Un contrôle social rapproché

La robotique permet de casser la chaîne, sa rigidité, sa concentration ouvrière. Elle permet de morceler et de constituer des petits groupes autonomes autour de certaines phases de fabrication, puisque le geste parcellisé de l'O.S. peut alors être transféré au robot. Ces groupes autonomes présentent de multiples avantages pour le patron, qui peuvent se résumer en ceci : un **contrôle** beaucoup plus rapproché et efficace des ouvriers, et un affaiblissement de l'organisation collective des travailleurs. En effet, les petits groupes permettent d'imposer plus aisément une méthode de gestion par objectifs de production, par îlots de production (au lieu d'une gestion plus fondée sur la rentabilité globale de l'usine, de la chaîne).

Pour le patron, l'intérêt des petits groupes rendus responsables d'une partie précise de la production, c'est qu'ainsi les performances peuvent être mesurées, le repérage des défauts localisé au plus près, les groupes rendus responsables par rapport aux objectifs de quantité et qualité ("auto-contrôle"). Le patron met ainsi à jour les

"centres de profit" et les "îlots de perte", sanctions et récompenses à la clef.

L'informatique ajoute à ce "progrès", en permettant des contrôles que la surveillance physique, même la plus rapprochée, ne peut pas obtenir. Et ceci immédiatement, "en temps réel", grâce à *«des capteurs fixés sur des machines qui transmettent dans les salles de contrôle des courbes et des abaques qui représentent les cadences de travail, les taux de panne, les défectuosités, les arrêts, et alertent ainsi un contremaître superviseur»*.

Ceci est favorable à d'autres modifications, comme le système kanban dont nous avons parlé, dans lequel aucun produit ne peut être acheminé s'il ne présente la qualité requise ("zéro stock", "zéro défaut") ni aucun retard admissible (la vente commande la production).

L'usine "post-taylorienne", c'est moins de temps morts, moins de stocks, "transparence" et contrôle social rapproché, continu et individualisé.

Mais alors le moindre conflit (comme la moindre panne) devient plus grave. Il faut tenter d'y parer. C'est-à-dire briser les syndicats pas assez collaborateurs, renforcer "l'esprit d'entreprise". Ford vient de choisir l'Espagne pour son prochain grand investissement en Europe, plutôt que l'Ecosse, où les conditions financières étaient plus avantageuses, parce que le syndicat unique, garant d'une bonne collaboration, y était possible alors qu'en Ecosse le TUC refusait de donner cette garantie. C'est dire son importance dans les stratégies patronales.

4.3.2. Etouffer la lutte de classe

Toutes ces modifications nécessitent la paix sociale et doivent se faire "en douceur", car elles représentent d'énormes investissements qu'il serait fort coûteux de voir inutilisés par des grèves, ou simplement mal utili-

sés pour cause de résistance, de mauvaise volonté, voire de simple inattention et de pannes.

Tous les industriels le soulignent, ils craignent deux choses : la grève ou la panne, autant que les Gaulois craignaient que le ciel leur tombe sur la tête. L'une doit être évitée, l'autre très vite repérée et réparée. Dans les deux cas, il faut absolument la bonne volonté, la participation des travailleurs.

Ainsi, le rapport Riboud, déjà cité, insiste sur la nécessité *«d'informer et de négocier pour obtenir l'adhésion de tous au changement technologique»*. Un spécialiste écrit à propos d'études concernant les pannes (35) et sous le titre évocateur *«Les robots seront à la peine si les négociations sociales sont en panne ...»* : il faut *«surtout que les utilisateurs soient très impliqués et fassent preuve de bonne volonté. Sait-on, par exemple, que dans tel atelier comportant une vingtaine de robots en ligne, le taux de pannes avec arrêt augmente de 40 % quand il y a la moindre tension sociale ? Qui n'a pu mesurer l'importance de la notion de "bonne volonté" en constatant que telle réparation demande 15 minutes ou 3 heures, selon l'intervenant ? »*. "L'Usine Nouvelle" (1.1.88) donne l'exemple suivant d'une usine récemment automatisée : *«Dix minutes d'arrêt, ce sont 20 000 pots de yaourt perdus.»* Telle reste la base du système et son talon d'Achille : l'homme, l'ouvrier, sa résistance, sa "mauvaise volonté" ... et ne parlons pas des grèves.

Aussi jamais les patrons ne parlent-ils autant de "participation", de "consensus social", etc. qu'au moment de ces changements. Ils sont évidemment très fortement aidés dans l'obtention de ce consensus par la crise et la masse des chômeurs, la crainte (justifiée) des licenciements au moment des restructurations, le choix, que leur permettent ces licenciements, de se séparer des ouvriers les plus combatifs, etc. Ils y ajoutent quelques carottes en faisant miroiter "le travail enrichi", "la participation" avec les "cercles de qualité" (ou autres dénominations), etc. En fait, il ne s'agit, le plus souvent, que de miroirs

aux alouettes. Enfin, l'extension du travail en équipe, la nuit, le dimanche, pour que ces machines coûteuses ne s'arrêtent jamais est, dans ce contexte de crise et de chômage, aisément négocié contre quelques petits avantages de temps de travail ou de salaires, absolument dérisoires au regard des gains de productivité que ce travail en continu procure aux patrons.

4.3.3. Mais un "consensus" miné et impossible

Miroir aux alouettes disions-nous. En effet, l'ouvrier ne tarde pas à se rendre compte que tout ce qu'on lui a fait miroiter pour entraîner son adhésion à l'automatisation et à la transformation des rapports de production qui l'accompagne s'évanouit en fumée. Le travail "enrichi" est encore plus morne et plus pénible qu'avant; la "participation" et la "responsabilité" se réduisent à comment produire plus et mieux, mais s'arrêtent à la moindre remise en cause du système et du pouvoir patronal; et, plus généralement, la crise et le chômage continuent de croître.

Chaque ouvrier ayant vécu une telle "restructuration" le sait et le dit. Citons, par exemple, les extraits suivants d'une synthèse d'enquêtes auprès d'O.S. (36) :

« I. Nouvelles technologies :
le pouvoir des O.S. sur l'exécution de leur travail se rétrécit encore d'un cran

L'ensemble des commentaires des différents groupes d'O.S. concernant la robotique, l'automation, les nouvelles machines et nouvelles techniques, les machines à commandes numériques, introduites dans les usines où ils travaillent (ce ne sont jamais des remarques portant sur des considérations générales), convergent sur un

point : les conditions d'exécution de leur travail échappent encore plus aux O.S.

L'objectif premier des directions, disent-ils, est d'augmenter la rentabilité. Les intérêts des O.S., ce qu'ils peuvent avoir à dire ou à souhaiter ne vient que loin après. Dès lors, les contraintes provenant des machines ont priorité sur les préoccupations des O.S.

De plus, l'installation des nouvelles technologies s'accompagne souvent d'importantes réorganisations dans les distributions de postes et les horaires que tôt ou tard les O.S. sont amenés à subir telles qu'elles ont été prévues par les bureaux des méthodes.

Ce qui importe donc aux O.S. concerne tout à la fois les modifications dans le contenu concret du travail, dans les conditions de travail, horaires, cadences, bruit, etc., et comment elles se répercutent sur les salaires. Ainsi, les changements d'horaire et notamment le passage en horaires d'équipe 2 x 8 (plus rarement 3 x 8) est à plusieurs reprises associé aux nouvelles technologies. L'horaire d'équipe apparaît un peu comme un piège : offert dans un premier temps à des volontaires, il séduit certains (primes, "solution" aux problèmes de garde d'enfants), mais les retours en arrière sont difficiles, que ce soit du fait de l'encadrement, ou du fait des intéressés qui renoncent mal à la prime. Enfin, quand l'incitation ne suffit pas, elle cède le pas à la pression.

(...)

1. Des normes de production qui intensifient les cadences

Cette situation est celle mise en avant surtout par cinq des groupes rencontrés. Les principaux thèmes sont les suivants : les investissements en équipement ont été lourds, il faut donc les rentabiliser le plus rapidement possible. Conséquence :

- *vitesses, cadences, rythmes accélérés (d'ailleurs, les machines sont prévues pour cela);*

- *temps d'utilisation accru, si possible 24 heures sur 24;*
- *démultiplication du nombre de machines par ouvrier;*
- *l'accélération des cadences ne peut être suivie par tout le monde et quand le salaire est lié à la production, il baisse pour certains ou certaines O.S.*

(...)

2. *Un travail moins intéressant, moins responsable, un travail dévalorisé*

La plupart des groupes d'O.S. rencontrés ont fait explicitement apparaître qu'on ne leur confiait que le travail "le plus bête", un travail auquel on ne peut pas s'intéresser, un travail où on leur demande de ne pas penser, un travail au total qui ne fait pas appel aux possibilités, aux capacités qu'ils se sentent posséder et pouvoir développer. Cinq groupes qui travaillent dans des ateliers où de nouvelles technologies ont été implantées, font état d'une accentuation de ce phénomène avec ces technologies.

Plusieurs facteurs y contribuent.

a. ***Accentuation de la répétitivité, de la monotonie et de l'émiettement du travail.*** *Ce qu'ils décrivent comme un travail encore plus petit et plus monotone semble indiquer que l'automation et les nouvelles machines,* ***loin d'atténuer la taylorisation, la pérennise.*** *Cette tendance est d'ailleurs révélée par de nombreux observateurs des formes de mise en place des nouvelles technologies.*

(...)

b. Les O.S. n'exécutent que le travail que les machines ne peuvent pas faire (ou ne peuvent pas encore faire).

Avec les nouvelles technologies, les O.S. ressentent plus que jamais que leur travail est réduit à un prolongement de la machine.

(...)

c. Des possibilités d'initiatives encore réduites.

Les contraintes des machines priment sur les O.S. quant à l'organisation des gestes, aux possibilités de se déplacer, à la disposition des postes. En général, au moindre incident, ils ne "doivent pas" intervenir mais appeler quelqu'un.

(...)

La "présence" de la maîtrise ne s'atténue pas et se traduit souvent par une attitude démotivante et anxiogène vis-à-vis de toute initiative : d'une part, elle met l'accent sur l'énormité des risques financiers à la moindre fausse manœuvre du fait des coûts des matériels, d'autre part, elle-même tenue responsable des quantités produites – ou se sentant telle –, ses interventions sont perçues comme délaissant toujours la qualité au profit de la quantité.

(...) »

Ces quelques extraits montrent combien on est loin des discours apologétiques sur la robotique qui libère l'homme, qualifie les tâches, motive la créativité, etc. C'est-à-dire des discours pour faire passer la pilule.

D'ailleurs, une fois les restructurations mises en place, le patronat réduit ou élimine même parfois purement et simplement les "groupes de responsabilité", "cercles de qualité", etc. dans lesquels certains avaient cru pouvoir voir naïvement l'amorce d'un "contrôle ouvrier". Pourquoi s'encombrer de cercles de discussion de ce genre qui, vides de contenu pour le prolétariat ne le motivent en rien, et dont il n'est pas question qu'ils puissent dériver vers une quelconque parcelle de pouvoir ouvrier puisque, justement, l'objectif du changement technologique est objectivement de les contraindre plus. Ne reste plus alors que le travail 24 heures sur 24, y compris son rétablissement pour les femmes, la "flexibilité" des horaires au gré du patron, le travail encore plus aliéné.

Un "consensus" plus que fragile donc, que seule la grande faiblesse du mouvement ouvrier européen, après 50 ans de réformisme ou plus, explique.

Et d'autres facteurs existent aussi, qu'il faudrait analyser plus en détail dans un autre travail, qui aiderait à une transformation des mentalités. Comme, à titre d'exemple et d'hypothèses : un certain éloignement de la machine et du geste, une vue plus globale de l'entreprise, une expérience plus large des potentialités de se libérer du travail, etc. Tous terrains sur lesquels les idées communistes devront affronter celles de la bourgeoisie. De ces mutations objectives naîtront aussi des transformations subjectives qu'il sera nécessaire d'appréhender.

CHAPITRE V

Sur deux tendances du capitalisme des monopoles

«Le but est déterminé par le caractère et le développement de la société bourgeoise contemporaine.» (Lénine)

Nous avons évoqué, dans les chapitres précédents, un aspect, essentiel parce que profond, du processus qui a amené aux difficultés de poursuite de l'accumulation, c'est-à-dire à la crise : le blocage des gains de productivité, entraîné par un système tayloriste arrivé à bout de souffle. Et nous avons montré comment, pour reprendre ce processus d'accumulation, la bourgeoisie essayait de mettre en place un nouveau mode d'extraction de la plus-value relative, qu'elle baptise évidemment "progrès", dont un aspect majeur est "les nouvelles technologies" comme support de nouveaux rapports sociaux de telle sorte que ce "progrès" signifie exploitation et aliénation renforcées par la classe ouvrière, chômeurs compris.

Il ne faudrait certes pas conclure de cette analyse que les innovations techniques sont le seul moyen qu'utilisent les capitalistes pour retrouver un taux de plus-value

convenable à leurs yeux. Ils ne négligent pas non plus l'emploi des "bonnes vieilles méthodes" éprouvées, comme, pour ne citer que quelques exemples :
– Renault-Sandouville : la fabrication de câblage à domicile chez d'anciennes ouvrières permet des coûts inférieurs à ceux de ces mêmes câblages fabriqués au Maroc.
– Dunlop-Montluçon (repris par les Japonais) : suppression de tous les avantages acquis excédant les strictes dispositions légales.
– Nombreuses heures supplémentaires (moins payées depuis la gauche au pouvoir !) pour allonger la journée de travail.
– Multiplication des embauches précaires à divers titres et salaires aux rabais correspondants (suppression de fait du SMIC).

On pourrait ainsi multiplier ces exemples de régression de la situation ouvrière, d'attaques sur les "acquis", qui ne doivent rien, du moins directement, à l'utilisation de nouvelles technologies.

Mais celles-ci constituent néanmoins le fer de lance des restructurations actuelles et du discours qui les accompagne. Elles sont aussi la plus significative des mutations actuelles en ce qui concerne l'avenir, parce qu'elles recèlent de potentialités positives à côté de leurs conséquences négatives pour le présent pour la condition ouvrière. Ces potentialités gisent dans ce fait qu'en recherchant consciemment la plus forte plus-value, le capitaliste réduit, inconsciemment, le travail humain à un minimum.

C'est sur cette économie de temps de travail que nous allons nous pencher. Mais en montrant qu'elle a en quelque sorte un double aspect. Le premier, visible, est l'exclusion de l'homme par la machine. Le deuxième, caché, est que le capitalisme est obligé d'affecter une part croissante du temps de sur-travail des producteurs (plus-value) à l'entretien de toutes sortes de fonctions et tâches improductives qu'il génère à profusion, en fonction de ses contradictions spécifiques, et qui disparaîtront avec lui

pour une large part (nous y reviendrons aux chapitres suivants), ainsi qu'au financement des gaspillages inouïs dont il est la cause, tant par ses choix de production que par la façon dont il produit.

5.1. Economie de temps de travail

Les exemples abondent, et il n'est pas de jour où on ne puisse lire dans la presse des informations comme celles-ci : *«il fallait 35 heures pour monter une R5, 21 pour une Super 5, il en faudra 17 pour la suivante» ; «la généralisation du code-barre et du scanner peut réduire d'un tiers les effectifs des employés des libres-services» ; «un poste de travail dans une filature coûte plus de 2 millions de francs aujourd'hui, contre 500 000 il y a dix ans, 11 heures de production étaient nécessaires en 1973 pour fabriquer 100 kg de fils cardés, en 1990, 1 heure suffira.»*

Ces chiffres sont plus ou moins inexacts, dans la mesure où ils ne prennent pas en compte tout le processus de production, mais parfois seulement quelques séquences plus mécanisées que d'autres. Néanmoins, la tendance qu'ils indiquent est profonde, forte, réelle. Approximativement, l'ouvrier produit aujourd'hui en 10 heures ce qui en nécessitait 40 vers 1930 et une centaine vers 1900. Mais entretemps, la durée du travail n'a que peu varié : quelque 30 % en moins depuis un siècle, quand la productivité a, elle, augmenté de presque 1 000 %.

Bien sûr, le niveau de l'emploi n'a pas baissé proportionnellement à cette évolution, puisque le nombre et la masse des biens produits ont eux aussi augmenté.

Il faut noter que cette augmentation de la productivité vaut aussi pour l'agriculture. En 1945, un agriculteur nourrissait 5 français, en 1975, il en nourrissait plus abondamment, 26, et 50 aujourd'hui.

Même le secteur des bureaux et des commerces entame, plus tardivement, la même évolution avec l'introduction de l'informatique, du système code-barre, etc.

Bref, le fait est que, pour un volume de production donné (et celle-ci ne peut s'accroître indéfiniment puisqu'elle se heurte au blocage de l'accumulation et à un problème aggravé par la crise de débouchés limités), le capital emploie de moins en moins de travailleurs. Le temps économisé se transforme en chômage, quand il ne peut plus être utilisé en sur-travail. Le capitalisme ne peut faire autrement que de créer cette situation à l'évidence absurde où des millions triment comme des bêtes, tandis que d'autres millions sont réduits à la totale inactivité, et que d'autres encore crèvent de faim quand s'entasse la "surproduction". Et le comble est qu'il justifie cette invraisemblable absurdité, cet immense gâchis, par l'argument de l'efficacité.

Tout autre but qu'accumuler pour accumuler lui paraît à tel point impossible et inimaginable que le capitaliste n'envisage de "sortir de crise" que par une augmentation toujours plus grande de la production, du travail, de la croissance. Mais jamais l'idée inverse, celle d'une diminution du temps de travail sérieuse et massive, ne lui paraît "réaliste" en-dehors de la forme chômage et misère.

Et pourtant, ses propres experts disent eux-mêmes combien il est vain d'espérer, à terme prévisible au moins, une baisse significative du chômage par la croissance. Car, finalement, *«les machines ne coûtent jamais autant de travail que la quantité de travail qu'elles remplacent»*. (37) Ainsi, depuis 1973, le capital productif par travailleur augmente de 4 à 5 % par an, mais 38 % des français ont un emploi, contre 41 % alors.

Et on peut lire un peu partout des considérations de ce genre :

«Au Canada, l'introduction du courrier électronique devrait créer 30 000 emplois en dix ans, mais en supprimer 500 000 dans le même temps.» (38)

«Une étude économique allemande portant sur l'ensemble de l'industrie informe qu'entre 1953 et 1960, 100 milliards de marks investis dans l'équipement industriel créaient 2 millions d'emplois; entre 1960 et 1965, le même investissement ne créait plus que 400 000 emplois; entre 1965 et 1970, il supprimait 100 000 emplois; entre 70 et 75, il en supprimait 500 000, etc.» (38)

«De 1960 à 1985, la consommation française a été multipliée par 2,5 alors que le chômage était multiplié par 10.»

D'après le rapport de F. Dalle commandité par le Ministre Seguin, il faudrait créer 900 000 emplois d'ici 1992 pour voir le nombre de chômeurs ramenés aux environs d'un million. Ce que chacun sait bien impossible sans diminution considérable du temps de travail. Il faudrait déjà que le volume de la production augmente de 5 à 6 % par an pour que le niveau actuel de l'emploi se maintienne seulement. On est loin du compte avec les quelques 2 % actuels. Et encore plus, si on y ajoute le rétrécissement des débouchés dûs à la crise (et qui l'accentue en retour) ou le fait que chaque augmentation de 1 % de la productivité (ce qui est en-dessous de la réalité) pour un niveau de production nationale stable (ce que la crise rend aléatoire) entraîne une perte de 160 000 emplois par an, ou enfin cet autre fait qu'en l'an 2000, la population active comptera deux millions de plus qu'aujourd'hui.

Il n'y a qu'une certitude réaliste, c'est qu'à travers la crise, les restructurations, l'automatisation, le chômage continuera à augmenter. Le Commissariat au Plan prévoyait, dans son rapport de 1985, au moins 4 millions

de chômeurs pour 1995, sans compter les emplois précaires, temps partiels, chômeurs non comptabilisés, etc. Ou encore, d'après l'INSEE, de 1975 à 1982, le nombre d'ouvriers a diminué en France de 660 000 (pour l'essentiel des ouvriers non qualifiés), le nombre de cadres ayant un peu augmenté, de 86 000 (bureaucratisation croissante, développement de fonctions commerciales, techniques).

Bref, la marche en avant du capitalisme, c'est l'économie de temps de travail. En période d'expansion, il peut momentanément la compenser, en terme d'emplois, par la mise en fabrication de nouveaux produits et l'accroissement des volumes produits. Avec la crise, ce n'est plus possible. En particulier parce que, tant l'accumulation des dettes au niveau mondial qui ont financé l'expansion précédente, que la masse croissante des chômeurs accroissent le problème des débouchés qui stagnent ou se réduisent, rendant par ailleurs plus difficile la mise en œuvre, la rentabilisation, des énormes investissements que nécessitent les nouvelles technologies.

Bref, en-dehors d'un partage du travail, il n'y a de sûr que le développement du chômage. Mais quel partage, tout l'objet de la réflexion et de la lutte est là, nous y reviendrons.

5.2. L'accroissement des travailleurs "improductifs"

L'impuissance de la bourgeoisie prend même parfois des formes étonnantes quand elle l'amène à regretter certains progrès. Chirac disait à Bouygues au printemps 87 que *«la suppression des poinçonneurs dans le métro avait sans doute été une bêtise»* (39), comme si ce n'était pas plutôt ce travail qui était bête ! Et Rocard au-

jourd'hui veut favoriser l'usage de la main-d'œuvre plutôt que celui des machines. Voilà où en sont les chantres du "progrès".

Plus généralement, c'est pourtant l'apologie des "petits boulots" comme unique moyen de diminuer le chômage. On sait qu'ils sont d'autant plus inintéressants que mal payés.

Nombreux sont ainsi les idéologues qui s'extasient devant les créations d'emplois dans les "services" aux Etats-Unis : quelques 30 millions entre 1970 et 1984. L'officiel Bureau des Statistiques du Travail U.S. prévoit que cet accroissement devrait continuer avec, aux cinq premières places de la croissance : le personnel de nettoyage, les aides-soignantes, les vendeurs et serveurs dans les fast-food et autres. Une autre étude sur les U.S.A. indique : *«On constate ainsi que les métiers les plus créateurs d'emplois : concierges, caissières, conducteurs de camion, ... ne nécessitent pas un haut niveau de qualification.»* (40) Certes. A. Gorz renchérit *«pour les 10 ans qui viennent, il est prévu, entre autres, 53 000 emplois de programmeur contre 800 000 de gardiens d'immeubles.»*

Bref, il s'agit pour l'essentiel d'emplois qu'on peut assimiler à des domestiques pour servir, soigner, entretenir ceux qui ont les moyens de se les payer. D'emplois sans qualification et sans intérêt. Et très mal payés : 60 % des emplois à plein temps créés ainsi procurent un salaire inférieur à 3 500 francs/mois. Pas de quoi vivre aux U.S.A. !

Marx remarquait déjà qu'avec la production croissante de plus-value *«le bourgeois peut dépenser davantage en travail improductif; donc se multiplient les domestiques et autres travailleurs qui vivent de la classe improductive» ... «Ce que (Ricardo) oublie de souligner, c'est l'accroissement constant des classes moyennes qui se trouvent au milieu entre les ouvriers d'un côté, le capitaliste et propriétaire foncier de l'autre, qui se nourrissent pour l'essentiel directement et dans une proportion de*

plus en plus grande de revenu, qui pèsent comme un fardeau sur la base ouvrière et qui accroissent la sécurité et la puissance sociale des dix mille familles les plus riches.» (41)

L'accroissement de la domesticité, ou aujourd'hui des "petits boulots" qui sont du même ordre, n'est en effet que la partie cachée de l'iceberg. Beaucoup plus significatif encore, comme le disait déjà Marx, de l'économie de temps du travail nécessaire est l'augmentation considérable des "classes moyennes" qui consomment une large part du produit du travail ouvrier. Lequel, si elles étaient moins pléthoriques, pourrait être largement diminué comme nous le montrerons.

Ouvrons une parenthèse avant de développer un peu ce point. L'accroissement du "tertiaire" ne saurait faire oublier que seule la production crée des richesses matérielles, "la" richesse dont se nourrit toute la société, y compris ceux qui produisent des services. S'ils n'avaient que des services à s'échanger, les hommes mourraient de faim. Le président du trust U.S. Firestone disait : *«Croire que nous pouvons faire marcher l'économie en nous vendant des hamburgers les uns aux autres est une idée absurde»*. Ou encore deux personnes qui font les travaux domestiques l'une chez l'autre créent peut-être deux emplois, mais ne gagnent pas d'argent, ne créent pas de richesse.

D'ailleurs aujourd'hui, la part en volume de la production industrielle a encore une croissance supérieure de 1 à 2 % à celle du PIB (Produit Intérieur Brut), montrant que l'industrie reste, sur une longue période, le principal moteur de la croissance. Par contre, l'emploi y diminue considérablement.

Donc fermons la parenthèse et écartons l'idée que le développement des services pourrait se substituer au travail productif de plus-value dans les branches industrielles et agricoles pour sortir le capitalisme de la crise.

Et revenons à ces emplois improductifs sous l'angle qui nous intéresse ici : consommateurs de plus-value.

Par opposition à productifs (de plus-value), terme qui englobe toute l'échelle de la division du travail, "le travailleur collectif", de l'ingénieur à l'ouvrier. Le travailleur improductif est évidemment le publicitaire ou le notaire. Mais aussi, au sens marxiste, l'artisan tailleur qui me fait un costume, mais ne produit pas de plus-value. Alors que l'ouvrier qui fabrique un prêt-à-porter est productif de plus-value qui va accroître le capital.

Laissons ici l'artisan de côté, lui et d'autres producteurs "indépendants" ne sont pas représentatifs de la société capitaliste. Ce que nous devons surtout rappeler, c'est qu'en parlant de productifs et d'improductifs, nous ne parlons pas "d'utilité" ou "d'inutilité" sociale. Productifs sont ceux qui produisent de la plus-value, laquelle, entre autres usages, va servir à entretenir les "improductifs". Lesquels ne sont pas tous pour autant "inutiles" (l'infirmière, le professeur, etc.).

Le problème est que, dans le langage courant, improductif n'a pas cette précision, et on l'emploie souvent comme synonyme d'inutile. D'où l'usage des guillemets dont j'use dans ce texte pour désigner plus spécifiquement ces couches bureaucratiques, administratives, commerciales qui se développent sous le capitalisme monopoliste comme nécessaires spécifiquement à ce mode de production et que le prolétariat au pouvoir pourra rapidement supprimer. Il aura à décider quelles fonctions il juge utile ou pas d'entretenir, pour satisfaire quels besoins.

Dans la suite de cet article, nous n'aurons donc pas à définir ces fonctions utiles de la société future avec précision : elle seule pourra le faire. Mais nous pourrons fixer à grands traits ce qui dès aujourd'hui constitue des exemples "d'inutilités" nécessaires au seul capitalisme.

Nous traiterons donc de cette évolution dont rendent compte ces quelques pourcentages (des emplois) en France :

	Industrie + Bâtiment et Travaux Publics	Agriculture	Tertiaire
1954	35 %	27 %	38 %
1982	34 %	8 %	58 %

Ce gonflement du tertiaire (un fourre-tout statistique qui n'inclut cependant pas les 1,2 millions de cadres de l'industrie) est significatif d'au moins deux phénomènes :

– La concentration des fonctions de gestion, de direction, de recherche, etc. dans les métropoles impérialistes où sont agglomérés les sièges sociaux, les banques, organismes financiers, laboratoires des grands monopoles internationaux et les institutions étatiques de l'impérialisme.

– La croissance exorbitante des "faux-frais" du capital qui accompagne tant sa concentration (qui induit la bureaucratie et les frais d'organisation en proportion de la dépossession des ouvriers) que les coûts d'une concurrence commerciale exacerbée (42). Derrière chaque ouvrier sous le capitalisme, il y a un chef, un sous-chef, un fonctionnaire, un agent des méthodes, trois commerciaux, un psychologue, un employé de la Sécu., etc. Et beaucoup de policiers, de militaires, puisqu'à tous ces "faux-frais" de gestion, commercialisation, administration, s'ajoutent ceux dûs aux nécessités du maintien de l'ordre, tant à l'intérieur que dans "l'empire".

«Le système capitaliste, il est vrai, impose l'économie des moyens de production à chaque établissement

pris à part; mais il ne fait pas seulement de la folle dépense de la force ouvrière un moyen d'économie pour l'exploiteur, il nécessite aussi, par son système de concurrence anarchique, la dilapidation la plus effrénée du travail productif et des moyens de production sociaux, sans parler de la multitude des fonctions parasites qu'il engendre et qu'il rend plus ou moins indispensables.»

(Karl Marx)

A l'époque des monopoles toujours plus gigantesques, ces fonctions parasites se sont considérablement développées. Par leur masse elles représentent un phénomène contemporain particulièrement significatif. Elles sont effectivement un fardeau insupportable pour la classe ouvrière. Il est tout à fait légitime, du point de vue du prolétariat, d'en entreprendre l'examen et de voir comment il peut alléger ce fardeau, c'est-à-dire, finalement, travailler moins.

CHAPITRE VI

Travailler tous Travailler moins

«Lorsque vous prenez la population française de dix-huit ans jusqu'à l'âge le plus élevé, donc, ceux qui vont voter, savez-vous combien travaillent ? [...] Vous regardez une salle. [...] Sur cette salle, il y en a 52 % qui ne travaillent pas. [...] Vous avez les jeunes qui sont à la fin de leur formation [...], les personnes qui ont pris leur retraite ou les pré-retraites. [...] Cela représente 42 % et les chômeurs représentent 6 % du total parce qu'il faut enlever les personnes âgées et les jeunes. [...] Sur cent personnes qui vont voter en France, 52 % qui sont au travail et 48 % qui n'y sont pas et qui ont d'autres préoccupations, d'autres inquiétudes ...» (Valéry Giscard d'Estaing) (43)

6.1. Travailler moins n'est pas gagner moins

Le chômage étant un aspect essentiel de la crise telle que la vivent les masses, la question de la réduction du temps de travail est aujourd'hui objet d'une littérature abondante. Mais ce qui la caractérise c'est qu'elle n'envisage le problème que sous l'angle du partage du chômage et des salaires entre travailleurs. Jamais cette littérature ne part du début et du fond : la masse du sur-travail faite par les productifs.

Le plus stimulant de ces auteurs, Adret (44), fonde l'essentiel de son raisonnement sur une réduction de la production (retour au niveau de 1965) pour arriver à sa conclusion : "travailler deux heures par jour". Ce retour en arrière est un peu une concession à la tendance "mieux la bougie et l'air pur que l'électricité et les centrales atomiques". Comme si on ne pouvait pas poser le problème autrement. Non pas plus ou moins de production, mais produire autre chose, mieux, autrement. Le progrès n'est pas inéluctablement une calamité et il ne peut être question ni de retourner en arrière, ni de continuer à aller de l'avant sans renverser le cours actuel de choses qui mènent effectivement aux catastrophes.

C'est pourquoi, tout en arrivant à des conclusions proches d'Adret (2 heures par jour), nous poserons le problème différemment : il faut lier la diminution du temps de travail à une redéfinition des besoins, des productions, et à une perspective centrale et déterminante de supprimer la division intellectuels-manuels, décideurs-exécutants.

Prenons alors comme hypothèse de base que le prolétariat prend le pouvoir dans la société actuelle. Il trouve face à lui un appareil de production, un type de techniques spécifiques qu'il ne va pas bouleverser de fond en comble en 24 heures. Nous supposerons donc, pour fixer un cadre au raisonnement, que la masse des richesses produites restera à peu près identique dans un premier

temps, les transferts d'une branche à l'autre se compensant mutuellement. Par exemple, on pourra supprimer ou diminuer certains travaux (automobiles, maisons secondaires, publicité, etc.) et en augmenter d'autres jugés plus nécessaires (logements, crèches, transports en commun, etc.). Bref, nous raisonnerons sur une masse d'heures de travail social globalement inchangées afin de ne modifier que deux variables : la définition du travail nécessaire et sa répartition entre tous.

Masse d'heures de travail inchangée veut dire même masse de valeurs, de richesses, produites. Ceci permet de faire le point sur une première objection : celle qui veut que tout partage du travail incluant les chômeurs devrait entraîner une baisse des salaires pour que les coûts de production restent identiques. Mais pourquoi donc ?

Même si on en reste à un raisonnement en valeur, donc déterminée par le temps de travail, celle-ci ne change pas si la richesse produite l'est par 5 millions de travailleurs travaillant 8 heures par jour ou par 10 millions travaillant 4 heures. Ce qui change, c'est qu'il faut alors répartir cette richesse produite sur 10 et non sur 5.

Le capitaliste, lui, ne répartit de toute façon pas la richesse produite, mais il paie simplement le prix de la force de travail sous forme de salaire. Comme il ne voit le produit que sous la forme d'une somme de coûts (salaire, intérêt, rente, impôts, etc.) qu'il lui faut tenir le plus bas possible pour rester concurrentiel, il ne peut évidemment pas envisager de doubler la "masse salariale" en faisant travailler moitié moins de temps le double de gens.

Pourtant, la valeur produite resterait la même. Et, loin de diminuer les salaires - et tout en restant dans le domaine marchand des coûts - on peut arriver à ce résultat en diminuant la part de la richesse produite qui va aux impôts, rentes, intérêts, gaspillages, etc. (c'est-à-dire la plus-value).

Il suffit pour se convaincre que cela n'a rien d'insoluble par principe de rappeler que les 5 % des ménages du

haut de l'échelle ont autant de **revenus nets** que les 50 % du bas. Si on donnait à ces 5 % de la population seule-ment aussi 5 % des revenus, cela permettrait aux 50 % de doubler les leurs (45). (Il s'agit bien de revenus, c'est-à-dire une fois effectuées les autres dépenses : investisse-ments, frais sociaux, etc.)

Plus généralement, pour fixer les idées, également distribué le revenu moyen d'un ménage aurait été en 1986 de 16 000 francs mensuels (46). De quoi vivre ! D'autant qu'il ne s'agit là que de répartition de la seule part des richesses produites, actuellement distribuée sous forme de revenus. Cette part pourrait être très notablement augmentée si on y intégrait, en les supprimant, toutes sortes de gaspillages dispendieux : frais commerciaux, gaspillages de matières premières, spéculation financières, etc., sans parler des dépenses militaires. C'est une évaluation qui reste à faire.

Pour donner un simple exemple, citons l'INSEE, qui établit que chaque ménage dépense en moyenne 3 000 francs/mois pour son logement, et pas loin de 1 500 francs pour les transports. La seule annulation du prix des terrains réduirait d'au moins 1 000 francs la charge des logements. Et une autre politique urbaine (liaison emploi, travail, diminution du rôle de la voiture) réduirait de moitié le coût des transports.

L'hypothèse d'un revenu de 16 000 francs/mois et par ménage, accompagné d'une diminution notable du coût de la vie n'est donc pas du tout absurde dans les conditions actuelles (47). Sans aller ici plus loin dans la façon d'y parvenir, concluons seulement pour ce qui nous intéresse pour le moment : la question du partage des revenus ne rend absolument pas impossible le partage du travail, sans baisse des salaires pour la grande majorité des travailleurs. C'est évidemment impossible dans le cadre des propositions bourgeoises qui sont de partager le travail et les revenus seulement au sein de la masse des travailleurs du bas de l'échelle.

Chacun est ainsi assuré de recevoir sa quote-part des richesses produites s'il participe au travail jugé socialement nécessaire pour satisfaire les besoins dont la société a décidé qu'ils devaient l'être (et ce sont bien les travailleurs qui auront à décider de ces besoins le moment venu, en rapport avec la masse de travail qu'ils nécessiteront suivant ces choix).

D'où d'ailleurs la définition que ce dont nous parlons ici est de répartir un travail exigé, ou travail "contraint". Il faut préciser ce point puisque c'est uniquement de cela dont il sera question dans la suite de ce texte. Quand nous avançons la revendication de 20 heures de travail par semaine, par exemple, cela correspond bien à la part "minimum" que la société exige de chacun pour qu'il reçoive en échange sa part des richesses produites, en fonction de ce qu'il aura démocratiquement été décidé de produire. Bien évidemment, cela ne veut pas dire qu'à côté l'individu ne fait rien. A côté, c'est-à-dire ce qui concerne l'activité libre, il choisit de faire ce qu'il veut : chanter ou écrire, participer plus encore à la vie de la cité, ou aller se promener, faire du sport ou inventer quelque chose, ou encore poursuivre son travail si ça lui plaît. (48)

Nous dirons un mot au dernier chapitre sur la dialectique travail contraint / activité libre pour montrer que le processus que la révolution prolétarienne doit provoquer est celui de la domination de la liberté jusqu'à l'abolition de la contrainte. Pour le moment, contentons-nous d'un premier domaine d'investigation, limité à la question : quel pourrait être le temps de travail contraint (et donc le temps libre), dans nos hypothèses, d'une masse globalement inchangée de temps de travail social et de richesses produites, le problème de revenus étant réglé dans le sens évoqué ci-dessus ?

6.2. Travailler moins, c'est travailler tous

Travailler tous = y compris les chômeurs. Mais travailler tous, c'est beaucoup plus encore : c'est transférer une part des travaux "improductifs" vers les travaux productifs. C'est-à-dire, c'est travailler à un emploi qui aura été décidé comme utile par les travailleurs, en fonction des besoins qu'ils auront décidé de satisfaire et non de la logique du profit comme aujourd'hui.

C'est cette démarche que nous allons illustrer par le petit calcul qui suit, et le lecteur excusera le côté un peu fastidieux de ces chiffres (beaucoup ont été reportés en notes pour faciliter la lecture). Il ne s'agit évidemment pas d'un calcul "scientifique", d'un projet de Plan. Non seulement, parce que l'ensemble des données manquent, mais surtout parce que, justement, seuls les travailleurs pourront dire quels besoins et quels travaux seront supprimés, conservés ou développés. C'est donc une démarche, un cadre, que nous proposons afin de fixer un premier objectif.

Nous montrerons qu'on peut fixer à 20 heures/semaine le nombre d'heures de travail pour chacun, dans les conditions actuelles de nos hypothèses de base. Ceci en restant dans la limite du seul moyen d'une autre définition et d'une autre répartition du travail nécessaire qu'actuellement.

La population active, au sens INSEE (donc incluant les chômeurs déclarés) compte 24 millions de personnes. Si on en retire les chômeurs (3 millions à fin 88) et les travailleurs exerçant déjà 20 heures au moins par semaine (dont nous ne retenons ici que 1 million sur 2 millions, cf. note 49), il reste environ 20 millions d'actifs ayant un emploi que nous supposerons tous travailler 39 heures par semaine : c'est eux dont le travail peut être ramené à 20 heures. Partons donc de ces 20 millions.

6.2.1. Chômeurs

Suppression du chômage. La population active compte alors 23 millions de travailleurs. Pour le même travail nécessaire et la même production. De 39 heures, l'horaire hebdomadaire de chacun se voit donc ramené à 33,9 heures (20 x 39 h = 23 x 33,9 h).

6.2.2. "Improductifs"

Suppression ou réduction de certains travaux parmi les "improductifs", ceci, rappelons-le, ne diminuant pas la masse des biens matériels produits.

Là, moins qu'ailleurs, on ne peut compter exactement, et nous le ferons "à la louche". C'est dans chaque commune, dans chaque institution, chaque entreprise qu'elle investiront que les masses feront leurs comptes et décideront ce dont elles ont besoin, ce qu'elles conservent, suppriment, etc. Une fois encore, notre but n'est ici que d'apprécier une démarche et des ordres de grandeur. L'idée de fond étant d'illustrer la nécessité de réduire au maximum ceux qui vivent de la plus-value qu'ils n'ont pas produite, que tous travaillent aux travaux que le peuple jugera utile.

Nous avons regroupé en 4 catégories les fonctions ainsi touchées (le détail des calculs étant reporté dans les notes).

1°) "Services marchands aux entreprises et aux particuliers"

Environ 1,3 millions d'emplois peuvent y être supprimés et déplacés, sur 4 millions qui correspondent à des activités que la suppression de la propriété privée et de ses arcanes juridico-financières, celle de services rendus à la seule bourgeoisie, ou encore celle des gaspillages

énormes dûs à la seule concurrence commerciale, rendent inutiles (cf. note 50).

2°) Autre "tertiaire"

Banques, assurances, organismes financiers divers représentent environ 800 000 emplois. La plupart sont liés à des fonctions de gestion et placement d'argent qui sont spécifiques au capitalisme moderne (et impérialiste). La multiplicité des agences bancaires est à elle seule un signe évident de gaspillage. Les activités d'assurance seraient avantageusement remplacées par la solidarité organisée à l'échelle de l'entreprise et de la commune en ce qui concerne les individus, et supprimées en ce qui concerne les risques commerciaux et placements financiers. En restant prudent (et sans parler de la perspective de la suppression de la monnaie), on peut estimer à la moitié le nombre d'emplois excédentaires par rapport à ce qui serait nécessaire dans une société non fondée sur l'individualisme et les mouvements de l'argent. Soit 400 000.

Le commerce emploie 2 500 000 personnes (hors automobile et hôtels restaurants) - dont 800 000 "indépendants". D'autres formes de distribution (coopératives), de consommation (restauration collective de qualité, produits plus standardisés et plus durables, etc.), la suppression des fonctions de vente (étalages, présentation, etc.) économiseraient bien du travail dans ce domaine. Disons environ 1/4, soit 600 000 (d'ores et déjà, cette évolution existe sous le capitalisme avec les grandes surfaces, les caisses automatisées).

Soit 1 million d'emplois économisés dans ces catégories.

3°) Cadres et bureaucratie d'entreprise

1,9 million de cadres supérieurs; 3,8 millions de cadres moyens; 5,5 millions d'employés. Soit 11,2 mil-

lions. Nous retenons ici une économie d'emplois de 1 million en ne la faisant porter que sur les sous-catégories "administratifs et commerciaux" (cf. note 51).

4°) Les fonctionnaires

Sur 3,8 millions de fonctionnaires, réduits à 2,7 millions sans les enseignants, on retiendra une économie prudente de 500 000 emplois correspondant à la suppression d'une bureaucratie rendue inutile (par exemple : les Assedic, les impôts directs, la Sécurité Sociale avec la médecine gratuite) et la réduction des fonctions de justice (80 % des litiges sont issus du droit de la propriété privée), de police, de contrôle (administration) et d'encadrement des masses (cf. note 52).

Ce sont donc au total des quatre ensembles que nous venons d'examiner ici quelques 3,8 millions d'emplois "improductifs" qui peuvent, toujours sans modifier la masse des biens (et services restant utiles) produits, passer à l'emploi productif (ou utile). Dès lors, le travail nécessaire passe de 33,9 heures à 28,3 heures hebdomadaires pour chacun. (53)

Notons que cela ne fait qu'un emploi "improductif" sur quatre qui est transféré. Nous examinerons plus loin les objections.

6.2.3. Les jeunes, les femmes, les retraités

Adret fait justement remarquer (54) que seulement 40 % de la population est "active" (cette catégorie incluant les chômeurs et le contingent). Examinons un peu quelques uns des 60 % restant.

1°) Les jeunes

Ceux de 15 à 24 ans sont 3,2 millions d'actifs, mais aussi 4,4 millions de scolaires et 700 000 inactifs (dont 550 000 femmes).

Si la scolarité était jusqu'à 20 ans pour tous, il y aurait 500 000 actifs de moins et 4,9 millions de scolarisés. Resterait l'équivalent de 200 000 inactifs.

Les jeunes scolaires de 15 à 24 ans, dans le cadre d'une nécessaire réforme de la scolarité, pourraient aisément travailler à un emploi productif (considérant en partie leurs longues vacances) l'équivalent de 1 heure par jour, emploi pratique lié à leurs études. Soit 7 heures par semaine pour 4,9 millions, ce qui correspond à l'équivalent de 20 heures par semaine pour 1,7 millions.

Si on y ajoute le potentiel de 200 000 inactifs et de 150 000 tirés du contingent (230 000) par la diminution du temps de service militaire, on arrive à l'équivalent de 2 millions de personnes en plus disponibles pour travailler 20 heures par semaine.

2°) Les femmes

De 24 à 59 ans, elles sont 4,1 millions d'inactives (en-dehors des tâches ménagères). Considérant qu'un horaire de 20 heures par semaine pour tous et toutes permettrait facilement le partage équitable des tâches domestiques (dont une large part pourrait d'ailleurs être plus socialisée et facilitée), on peut admettre qu'il y a tout à fait possibilité et intérêt d'inclure ces 4,1 millions de femmes dans le travail nécessaire.

3°) Les retraité(e)s

De 55 à 64 ans, ils sont 1,9 million (55). Beaucoup souhaiteraient continuer à avoir un travail, une activité sociale qui leur soit adaptée. A peu près tous le peuvent, et le pourront d'autant plus aisément que ce sera dans des

conditions très différentes (pouvoir ouvrier) et après une vie où la semaine de travail aura été réduite à 20 heures, et les travaux pénibles partagés plus équitablement.

De 65 à 69 ans, ils sont 1,8 million. Tenant compte d'un taux d'indisponibilité de quelques 12 % (56), et considérant un travail de seulement 10 heures par semaine, on obtient l'équivalent de 800 000 emplois à 20 heures.

Soit au total l'équivalent de 8,5 millions d'emplois (57). Ce qui fait passer notre masse totale de 23 à 31,5 millions. Soit 20,6 heures hebdomadaires (au lieu de 28,3 où nous étions restés) pour chacun.

Nous ne sommes donc pas loin des 20 heures que nous avions annoncées. On les obtiendra facilement, et au-delà, par l'élimination rapide des gaspillages les plus criants, tant dans l'organisation du travail que dans les choix de production. Disons-en quelques mots, sans pouvoir, évidemment, chiffrer le phénomène dans toute son ampleur.

6.3. Les gaspillages

Le sujet est infini et inchiffrable. La vérité du désordre de l'ordre capitaliste est connue du moindre patron qui ne sait quoi inventer pour motiver ses employés, oscillant sans cesse entre la multiplication d'une pesante hiérarchie dont il déplore aussitôt le coût et la lourdeur, et les essais de "responsabilisation". Quand le dégoût du travail aliéné entraîne un absentéisme qui va jusqu'à 20 % du temps de travail, sans compter tout le coulage souterrain, on prend la mesure d'une énorme inefficacité.

La vérité des gaspillages apparaît aussi dans les choix capitalistes de production, ou les coûts sociaux (accidents, santé, pollution, etc.) ne sont jamais pris en compte, ou l'on produit sans souci de l'utilité ni de l'ef-

ficacité réelle au niveau social, ou le remplacement accéléré des produits et la recherche des effets de mode priment sur leur durabilité.

Nous avons déjà évoqué ci-dessus un certain nombre de fonctions "parasites" dans le domaine commercial ou de la finance. Nous pouvons continuer avec des exemples moins évidents en apparence, comme celui de l'automobile, ce moteur essentiel de l'expansion des "30 glorieuses". Maints auteurs ont démontré combien, le plus souvent, son utilisation serait avantageusement remplacée par les transports en commun (sans parler ici d'une réduction possible considérable des besoins de transport par une autre conception des liaisons habitat-travail, ville-campagne, etc.), combien elle était polluante, gaspilleuse d'énergie, source de centaines de milliers de morts et d'handicapés (58).

Adret a calculé (59) qu'un travailleur qui possède une voiture dépense quelques 2 mois de travail par an pour son achat, les frais de fonctionnement, d'entretien, etc. Il montre que - sans même parler de la réduction hautement souhaitable et possible du nombre de voiture (remplacées par les transports en commun, un usage "locatif" plus collectif et surtout un autre mode de vie, d'autres besoins) - en se limitant à la production de voitures simples, robustes, économiques, on pourrait réduire ce temps de plus de la moitié. Soit plus de 3 heures de travail en moins par semaine ! Et ici, on ne parle pas du temps inouï que représentent les accidents, les handicapés, les embouteillages, les constructions de "périphériques" et autoroutes (sait-on que la A86 autour de Paris coûte 100 000 centimes du centimètre !).

Cet exemple pour montrer qu'un énorme gisement d'économie de temps de travail existe dans les choix de production et dans les besoins que suscitent le capitalisme et son mode de vie. On pourrait en citer bien d'autres. Depuis le "tout atomique" (et ses problèmes de sécurité et de déchet), jusqu'à celui fameux du Concorde qui a englouti 17 milliards de francs [*«Chaque fois qu'un*

PDG gagne 3 heures sur Paris-Washington, 540 heures de travail ont été perdues par ceux qui ont construit l'appareil» (60)], en passant par la multiplication des emballages coûteux, des immeubles de bureaux luxueux, les abattoirs de la Villette, ou encore "l'obsolescence calculée" des produits pour en accélérer le remplacement, ou enfin les produits de luxe à usage du paraître d'une minorité. Il suffit de voir les "Grands Travaux" de Mr. le Président Socialiste (Louvre, Bercy, Orsay, Opéra, etc.) pour voir que ce ne sont pas les H.L.M. qui engloutissent les milliards.

On ne saurait oublier, dans cette panoplie, l'exemple le plus souvent cité : celui des dépenses militaires. Sans compter l'armée, mais seulement des emplois civils directs et indirects (répercussion chez les fournisseurs des commandes militaires), on arrive à un minimum de 1,5 million de personnes travaillant pour l'armement (Revue "Défense Nationale", Juillet 83). Ou encore : la contribution financière pour la Défense est d'environ 10 000 francs par an et par ménage !!

On le voit, la réduction du temps de travail ne se bornera pas à quelques mesures immédiates d'économie sur les fonctions les plus inutiles. Mais elle est liée au problème : quoi produire (pour quels besoins) et comment produire (quel contenu au travail contraint) ? Nous y reviendrons.

Bien sûr, tout ne sera pas possible tout de suite. Par exemple, on pourra certainement produire assez rapidement l'automobile économique dont nous avons parlé (qui économisera 3 heures par semaine). Mais il sera beaucoup plus long de réduire fortement le rôle de l'automobile, ce qui nécessitera non seulement de nouveaux transports en commun, mais surtout un changement dans la liaison travail-habitat, une autre conception de la ville, des rapports villes-campagnes, et une autre conception des loisirs eux-mêmes (notamment dans leur côté "besoin d'évasion").

Néanmoins, il y a dans le domaine des gaspillages, c'est-à-dire, répétons-le, celui des choix de production, aussi bien que de la façon de produire, un potentiel d'économie de temps de travail considérable que nous n'avons fait ici qu'évoquer sur quelques exemples limités. Les milliards envolés en fumée lors du krach boursier, les milliers d'usines à la casse, les millions d'intelligences laissées en friche, permettent de conforter notre opinion que non seulement les 20 heures hebdomadaires ne sont pas utopiques, mais que 10 heures pourraient assez rapidement être un objectif réaliste pour les 5 à 10 ans suivant une prise du pouvoir par le prolétariat.

Le prolétariat ne se borne pas à réclamer la diminution en général du temps de travail, disait déjà Marx, il en fixe la durée. Pour l'immédiat, 20 heures hebdomadaires est ce qu'il peut très raisonnablement exiger de la société contemporaine.

6.4. Les objections

On pourra toujours contester telle ou telle "exagération" d'une estimation qui est évidemment grossière. Mais on pourra aussi noter bien des sous-estimations. Finalement, le problème de fond n'est pas celui du calcul, mais de la démarche, des objectifs, de ce qu'ils remettent en cause de la société capitaliste (nous y reviendrons plus loin en examinant les solutions "réformistes"). Car, de toute façon, aucun "calcul" ne rendra compte d'une lutte qui ne peut être menée que par les masses elles-mêmes.

C'est donc aux objections à la démarche elle-même qu'il faut répondre.

6.4.1. Bien des fonctions que nous avons envisagées réduites ou supprimées pourront paraître indispensables ou "utiles" à certains.

Il est sûr que la bourgeoisie considère que produire des voitures de luxe, des hôtels 4 étoiles, des autoroutes à 14 voies et des manteaux de vison sont des tâches tout à fait utiles. Et, en plus, cela ne fournit-il pas du travail à des millions de gens qui sinon seraient au chômage ? Mais si ces gens travaillaient à autre chose, pour la masse ? Pourquoi faudrait-il que 3 millions de personnes environ, soit quelque 14 % de la main-d'œuvre, travaillent pour satisfaire les besoins des 5 % les plus riches ? Ou encore qu'un membre d'une famille d'industriels accapare, par an, 21 mois de travail du travail d'une personne quand un membre d'une famille O.S. n'en consomme que 4 mois ? (61) Diminuer le temps de travail, c'est diminuer cette sur-consommation du temps de travail des autres par une minorité.

Plus généralement, les besoins, l'utilité sont fonction de la société où l'on vit et changent avec elle. Aujourd'hui, être éclairé à l'électricité est un minimum, tandis qu'il y a deux siècles, c'était du luxe d'avoir une chandelle. S'ils ne sont pas immuables, les besoins ne sont pas non plus, bien souvent, "nécessaires".

Le besoin du pavillon, consommateur d'espace et de transports, ne naît pas d'un goût inné de l'homme pour ce type de logement, mais : de l'individualisme, lié à la concurrence comme idéologie dominante, du besoin de calme, d'espace que ne donnent pas les "ZUP" et leurs H.L.M. à l'ouvrier, etc. De même, le besoin de voiture est lié à la folle urbanisation capitaliste (trajet domicile-travail, hypermarché, etc.), aux désirs d'évasion et de fuite qu'il engendre. On en a besoin parce que ce mode de vie engendre ces besoins.

Le capitaliste ne répond pas tant "aux" besoins qu'à ses besoins.

«Le criminel ne produit pas seulement des crimes, mais encore le droit criminel, le professeur qui fait des cours sur le droit criminel et jusqu'au manuel inévitable où ce professeur condense son enseignement en vue de la vente ... (il) produit en outre toute l'organisation de la

police, de la justice criminelle, les agents, les juges, les bourreaux, les jurés, etc.; et les diverses professions qui constituent autant de catégories de la division sociale du travail, développent les diverses facultés de l'esprit humain, créent de nouveaux besoins et de nouvelles manières d'y satisfaire ... il produit de l'art, de la littérature, des romans ... Nous pourrions montrer en détail les influences du criminel sur le développement des forces productives. L'industrie des services connaîtrait-elle son actuelle prospérité s'il n'y avait pas de voleurs ?

... Par des attaques sans cesse renouvelées contre la propriété, le crime provoque de nouvelles mesures de défense et a la même influence productive que les grèves qui font inventer les machines. Et si l'on quitte la sphère du crime privé, aurions-nous un marché mondial s'il n'y avait pas eu de crimes nationaux ? »

Ce passage ironique de Marx réfute la théorie bourgeoise des besoins : ils ne sont que relatifs à une organisation sociale donnée. On pourrait encore y ajouter que le capitalisme engendre la misère et les assistantes sociales, la détresse et les curés, la famine et les "O.N.G.", le chômage et les fonctionnaires du chômage, le désordre et les flics, les bas salaires et la publicité, etc.

La question "quoi produire ?" n'entraînera pas, quand les masses seront à même d'y répondre, de changements immédiats de tous les besoins, puisqu'ils évoluent en fonction des modifications du mode de production lui-même. Mais la question, posée sous sa forme "produire pour qui ? " recevra, elle, une réponse immédiate et évidente, source des économies de temps de travail que nous avons évoquées ci-dessus.

Il n'est pas une révolution qui n'ait fait le ménage dans les bureaux, les châteaux et les institutions en tout genre. Ceci nous amène à une deuxième objection.

6.4.2. Il s'agit de la suppression d'environ 1 emploi "tertiaire" sur 4. Une bonne partie des personnes concernées ne verra pas d'objection puisqu'il s'agira de travailler moins à un travail plus enrichissant : l'employé de banque ou d'assurance aura tout à y gagner. Une autre partie, notamment parmi les cadres administratifs et commerciaux, s'y opposera. Ceux-là crieront à la déportation et au "pol-potisme" (62). Le danger existe de mouvements, mal préparés, mal acceptés et entraînant la nécessité d'une contrainte "d'en haut" trop massive et trop forte. C'est un problème politique de détermination des alliances de classe, de résolution des "contradictions au sein du peuple".

Mais quelque habileté et doigté qu'on ait à gérer ces problèmes tactiques, cela n'empêchera pas qu'il y ait violence et qu'effectivement la révolution exige des privilégiés, des "puissances intellectuelles", des parasites, etc. qu'ils travaillent à un travail socialement utile - "qui ne travaille pas ne mange pas". Et que de hauts fonctionnaires, cadres supérieurs, fils à papa, étudiants, etc. soient envoyés gagner leur pain à la campagne ou à l'usine n'a rien de choquant en soi, même si cela entraîne beaucoup de gémissements de la part des intéressés. Ils ne se plaignaient pas de vivre de la souffrance des autres, d'ailleurs.

Il serait ici banal de rappeler qu'aujourd'hui le fils d'ouvrier ou d'employé n'a aucune chance d'accéder à la quiétude des Corps d'Etat et des voyages "d'affaire", aux gloires des "médias" ou aux carrières intellectuelles. Il a le droit de mourir 10 ans avant ceux-là, après une vie où il les a entretenus.

C'est pourquoi, parlant de la réduction du travail, on ne saurait le faire sans parler de réduire le fardeau qui pèse sur les épaules des masses, d'avoir à entretenir grassement autant de bouches inutiles. La vraie réduction du temps de travail, pour le prolétariat, c'est celle-là : travailler tous. Et c'est justement ce dont, aujourd'hui, personne ne parle.

6.4.3. Une autre objection accompagnant les précédentes consiste à dire qu'un simple calcul arithmétique comme celui qui a été ici exposé laisse croire que le problème se réduirait à une simple réaffectation mécanique des forces de travail. Ce qui laisse, à l'évidence, au moins deux problèmes en suspens :

- Comment changer le contenu du travail lui-même, ce qui est bien le but poursuivi. Nous en parlerons dans le dernier chapitre.
- La nouvelle répartition du travail contraint entre tous ne peut pas être qu'un problème d'organisation. Mais nécessitera un changement des mentalités, donc une lutte politique. C'est parfaitement exact. Par exemple, pour vaincre l'individualisme et la concurrence entre travailleurs, entrer dans la gestion et la responsabilité collective, œuvrer pour les besoins de tous et non pour des primes ou des revenus supérieurs, etc. C'est pourquoi on ne peut comprendre les "20 heures" que comme une mesure qui correspond aux potentialités du stade de développement atteint par la société contemporaine. Une mesure parmi d'autres que prendra la révolution prolétarienne, et qui concerneront aussi les domaines politiques, idéologiques, culturels. Une mesure comme premier pas vers la création d'un homme nouveau (même si le terme est galvaudé, il vaut).

6.4.4. La société que nous voulons construire ne pourra pas négliger le problème de la "dette" que tous les pays impérialistes ont à l'égard des pays dominés qu'ils ont pillés. Il s'agit d'abord d'un problème politique. L'aide au "tiers-monde", on le voit chaque jour, ne peut avoir d'ef-ficacité réelle, et dépasser l'inopérante charité, que si non seulement ceux qui aident, mais aussi ceux qui reçoi-vent, le font dans le sens de l'émancipation des peuples et non pour conforter les bourgeoisies. La question est donc d'abord celle du régime social et politique des deux côtés. On a vu, par exemple la Chine,

quand elle était encore rouge, être obligée de se passer des aides améri-caines et russes, et y parvenir. On voit aussi à l'inverse des milliards d'aides capitalistes qui, aujourd'hui, n'amé-liorent guère le sort des pays dits sous-développés.

La question reste donc ouverte. Disons, pour donner une idée à titre indicatif, qu'un quart d'heure par jour de travail en plus pour chaque français fournirait plus que **toute** l'aide publique actuelle de l'**ensemble** des pays dé-veloppés (63). La quantité - qui n'est répétons-le pas l'as-pect principal du problème - n'est pas hors de portée, ni incompatible avec l'idée de 20 heures par semaine.

6.4.5. Il arrive aussi qu'on évoque, vu l'expérience historique, le fait que toutes les révolutions se sont, jusqu'à ce jour, effectuées dans des situations de guerres, d'invasions, de ruines. Dès lors, les tâches de défense et la reconstruction nécessitent de multiplier et non de diminuer les heures de travail. C'est effectivement bien par ce moyen que les impérialistes ont ainsi mis les révolutions dans les pires difficultés, puisque le temps disponible est une des conditions de base à l'exercice du pouvoir par le prolétariat.

Evidemment, c'est possible. Mais pourquoi envisager le pire ?

Il n'est pas toujours sûr. Le meilleur peut aussi se produire, à savoir une révolution à l'échelle du monde, ou au moins de nombreux pays, ce qui, à l'inverse, offrirait des possibilités encore plus vastes de réduction du temps de travail et de progrès.

Quoi qu'il en soit, nous n'avons pas à imaginer à partir d'hypothèses qui peuvent être aussi variées qu'incertaines, mais devons partir des potentialités de la société contemporaine telle qu'elle existe aujourd'hui sous nos yeux. Et à changer notre objectif si la situation change.

6.5. Les effets multiplicateurs

Nous avons envisagé ci-dessus quelques objections importantes. Mais, à l'inverse, il faut envisager aussi des effets "multiplicateurs" indéniables de la réduction du temps de travail contraint à 20 heures, puis 15, puis 10 par semaine. Effets multiplicateurs qui constituent une "réserve" supplémentaire d'économie de temps de travail.

6.5.1. Dans cette "réserve", on peut citer le potentiel de gains de productivité tel, simplement, qu'il existe aujourd'hui, c'est-à-dire fortement entravé par la sclérose des rapports sociaux capitalistes (leurs transformations constituant une réserve supplémentaire inchiffrable : la libération et le développement du potentiel créatif de millions d'hommes).

Avec d'autres, A. Gorz note qu'une hausse de productivité de 4 % par an, qui est la moyenne en France des 20 dernières années, et un accroissement de la richesse produite (P.N.B.) de 2 % par an, entraînent une baisse de la quantité de travail nécessaire de 20 % en dix ans. Ce qui représente 4 heures de moins sur 20 heures. C'est dire qu'à ce rythme on atteindrait en "potentiel", toutes choses égales par ailleurs, une semaine de 15 heures de travail. Et encore, une croissance du P.N.B. de 2 % par an, c'est beaucoup.

Mais la productivité horaire croît aussi avec la diminution du temps de travail. On est beaucoup plus efficace dans les premières heures (moindre fatigue). Des chercheurs ont calculé que la productivité croît de 5 % chaque fois que la durée de la journée de travail décroît d'une heure (64). Marx remarquait déjà : *«Plus le travail gagne en force productive, plus sa durée peut diminuer, et plus sa durée est raccourcie, plus son intensité peut croître.»* (65) Certes, on pourrait choisir de ne pas augmenter cette intensité et de travailler plus "cool", mais, pour un temps réduit, il peut être préférable de travailler "à plein" afin de le réduire encore : à 20 heures par se-

maine, l'intensité meilleure des premières heures permettrait ainsi de gagner environ 5 heures de moins supplémentaires : on passerait donc, en fait, pour tenir compte de l'intensité décroissante le long d'une journée de travail, à 15 heures hebdomadaires pour une production équivalente à ce que nous avons calculé pour 20 heures.

6.5.2. Il peut aussi y avoir d'importantes économies de capital constant, puisqu'à 3 heures par jour, l'utilisation des machines et installations en continu, ou semi-continu, est beaucoup moins pénalisant pour la santé.

6.5.3. Parlons, justement, de la santé. Diminuer le temps de travail de chacun, et partager de plus les travaux pénibles ainsi diminués, aura indéniablement des effets positifs sur la santé. D'où réduction des frais de santé (donc du temps de travail social qui y est consacré), laquelle sera renforcée par une autre conception de son traitement : éducation et auto-soins, prévention, transformation des conditions de vie, organisation différente de la médecine. Pourquoi, en effet, les dépenses de santé doublent-elles aujourd'hui à peu près tous les 10 ans, sans que cela n'entraîne d'allongement notable de la durée de vie ? On peut s'interroger si on constate que cela représente en moyenne quelques 6 ou 7 années de travail par personne pour les couvrir. Et répondre qu'une cause essentielle en est qu'il faut de plus en plus réparer les dégâts de la vie aliénée et que la conception du traitement et de la recherche médicale entraîne un gros gaspillage (médecine de prestige, gaspillages connus de l'industrie pharmaceutique).

6.5.4. Un autre aménagement de l'espace peut contribuer à accentuer les gains de temps. Ne prenons ici pour exemple que la question des transports domicile-travail

dans les agglomérations urbaines. Ce temps fait partie en réalité de la journée de travail. Une récente étude de l'INSEE indiquait que 45 % des actifs quittaient leurs commune pour aller travailler en 1975 : ils sont 60 % aujourd'hui. Et la distance qu'ils parcourent a augmenté de 30 %. Les 2,8 millions de banlieusards qui vont travailler hors de leur commune passent en moyenne chacun 1 heure 12' par jour dans les transports. Pour l'ensemble de la France, la moyenne par actif est de 9 km par jour et 1 heure de transport. Bref, la journée de travail ne diminue pas quand le temps de transport augmente. Le temps qu'on passe hors de chez soi pour sa profession reste toujours autour d'une dizaine d'heures par jour.

On pourrait voir bien d'autres exemples possibles : la modification de la conception de l'activité libre et des loisirs en serait un.

Bref, il y a une dialectique du temps libre et du mode de vie qui aboutit à encore plus de temps libre. Nous verrons dans un dernier chapitre comment, dans ce cadre, envisager l'évolution des rapports temps de travail / temps libre. Concluons sur ce point : 20 heures par semaine, c'est "immédiatement" possible. Cela veut dire : telles sont les potentialités de la société contemporaine. Ce qui en empêche la réalisation, ce sont les intérêts de classe de la bourgeoisie, soit la nécessité où elle se trouve de produire toujours plus de plus-value au fur et à mesure qu'elle accumule du capital. Nécessité donc de produire toujours plus, en diminuant le temps de travail nécessaire, en s'appropriant le sur-travail ainsi dégagé, tandis qu'augmente la masse des chômeurs et des "improductifs".

Donc 20 heures, c'est un objectif que seul un pouvoir d'une autre classe, d'une classe antagonique, le prolétariat, pourra réaliser. Antagonique parce que fondé sur l'intérêt inverse : non pas produire pour produire, mais produire pour satisfaire les besoins utiles définis; non pas extorquer le maximum de sur-travail, mais suppri-

mer autant que possible le travail; non pas le chômage, les gaspillages, la division du travail (et des revenus), mais une autre et égale répartition du travail (donc d'un autre travail) entre tous.

Ce que nous résumons dans la formule : "Travailler tous, moins, autrement."

20 heures, c'est le temps qu'exigera de chacun la société. Travail "contraint" au sens d'obligatoire, ce qui ne veut donc pas dire que toute l'activité de chacun se réduira à cela : le supplément d'activité sera libre, volontaire, bénévole. Ce temps, 20 heures, a été estimé, nous l'avons vu, en prenant en compte les économies de temps de travail qui sont à première vue et rapidement réalisables. Sans bouleversements extraordinaires de l'appareil de production (ce qui prendra plus de temps), et en conservant une grande marge de temps de travail pour les travaux supplémentaires qu'entraineront les premières dispositions proposées (par exemple, socialisation de certaines tâches domestiques, ou accroissement des transports en commun, etc.). Il s'agit de plus d'une moyenne, qui pourra être répartie différemment suivant le plus commode, en 3 heures par jour, ou 1 semaine sur 2, ou ce qu'on voudra, en fonction des spécificités des différentes branches, des besoins de formation, de la participation à d'autres activités sociales (pouvoir politique, etc.).

Cette moyenne de 20 heures pourra aussi faire l'objet d'une répartition différente entre couches sociales, pour tenir compte de la nécessité de combler le plus rapidement possible la coupure manuel-intellectuel. Par l'exercice d'un "droit inégal" justifié, les intellectuels pourraient travailler, par exemple, 25 heures et les ouvriers 15, pour avoir plus de temps encore (en plus du temps libre obtenu) pour se consacrer à leur formation, à la gestion, etc. Toujours dans le même ordre d'idée, la rotation des tâches, au maximum possible, contribuerait à cet objectif.

20 heures n'est pas un mot d'ordre purement arithmétique. Ce n'est pas une surenchère démagogique pour faire "plus à gauche" que ceux qui proposent 30 ou 35. C'est une estimation avant tout fondée sur une démarche différente. Celle qui lie la réduction du temps de travail à une autre définition des buts que se fixe la société, à ses choix de production, à la place de chacun dans la réalisation de ces choix. Pratiquement : c'est le prolétariat, et les travailleurs qui s'allieront à lui, qui décideront quoi et pour qui produire, et par qui (affectation de la force de travail) : telle est la base d'une réduction réellement significative du temps de travail et d'une nouvelle répartition des richesses produites. C'est ce qu'on pourra appeler le Plan Démocratique du pouvoir prolétarien.

C'est le niveau de conscience et de lutte des masses, leur capacité à s'organiser, à décider, qui sera le facteur principal. Comme le disait Engels : *«nous n'avons pas à bâtir de systèmes utopiques pour l'organisation de la société future»* (66). Et ce le serait que de vouloir tout décrire par le menu au-delà des orientations dont nous parlons ici.

20 heures, c'est une première mesure qui crée les conditions (ce ne sont bien sûr pas les seules) d'une autre organisation sociale, d'une réelle participation des masses au pouvoir, et d'un passage relativement rapide vers 15 et 10 heures par suite de nombreux "effets multiplicateurs", dont nous avons parlé ci-dessus et dont le plus important est la libération de la créativité de millions d'individus dont le capitalisme aliène aujourd'hui l'intelligence et l'humanité. Progressivement, disparaîtront ainsi les fonctions spécialisées du pouvoir politique et intellectuel au profit du communisme, ou communauté des hommes libres.

CHAPITRE VII

Les solutions réformistes à la réduction du temps de travail

«Etant donné l'intensité et la productivité du travail, le temps que la société doit consacrer à la production matérielle est d'autant plus court, et le temps disponible pour le libre développement des individus d'autant plus grand, que ***le travail est distribué plus également entre tous les membres de la société*** *et qu'une couche sociale a moins le pouvoir de se décharger sur une autre de cette nécessité imposée par la nature. Dans ce sens, le racourcissement de la journée de travail trouve sa dernière limite dans la généralisation du travail manuel.»*

(Karl Marx) (67)

Le mode de production capitaliste évolue et ne poursuit pas son développement de la même manière suivant

les étapes qu'il traverse. Les luttes de la classe ouvrière sont marquées par les spécificités de ces différentes étapes, en même temps qu'elles sont un des facteurs importants qui poussent à cette évolution (tant, bien sûr, qu'elles n'aboutissent qu'à des réformes du capitalisme).

On peut, par exemple, rappeler qu'aux débuts du capitalisme l'accumulation était surtout fondée sur l'extraction de la plus-value absolue, avec des journées de travail de 17 heures, femmes et enfants. Les luttes ouvrières se focalisaient donc beaucoup sur la réglementation du travail et la limitation de sa durée : par exemple, la fameuse journée de 8 heures, objectif du grand mouvement ouvrier de la fin du 19ème siècle.

Les résultats obtenus en la matière contribueront, avec la concurrence, à obliger les capitalistes à rechercher plus la poursuite de l'accumulation dans l'augmentation de l'intensité et de la productivité du travail : l'extraction de la plus-value relative. Ce fut ce mouvement qui aboutit à la "perfection" du taylorisme. Les luttes ouvrières (1936, la Libération) sont alors plus orientées vers un meilleur partage de ces gains de productivité : congés payés, sécurité sociale, retraites, indexation des salaires sur les prix, etc.

La guerre ayant résolu la crise des années 30, une relative hausse des salaires et des "coûts sociaux" (au moins dans les pays industrialisés) s'en est suivie pendant les "30 glorieuses", au prix d'ailleurs d'un accroissement de l'aliénation ouvrière dans un travail de plus en plus parcellisé et dépossédé. Les luttes ouvrières se transforment alors progressivement et portent plus, dans les années 60, vers un refus de cet abrutissement, refus de "perdre sa vie à la gagner". Cette "révolte des O.S." a connu un point culminant avec mai 68 et la "trahison" syndicale de Grenelle (retour à la compensation salariale). Des luttes significatives, comme celles de Lip, marquaient le désir, à travers les illusions politiques de l'autogestion en régime capitaliste, de reconquérir la maîtrise de son

travail et de construire une autre vie (voir aussi en ce sens le mouvement "des femmes", "des verts", etc.).

Aujourd'hui, la crise n'a pas encore accouché de nouvelles luttes ouvrières à la mesure des problèmes et des potentialités que sécrète la société. Néanmoins, la diminution du temps de travail est à l'ordre du jour : l'union de la gauche PC-PS a dû inscrire à son programme les 35 heures - promesse non tenue - en 1981. En Allemagne, les sidérurgistes et d'autres se rapprochent pied à pied de cet objectif. En France, des associations et groupes de jeunes déclarent lutter plus contre le travail que contre le chômage, renouant avec une certaine tradition libertaire un peu moins utopique sur ce point aujourd'hui qu'hier.

Bref, "on en parle". Et donc aussi, des réformistes "éclairés" se mettent à en parler. Leur rôle est, comme toujours, de se saisir des questions qui deviennent incontournables - et chacun sait que le travail nécessaire va diminuer de façon extraordinaire dans les 20 prochaines années - pour en détourner la pointe révolutionnaire vers des solutions qui continueraient à river le prolétariat à son aliénation, au lieu d'en faire jaillir tout le contenu libérateur.

La caractéristique commune de ces réformistes, point central de ce qui nous oppose, est de ne jamais envisager la question sous l'angle de la modification des rapports sociaux : l'extorsion de la plus-value (du sur-travail) est pour eux une donnée intangible, ils n'envisagent donc pas de la (le) diminuer, mais seulement de gérer la "pénurie" de travail nécessaire. Dès lors que la production de plus-value reste l'axiome de base, et dès lors que loin de chercher à abaisser le temps de travail en en allégeant le fardeau ils cherchent au contraire à augmenter cette production, il ne leur reste - du moins pour les plus radicaux d'entre eux - qu'à en appeler au bon cœur et à la raison ("ne tirez pas trop sur la ficelle") des capitalistes pour qu'ils accordent un partage plus "équitable" de celle-ci.

La solution révolutionnaire à la crise - la seule non utopique - est au contraire d'affirmer la nécessité de la réduction maximum du sur-travail de tous et du travail nécessaire de chacun. C'est d'ailleurs une des raisons qui fait que le prolétariat est la seule classe vraiment porteuse "jusqu'au bout" de cette solution en tant que c'est lui qui porte le fardeau de la production de plus-value.

Les solutions réformistes ont donc toutes en commun l'essentiel. Mais évidemment, elles présentent ainsi toutes sortes de nuances dans la façon de faire passer cette pilule suivant qu'elles estiment pouvoir affronter de face le prolétariat (la droite) ou devoir tenter de l'amadouer (la gauche) par la promesse d'une "juste" répartition des sacrifices.

Le cas des "libéraux" de choc est bien connu. Pour eux, la société ne peut aller de l'avant que si elle est conduite par ceux qui sont le plus motivés par l'accroissement de la richesse. C'est-à-dire ceux qui en profitent le plus et qu'ils appellent les "meilleurs", les "challenges", etc. Ces loups, ces chefs ne doivent pas être entravés par la meute des faibles, des incapables. Vive la société "duale" : en haut les "battants", les "performants", en bas ceux qui n'ont rien, les médiocres. Ce qu'on appelle le "darwinisme social". La seule solution serait l'élimination pour les uns (chômage, petits boulots, précarité), le travail qualifié, actif, permanent pour les autres (la minorité).

Ces libéraux ont l'avantage de pouvoir servir d'affreux jojos pour les réformistes de gauche. Plus doucereux apparaît alors leur langage. Ils perçoivent et concèdent ce que le libéralisme a de trop brutal, et partant de trop risqué pour le consensus social. Ils proposent donc de considérer la nécessité d'une certaine solidarité redistributive avec ceux que le capitalisme rejette hors du travail moderne.

L'ampleur et le mode de cette solidarité sont très variables suivant les réformistes.

Beaucoup, comme la CFDT par exemple, préconisent que les ouvriers se partagent le chômage : que chacun d'eux accepte de travailler moins et gagner moins. Moins est toujours mieux que rien disent-ils. Ce partage de la misère est en général accompagné de considérations du genre : "on peut bien admettre d'avoir moins de salaire pour plus de temps libre et de bonheur de vivre". Ah ! Le bonheur de vivre à 3 ou 5 000 francs par mois ! Le "revenu minimal garanti" dont parlent l'américain Friedmann ou le P.S. aboutirait à peu près à ce résultat. Les économistes estiment alors qu'on irait en France, vers l'an 2000, à environ 20 % de travailleurs qualifiés, 30 % de peu qualifiés et précaires, et 50 % de "marginaux" ne travaillant qu'occasionnellement ou rarement. Ils ont calculé qu'avec les 35 heures, qui semblent déjà un objectif catastrophique aux capitalistes, il y aurait encore en France plus d'un million de chômeurs. Beaux résultats !

D'autres se veulent plus lucides. Ils ne nient pas le constat que la quantité de travail nécessaire va en diminuant rapidement. Ils pensent alors surmonter le problème en préconisant que les rémunérations soient plus indépendantes d'une quantité de travail qui diminue en même temps que celle des richesses produites augmente. André Gorz ou Guy Aznar sont les auteurs les plus connus dans la défense de ce type de position (68).

Le lecteur trouvera en annexe une critique d'un ouvrage de Guy Aznar ("Tous à mi-temps"). Nous n'en dirons pas plus ici : ils faudrait un développement trop long.

Je dirais, néanmoins, au moins ceci : ces solutions à la Aznar, de revenus non liés au travail, sont parfaitement utopiques puisqu'elles "oublient" que, pour continuer à produire et à accumuler la plus-value, comme c'est son seul objet, le capitalisme doit obtenir un maximum de chaque travailleur qu'il peut employer. Ou plutôt il ne peut en employer qu'à cette condition. Les autres, il les rejette, parce que justement la plus-value

qu'ils produiraient, s'ils devaient les employer, serait insuffisante. Il ne va donc tout simplement pas pouvoir prélever sur la plus-value qu'il reçoit pour redistribuer à ces exclus un "deuxième" ou "troisième" revenu pour parler comme l'inénarrable Aznar. Lequel, qui voit la résistance, la met sur le compte de "l'inertie" ou de la "peur du changement", alors qu'elle provient du mécanisme de base du système et de sa crise : l'accumulation de la plus-value comme moteur, la masse de travailleurs productifs comme carburant, la diminution inéluctable de celle-ci comme facteur de panne.

Voyez un peu le tour de passe-passe. En gros, Aznar dit : travail à mi-temps, salaire à mi-temps. Position classique. Pour faire passer la pilule, il promet un supplément de revenu, qui permettra de retrouver l'équivalent du salaire à plein-temps. Soit : le travail accru à domicile grâce au temps libre (qui ne l'est alors plus), plus un revenu qui proviendra d'un impôt. Cet impôt va donc diminuer d'autant la part de plus-value qui revient au capitaliste, alors même que cette part est déjà pour lui trop faible par rapport au capital investi et que sortir de la crise, dans le système capitaliste, nécessite de l'augmenter. Aznar ne peut, s'il était suivi , qu'augmenter la crise et le chômage, le contraire de ce à quoi il prétend.

Bref, nos réformistes les plus radicaux raisonnent comme si on pouvait toucher à la production et à la répartition de la plus-value sans toucher au capitalisme et aggraver sa crise. Par l'absurde, Aznar - qui est certainement plein de "bonne volonté" - montre, parmi d'autres, qu'on ne peut résoudre la crise sans détruire un système qui est fondé sur la production de plus-value, c'est-à-dire de sur-travail, à l'époque où la quantité de travail globale diminue drastiquement avec les progrès technologiques et autres. Il montre a contrario que la seule solution est de ramener le temps de travail au plus près possible du travail strictement nécessaire à la satisfaction des besoins que les hommes décideront de vouloir satisfaire. Ce qui passe en particulier par la suppression de pans

entiers d'emplois improductifs et de gaspillages insensés. Ce que nous avons appelé la voie du "travailler tous, moins, autrement". C'est la seule voie qui permette la suppression immédiate du chômage sans réduire une masse de population à la misère d'assistés, et qui ouvre la perspective de bouleversements de rapports sociaux qui feront de tous des hommes libres.

Les réformistes radicaux reconnaissent que la crise manifeste que le capitalisme le plus développé nous a amenés à l'aube d'une époque nouvelle, où le temps de travail contraint nécessaire sera réduit à une proportion très secondaire du temps libre. Mais ils ne voient pas que cela même signifie la nécessité de la fin du capitalisme, qui est fondé sur la mesure de la richesse par le temps de travail (et plus particulièrement de sur-travail). Sortir de la crise, c'est décider (et pour cela, il faut le pouvoir politique) que c'est le temps disponible qui doit être la nouvelle mesure de la richesse.

Le premier pas dans cette direction est de sortir de la logique d'avoir à produire toujours plus de valeur, proportionnellement à l'accroissement de l'accumulation du capital. C'est de cela dont étouffe le système actuel. Il étouffe non seulement sous la contrainte de la fameuse "composition organique" C/V, mais aussi d'avoir nécessairement à distraire une masse de plus-value croissante vers les travaux improductifs, sans pour autant pouvoir s'assurer les débouchés nécessaires, du fait de la misère, relative ou absolue, qu'il génère.

CHAPITRE VIII

Du temps libre à l'homme libre

«Le temps libre, qui est à la fois loisirs et activité supérieure, aura naturellement transformé son possesseur en un sujet différent, et c'est en tant que sujet nouveau qu'il entrera dans le processus de l'activité immédiate.» (69)

Nous avons vu dans les chapitres précédents comment le capitalisme, en développant de façon considérable le "sur-travail" (partie de la journée de travail où l'ouvrier produit au-delà de l'équivalent de ses moyens de subsistance) produisait aussi le chômage, les tâches improductives et les gaspillages. A partir de ce "potentiel" existant, nous avons montré qu'un axe essentiel de la solution à la crise générale du capitalisme que nous connaissons aujourd'hui consiste à répartir autrement le travail, supprimer certaines tâches improductives dont on peut immédiatement se passer sans changement complet du mode de production dont nous héritons, ainsi que certaines productions (luxe, etc.) et gaspillages. Ce que

nous appelons un axe du programme immédiat de la révolution socialiste : "travailler tous, moins, autrement". Alors, le prolétariat prenant le pouvoir s'approprie le sur-travail, en transforme la plus grande part en temps libre et décide de l'affectation de l'autre part : investissements, fonds de réserve et d'assurance, besoins sociaux collectifs, etc. (70).

Cette démarche, concrètement résumée en : "travailler 20 heures" (de travail concret) est non seulement celle qui permet de sortir de la crise en retournant de bas en haut la logique capitaliste actuelle de production (travailler moins au lieu de travailler plus), mais, plus encore, c'est celle qui ouvre la voie à la naissance d'un homme nouveau, libéré de l'aliénation d'avoir à perdre sa vie à la gagner (lutte pour arracher ses subsistances à la nature), et de l'aliénation aussi, pour la grande masse, d'être dépossédé des connaissances intellectuelles qui permettent de dominer et élever son activité (division du travail manuel-intellectuel).

Nous disons bien "ouvre la voie", car il faut être très conscient qu'avec ces "20 heures", nous sommes encore loin du compte. A ce premier stade, en effet, il subsiste une contradiction entre temps de travail et temps libre. De même qu'il existe encore la contradiction intellectuel / manuel, la division du travail, donc inégalité réelle dans la capacité à maîtriser la production, la société, à décider et exercer réellement le pouvoir.

Tant qu'existe la contradiction travail contraint / temps libre, c'est que le travail, qu'il soit 20 heures ou 10 heures ou encore moins par semaine est vécu comme un ennui, un travail aliéné, source de divisions de classe, opposé au temps libre vécu, lui, plus ou moins comme une fuite hors de la contrainte sociale, donc de la société. Ce n'est pas ici une question essentiellement quantitative de nombre d'heures de travail qui est en jeu. Mais le contenu même de ce travail. Rien n'est plus juste et plus méconnu que ce fait : *«Ce que sont (les individus - N.d.l.r.) coïncide avec leur production, avec ce qu'ils*

produisent aussi qu'avec la façon dont ils la produisent. Ainsi, ce que sont les individus dépend des conditions matérielles de leur production.» (71)

C'est l'activité de l'homme qui produit l'homme. Et tant qu'il existera dans cette activité une part encore significative de travail aliéné, son épanouissement en sera limité. Or, un partage du travail qui se limiterait à un partage du temps de travail en l'état actuel de leurs contenus, conservant le même type de productivité, de technologie, d'organisation de la production, reproduirait toujours la dynamique écartante de la division du travail intellectuels-manuels, que l'on s'évertuerait en vain à vouloir sans cesse combler par des moyens extérieurs (temps de formation, par exemple) : ce serait le tonneau des Danaïdes, une tâche sans fin qui perdrait vite tout contenu concret.

Le but n'est donc pas seulement travailler moins, mais travailler autrement (et donc aussi produire autre chose) afin que disparaisse la contradiction travail contraint / temps libre, au profit d'un seul temps : l'activité libre, la vie, consciente, dominée, construite.

Avant de conclure sur ce point, ouvrons une parenthèse sur une thèse qui minimise l'importance de la lutte immédiate pour la réduction du temps de travail à 20 heures, en prenant prétexte que seul compte justement la fin du travail aliéné, la transformation du contenu du travail et non le temps libre qui ne serait qu'une question secondaire, vulgaire. Pour les tenants de cette thèse, en France le courant dit parfois "alternatif", la lutte pour le temps libre à la limite détournerait le prolétariat du but de transformer le travail.

Ils tentent donc d'orienter les luttes immédiates vers les coopératives (SCOP), la cogestion et l'enrichissement des tâches. En luttant pour avoir le droit de participer à la gestion, de dire son mot sur le contenu du travail, son organisation, voire même sur les choix de production (comme : produire une voiture populaire chez

Renault), le prolétariat transformerait progressivement son activité, et partant aussi sa conscience, jusqu'à s'élever à celle d'avoir à diriger la société.

C'est le vieux refrain de l'autogestion. On sait bien que la cogestion, l'autogestion, le contenu enrichi du travail, etc, ne peuvent, absolument inéluctablement, conduire qu'à enrichir sa propre exploitation, à la cogérer, tant qu'on est dans un système qui fonctionne suivant la loi du maximum de plus-value. Nous ne referons donc pas ici la critique de ces thèses, ce qui a déjà largement été fait, tant en pratique qu'en théorie. Par contre, il est intéressant de noter leur caractère idéaliste pour leur opposer la démarche concrète qu'ouvre la question du temps libre.

Il est frappant de constater en effet dans ces positions une énorme sous-estimation de la contradiction intellectuel-manuel. En somme, il suffirait presque de permettre aux ouvriers de parler à égalité face aux cadres et aux patrons, pour qu'ils aient un point de vue indépendant et puissent le faire valoir spontanément. C'est nier, justement, que le capitalisme se caractérise non seulement par le fait qu'il exploite les ouvriers, mais qu'il les vide de connaissances, qu'il les aliène au sens strict du terme. Comme le disait Marx, plus d'un côté se développent les puissances intellectuelles de la production, plus se développe de l'autre un prolétariat dépouillé de tout, et notamment de ce facteur intellectuel là plus encore que de biens matériels. Vous pouvez toujours décider que les ouvriers dirigeront, les porter à des postes de direction, proclamer qu'ils ont le pouvoir : ce ne sera que des mots, tant que le savoir reste accumulé du même côté. Et il est évident que ni cette différenciation, ni la culture et les "mentalités" qui en découlent ne pourront se résorber rapidement, mais seulement à travers un processus long et complexe.

C'est bien pourquoi la position des "alternatifs" est en fait dangereuse : sous-estimant la difficulté, elle détourne de sa solution. Ceci, sous le camouflage de proclama-

tions d'apparence très radicales sur le changement rapide et profond du contenu du travail.

Contrairement à ce qu'ils pensent, la revendication du temps libre ne s'oppose pas à ce but. Elle en est au contraire la condition, le premier pas, comme l'affirme avec constance d'ailleurs Karl Marx : *«A la vérité, le capital emploie la machine à seule fin que le travailleur consacre une plus grande partie de son temps au capital, qu'il travaille plus longtemps pour autrui : une partie de plus en plus grande de son temps n'appartient pas au travailleur. Grâce à ce processus, la quantité de travail nécessaire à la production d'un objet est réduite à un minimum, et ce afin qu'un maximum de travail soit employé pour produire un maximum d'objets. Le phénomène n'est pas sans importance car, tout à fait inconsciemment, le capital réduit dès à présent le travail et l'effort humain à leur minimum. Cela sera d'un grand profit pour le travail émancipé, et* ***c'est là la condition de son émancipation.***» (72)

Je souligne "condition de son émancipation", car ici est l'enjeu pour ne pas sauter à pieds joints par-dessus le problème à régler. Ce qu'il faut voir, c'est comment le temps libre est une condition qui permet en retour de transformer le travail - pas automatiquement, mais si on mène la lutte en ce sens - par une dialectique entre ces deux pôles aboutissant à leur suppression par création d'un nouveau temps, l'activité libre.

Dans la première étape, devant quoi nous trouvons-nous ? Des modifications importantes dans les rapports sociaux ont été introduites : de nombreux "improductifs" ont été affectés à des tâches utiles, tout le monde travaille, une rotation des tâches aussi importante que possible est mise en place entre cadres et ouvriers, dirigeants et dirigés (mais là on se heurte aussi aux limites léguées par la vieille division du travail). D'autres mesures auront été prises, comme par exemple un "droit inégal", affectant plus de temps disponible aux ouvriers

pour pouvoir apprendre à gérer, se former aux techniques, etc.

Mais, globalement, le prolétariat ne peut pas encore être à même d'acquérir tout le savoir nécessaire pour dominer effectivement la production et gérer vraiment la société. Aussi, il doit profiter du temps libre considérable qu'il s'est octroyé comme première mesure révolutionnaire pour investir tous les lieux de pouvoir, apprendre par l'étude comme par l'expérience, exercer son droit de contrôle en toute chose afin d'analyser et discuter les décisions, etc. Faire du temps libre une lutte pour s'approprier la science, les arts, et transformer la réalité au fur et à mesure qu'il a ainsi plus prise sur elle. Petit à petit, il fait de la sorte émerger une nouvelle réalité, une nouvelle science, de nouvelles techniques, une nouvelle culture. Comme l'indique la citation de Marx citée en exergue de ce chapitre : *«Le temps libre, qui est à la fois loisir et activité supérieure, aura naturellement transformé son possesseur en sujet différent, et c'est en tant que sujet nouveau qu'il entrera dans le processus de l'activité immédiate.»* Le temps libre est une base matérielle indispensable pour que le prolétariat s'éduque à l'exercice du pouvoir, transforme le travail et la société.

Comment pourrait-il le faire s'il devait être encore rivé 8 heures par jour à la machine ? Et quand, à l'aide du temps libre, il transforme les conditions de la production, il modifie aussi sa conception du monde et donc sa conception du temps libre. Temps de loisir étriqués, pauvres, étroits sous le capitalisme, il devient temps riche pour une activité créative large, supérieure. Ainsi, le temps libre est un moyen pour commencer à transformer l'activité de l'homme, réinvestir cette transformation dans le travail et, en retour, élever le contenu du temps libre lui-même. De cette façon, le travail s'enrichit réellement, et une nouvelle productivité décidée par les producteurs eux-mêmes en diminue toujours le temps, pour ce qu'il a d'astreignant notamment. Temps libre et temps

de travail se transforment mutuellement jusqu'à ne faire plus qu'un seul autre temps : la vie.

Ce processus dialectique ainsi très rapidement décrit (73) entre diminution / transformation du travail et activité supérieure, entre nécessité et liberté, n'est évidemment pas automatique. Il nécessite au contraire des luttes, de nombreuses "Révolutions Culturelles" comme disait Mao. C'est un processus par étapes, et, à chacune, se consolident certains rapports sociaux qu'il faut détruire et transformer à l'étape suivante, tant que subsiste la contradiction intellectuel / manuel, notamment, et l'opposition temps de travail / temps libre.

Prenons quelques exemples. Tant que subsiste le temps de travail contraint, subsiste aussi la nécessité de compter ne serait-ce que pour le répartir équitablement entre les différents membres de la société. Compter, répartir, veut dire que le temps de travail reste encore la mesure de la production de la richesse et de sa répartition. Subsistent donc encore des oppositions entre ceux qui ont des capacités différentes, sont placés dans des conditions différentes de productivité ou dans la division sociale du travail, des tâches, des fonctions, etc. La loi de la valeur subsiste également toujours à ce stade pour les mêmes raisons : mesure par le temps de l'affectation des forces de travail, des échanges de marchandises, etc., ce qui implique, entre autres, la nécessité d'un pouvoir politique d'Etat, contradictoire avec la liberté de l'homme. On n'est ici que dans le stade inférieur, incontournable, du communisme (ou phase de transition, socialisme). Et à ce stade, pour toutes les raisons indiquées ci-dessus qui sont les "stigmates" de la vieille société, subsistent et se reproduisent nécessairement les classes. Telle est la conclusion et l'apport inestimable de Mao Tse Toung, avec la solution : la révolution ininterrompue par étapes.

Le stade communiste est, lorsque l'activité est une, tout à la fois "loisir et activité supérieure", donc exercée librement comme expression de la nature profonde de

l'homme : activité créatrice, consciente de transformation du monde et de lui-même. Activité qui fait appel à l'exercice de toutes ses habiletés, intellectuelles et pratiques, et les développe. Activité dont il sait qu'elle satisfait aussi les besoins d'autres hommes et par là le fait reconnaître lui-même, à ses propres yeux, comme pleinement homme.

Bien sûr, tout le monde ne pourra être à la fois mathématicien, architecte, agronome, musicien, cinéaste, etc. Mais chacun aura le choix et la possibilité de pratiquer et développer les activités qui correspondent le mieux à ses inclinations, à ses dons, de telle sorte que son existence et son être soient "en phase" et non pas éclatés en deux pôles opposés, et aliénés l'un à l'autre, l'un pour l'autre, comme aujourd'hui.

Toute crise permet d'y voir plus clair. La crise actuelle nous révèle l'extraordinaire développement de la productivité du travail. Ce n'est pas le moindre paradoxe du capitalisme qu'il soit obligé de poursuivre ce qui le met en crise. Mais ce qui avec lui ne se développe que comme facteur de chômage, de misère, de conflits, de krachs, de famines, est aussi pour le prolétariat un formidable potentiel de libération, s'il parvient, littéralement à "renverser la situation" : moins de travail et non pas plus.

Ce formidable potentiel est un facteur qui n'a jamais existé dans les révolutions précédentes (Russie, Chine), qui ont eu à se consacrer aux tâches de "produire du pain", dans des sociétés qui n'avaient pas atteint un niveau de développement historique suffisant pour se libérer d'avoir à travailler 8, 10 heures par jour dans des conditions archaïques et aliénantes. Ce n'est pas notre propos ici de les analyser et de dire (si cela se peut) si cette difficulté aurait pu y être surmontée, ou jusqu'à quel point elles y sont parvenues avant d'échouer.

Lénine disait que les révolutions étaient plus faciles dans les pays arriérés (parce que les masses plus révoltées, moins dominées), mais la construction du socia-

lisme beaucoup plus difficile qu'elle ne le serait dans les pays développés (parce que "l'abondance" n'y existe pas, qui est une base nécessaire pour libérer l'homme). De fait - et contrairement aux bons esprits qui croient que l'enseignement y a changé quelque chose - on voit bien de nos jours que le prolétariat des pays avancés est plus dominé idéologiquement et politiquement par la bourgeoisie qu'il ne l'a jamais été. Ce n'est pas seulement l'effet d'une "corruption" par la consommation. Ou plutôt celle-ci est le produit d'un phénomène plus profond, déjà bien étudié par différents auteurs, qui a vu, notamment pendant les "30 glorieuses", la bourgeoisie faire accepter par le prolétariat une aliénation plus grande dans son travail et dans sa vie en échange de compensations salariales, dont elle avait par ailleurs besoin pour écouler une production croissante.

En fait, plus le capitalisme est avancé, plus le prolétariat est aliéné, dépossédé, dominé, car plus l'écart est grand entre lui et le pôle des "puissances intellectuelles". Plus la révolution est dans un certain sens difficile. Mais plus aussi le potentiel de libération est immense, du fait du temps libre dont il pourra s'emparer pour transformer rapidement la société.

Lutter pour les "20 heures", c'est lutter pour faire prendre conscience de cet immense potentiel, que ce qu'on peut construire est à la mesure des efforts pour y parvenir.

Tom Thomas
Avril 1987

Notes

(1) "Le Monde",
n° 13083

«Les frais généraux d'organisation ou d'investissement immatériel représentent aujourd'hui de 40 à 50 % du produit national des grands pays industriels et ils tendent alors à absorber tous les gains de productivité qu'une modernisation des techniques peut induire.»

Ou dans le livre "La Crise" (Ed. Syros)
pp. 65-66

«D'ores et déjà, pour beaucoup de produits, le coût de fabrication représente moins de 20 % du prix payé par le consommateur final. Le reste est constitué de "frais de mise à disposition" (publicité, marketing, étude de marché, frais généraux, frais de gestion, transport, emballage, commercialisation, ...) et de taxes, destinées à financer les "frais généraux de la nation" : les routes, la police pour réprimer les tentations de la "société de consommation", la gendarmerie, les "conseils" en tout genre, ... Bref, une part non négligeable des gains de productivité réalisés au cours de la fabrication est ainsi gaspillée en fonctions annexes, engendrées par notre organisation sociale, qui diminue de cette façon l'efficacité apparente de la production industrielle.»

(2) Ce qui ne veut pas dire que le système technico-organisationnel tayloriste soit dans toutes les branches et au même moment abandonné. Dans bien des cas, il est encore préféré, pour diverses raisons (types de production et niveau d'avancée technique, état des rapports sociaux, etc.) à la "robotique".

C'est actuellement une phase de transition de l'un à l'autre pour le capitalisme.

(3) Karl Marx, "Le Capital",
Livre I, Tome 2, p. 92
Ed. Sociales

(4) Id., Livre I, Tome 2, pp. 183 et suiv.

(5) Id., p. 189

(6) Id., p. 89

(7) Id., p. 196

(8) Id., p. 93

(9) Boyer et Coriat, "Marx en perspective", p. 423
Ed. Ecole des Hautes Etudes

(10) On peut certes observer que l'automatisation n'entraîne pas toujours directement l'intensification immédiate du travail. Ainsi, sur certains postes de travail, des ouvriers peuvent "s'ennuyer" à des tâches de surveillance et d'entretien. Mais ce phénomène est marginal : un atelier automatisé génère toujours des tâches intensifiées dans les ateliers périphériques qui l'entourent et l'alimentent, soumis plus que jamais au rythme de la machine. De plus, les tâches d'entretien ou surveillance peuvent être elles-mêmes, et sont, intensifiées par l'augmentation du nombre de machines à contrôler et surveiller, par l'adoption d'une organisation de la production avec "zéro stock" et flux tendus, qui sanctionne toute inattention ou inadvertance. L'ennui n'est pas la non-intensité : la tension nerveuse accrue est chose connue sur ces postes.

(11) Karl Marx,
Tome 1, p. 859
Ed. de la Pléiade

(12) Id., p. 567

(13) Karl Marx, "Un chapitre inédit du Capital",
pp. 138 - 140
Collection 10/18

(14) Karl Marx, "Le Capital",
Livre I, Tome 2, p. 76
Ed. Sociales

(15) Karl Marx, "Le Capital",
Livre I, Tome 1, p. 1293
Ed. de la Pléiade

(16) Pour plus de développement sur ce point, voir par exemple :
B. Coriat, "Science, Technique et Capital"
Ed. Seuil, 1976
ou
"L'Atelier et le Chronomètre"
Ed. C. Bourgeois, 1982

(17) *«Le procès de production est unique et indivisible. On ne travaille pas doublement, une fois pour créer un produit utile, valeur d'usage, en transformant les moyens de production en produits, une autre fois pour créer de la valeur et de la plus-value, en valorisant la valeur.»*
Karl Marx, "Un chapitre inédit", p. 145

(18) Karl Marx, "Le Capital",
Livre I, Tome 3, Chapitre 25, Pléiade I, p. 1136
Le texte continue ainsi ... *«Mais toutes les méthodes que celle-ci emploie pour fertiliser le travail sont autant de méthodes pour augmenter la plus-value ou le produit net, pour alimenter la source de l'accumulation, pour produire le capital au moyen du capital.»* Comme on le voit, ce thème est, pour Marx, tout à fait central.

(19) Karl Marx, "Le Capital",
Livre I, Tome 3, pp. 87-88
Ed. Sociales

(20) cf. Brochure "L'Automobile et la Crise"
Voie Prolétarienne

(21) Cité dans "Le Monde" du 12 novembre 1987

(22) Karl Marx, "Le Capital",
Livre I, Tome 2, p. 165
Ed. Sociales

(23) Voici quelques tableaux pour fixer les idées :

Les divers types de robots (d'après l'OCDE) :

1. *Manipulateur : contrôlé directement par un opérateur,*
2. *Robot séquentiel : manipulateur fonctionnant suivant une séquence pré-établie.*
   - *séquence fixe : séquence difficile à modifier*
   - *séquence variable : séquence aisément modifiée*
3. *Robot à apprentissage : manipulateur qui garde en mémoire une séquence montrée par l'opérateur.*
4. *Robot à commande numérique : robot manipulateur qui reçoit des ordres à l'aide d'une commande numérique.*
5. *Robot intelligent : robot capable de comprendre les fonctions exigées de lui grâce aux capacités d'un capteur et à des moyens de reconnaissance.*

Répartition des robots pour 1984 et 1985 par type d'utilisation
(d'après "Axes-robotique")

Types d'application	Répartition pour 1984 (en %)	Répartition pour 1985 (en %)
Soudage par points	39,3	33
Manutention	22,2	27
Soudage à l'arc	16,7	16
Pulvérisation	7,5	6,5
Assemblage	6,7	9,5
Parachèvement	3,7	3
Collage	1,2	
Autres	2,7	5
Total	100	100

Répartition par secteur industriel
(perspectives rapport Diebold)

Secteur industriel	Répartition pour 1984 (en %)	Répartition pour 1990 (en %)
Automobile	50,4	30
Mécanique	20,9	15
Métallurgie	7,3	20
Autres (électrique, céramique, ...)	21,4	35

Perspectives de robotisation par type d'application pour 1990
(d'après l'AFRI)

Type d'application	Répartition (en %)
Opérations de manipulation	38
Opérations d'usinage et de montage	31
Opérations de soudage	29
Opérations de moulage	17
Opérations de peinture	13
Manipulations à chaud	11

(24) On lit dans "Economie et Industrie", lettre trimestrielle de la Société Saint Gobain, n° 41, mars 1986 :

« ... Ainsi, dans nombre d'industries, les robots sont jugés encore trop lents. La vitesse de déplacement, qui a notablement progressé depuis quelques années avec l'abandon du moteur hydraulique au profit du moteur électrique, se heurte aux problèmes d'inertie. On pense à de nouveaux moteurs, à l'incorporation de matériaux plus légers, voire au robot-laser. Mais en attendant, on risque de "patiner". Actuellement, le record mondial de vitesse est détenu par le robot américain Adept, qui atteint 9 mètres/seconde (alors que ses concurrents stagnent aux alentours de 2 mètres/seconde). Pour des activités tant soit peu sophistiquées, c'est encore très inférieur au seuil de "robotisation", à partir duquel il devient intéressant de substituer le robot à l'homme. Ainsi, les essais effectués il y a un an par Saint-Gobain Desjonquères sur une ligne de flaconnage ont été finalement interrompus, faute d'attein-

dre une vitesse suffisante. Bien que champion mondial, Adept est encore deux fois trop lent ! »

(25) Mr. Mars, Société Jaeger,
in "Journal de la Robotique", janvier 1985

(26) B. Coriat, "La Robotique", p.7
Ed. La Découverte, 1983

(27) M. Freyssenet, "La division capitaliste du travail", p. 54
Ed. Savelli, 1977

(28) Cité in B. Coriat, "La Robotique", p. 64, op. cit.

(29) Il s'agit d'un article du 28 mai 1987, commentant les résultats d'une étude conjointe du BIPE et de l'APEC.

(30) J.P. Burcker (C.D.F. Chimie)
in "Journal de la Robotique", janvier 1985

(31) "Installations Robotisées en France",
Cahiers de notes documentaires, n° 120,
3ème trimestre 1985

(32) "Economie et Industrie",
lettre trimestrielle de la Cie de Saint-Gobain,
n° 41, mars 1986

(33) AFRI (Association Française de Robotique Industrielle),
Bulletin n° 40, novembre 1986

(34) B. Coriat, in "Le Monde Diplomatique", août 1986

(35) Y. Lasfargue, Directeur d'I.F.G. Technologies,
dans le "Nouvel Economiste",
n° 500, 26 juillet 1985

(36) "Les O.S. et les nouvelles technologies",
in "Revue Française des Affaires Sociales",
n° 2, avril-juin 1985
Enquête sur une centaine d'O.S. des différentes branches industrielles.

(37) Karl Marx, "Théories sur la plus-value",
Tome 2, p. 667
Ed. Sociales

(38) Cité par A. Gorz dans "Les Chemins du Paradis",
p. 186

(39) Cité dans "Le Nouvel Economiste",
11 décembre 1987

(40) Les Echos,
17 juin 1987

(41) Karl Marx, "Théories sur la plus-value",
Tome 2, p. 684 et 686
Ed. Sociales

(42) A titre d'exemple, on peut rappeler l'extrait d'un tract distribué à l'usine de peinture "Valentine" :
(cf. Pour le Parti, n° 67, avril 1984)

"Faire de la peinture ce n'est pas sorcier. Ce qui est nettement plus compliqué pour un capitaliste, c'est de la vendre. C'est d'autant plus dur qu'il n'est pas le seul à en faire (DUCO, RIPOLIN, AVI, TOLLENS, CORONA, ...) et que du fait de la crise dans le bâtiment, l'ameublement, l'automobile, ..., le marché, le gâteau est de plus en plus petit.

Alors, quand les ouvriers ont fini de faire cette peinture, il faut payer toute une armée de vendeurs, de cadres commerciaux, de VRP (1 milliard 300 millions d'AF pour les VRP en '82 chez CVV) ...

Il faut se donner des moyens importants pour vendre, la publicité à la Télé (470 millions d'AF), des cadeaux (10 millions d'AF), des démonstrations (30 millions), au total des moyens de "promotion" (1 milliard 300 millions d'AF). Sans compter toutes les magouilles, les pots de vin, enveloppes, etc.

Ces dépenses, il faut bien les amortir disent les patrons. Alors il faut produire plus en aggravant nos conditions de travail et de vie, on rogne sur les salaires, ON SUPPRIME DES EMPLOIS.

Et, pour mieux les faire trimer et empêcher les travailleurs d'avoir des responsabilités, de réfléchir, de discuter, on va leur coller une armée de chefs ayant un point commun : se mettre au garde-à-vous devant la direction. Ces chefs-là aussi il faudra les payer sur le travail des ouvriers ...

PRENONS NOS PROBLEMES EN MAIN

Chez Valentine comme ailleurs, la Direction essaye d'écarter les ouvriers de tout ce qu'elle fait. C'est le moyen pour elle de mieux nous exploiter en nous figeant sur nos machines. C'est un moyen pour elle de sauver ses privilèges, ses profits.

C'est la même chose qu'avec la division du travail, elle paye grassement une minorité de cadres qui détiennent les connaissances pour mieux exploiter la grande majorité des travailleurs sans formation.

C'est comme ça aussi que la liste des licenciés s'est faite à la tête du client.

C'est pourquoi nous devons dire NON AUX LICENCIEMENTS, NON A LA POLITIQUE DE GACHIS CAPITALISTE !

'Si la Direction ne veut pas émettre ses comptes nous les prendrons nous mêmes !

VALENTINE TRAINE AVEC ELLE UNE HORDE DE PARASITES, CE N'EST PAS A NOUS D'EN FAIRE LES FRAIS.

Et si comme disent les patrons et le gouvernement c'est la loi de la concurrence qui crée nos problèmes, ALORS NOUS NOUS ATTAQUERONS A LA CONCURRENCE ! »

En-dehors de la pub et des frais commerciaux, d'autres développements du "tertiaire", liés à l'accroissement de la concurrence, se trouvent dans les sociétés de conseil, de mouvements financiers, etc.

L'évolution des conditions de la reproduction de la force de travail en sont aussi une autre cause : domaines de la santé, de l'enseignement.

On peut aussi citer le fait que les entreprises confient à la sous-traitance de nombreuses tâches peu qualifiées : nettoyage, gardiennage, restauration, etc. Il s'agit alors non d'un gonflement, mais d'un transfert d'emplois que les statistiques passent de l'industrie au "tertiaire".

Il n'en reste pas moins, malgré le fourre-tout statistique que représente le mot "tertiaire", que son évolution est significative d'une tendance profonde du capitalisme des monopoles. Et que tout ce secteur des "services" n'est pas en lui-même créateur de richesse économique, mais est plutôt le support d'activités nécessaires au processus d'accumulation proprement dit.

(43) V. Giscard d'Estaing, discours électoral.
Cité dans "Le Monde" du 29 mars 1988.

(44) Adret (nom collectif) "Travailler 2 heures par jour" Ed. du Seuil
Tout le monde devrait lire ce petit bouquin stimulant. J'y ai emprunté pour ce chapitre.

(45) Voir Adret, op. cit., p. 150 et Annexe, p. 183 à 188.

(46) Un ménage c'est, en France, 2.7 personnes. Le revenu disponible, tel que défini par la Comptabilité Nationale inclut, pour les propriétaires de leurs logements, le loyer estimé qu'ils payeraient s'ils n'en étaient que locataires.

(47) Bien évidemment, ce n'est qu'une hypothèse de travail qui ne règle pas le problème politique des alliances de classe. La division sociale du travail ne pouvant pas être rapidement abolie, le prolétariat aura besoin de s'attacher les services de spécialistes (ingénieurs, médecins, etc.). Suivant les conditions politiques de la révolution, il faudra peut-être, pour cela, les payer plus. L'échelle des revenus pourrait alors, par exemple, être de 1 à 2. Mais cela ne change pas le fond de l'affaire. D'ailleurs, on peut tout aussi bien penser que bon nombre de ces spécialistes qui resteraient indispensables (soit déjà beaucoup moins qu'aujourd'hui) verraient un stimulant nouveau dans un travail où ils seraient considérés, valorisés en tant qu'hommes par ce qu'ils apportent à la société et non par ce qu'ils gagnent, par leur participation à une œuvre créatrice et non plus étouffée par les lois marchandes.

(48) Je n'aborde pas ici la question importante qu'une lutte politique et idéologique, des "révolutions culturelles", devront être menées pour que cette activité libre soit débarrassée des pesanteurs du passé et que chacun soit - y compris dans ce temps libre - convaincu de participer à la construction d'un hom-

me nouveau, et non de se suffire des loisirs bornés et abrutissants hérités de l'époque bourgeoise. La lutte est permanente. La contrainte ne s'exerce que sur un domaine limité suivant le précepte : qui ne travaille pas, ne mange pas. Précisons enfin que cette distinction contraint / libre ne recouvre pas celle de travail aliéné / travail enrichissant, qui relève d'un autre domaine d'analyse.

(49) Les temps partiels, d'après l'enquête de mars 1987 de l'INSEE, sont 2 millions à travailler moins de 20 heures. Au total, ils sont 2,5 millions auxquels il faut ajouter les TUC et stagiaires, les CDD pour arriver à 3,5 millions de travailleurs, toutes catégories confondues. De ce chiffre, nous avons soustrait des secteurs d'activité, dont nous traitons dans la suite du texte afin, bien sûr, de ne pas les compter deux fois (services aux particuliers, fonctionnaires, cadres, etc.). Pour être prudent sur cette question, nous ne conservons à ce stade du calcul que 1,5 million de temps partiels en tous genres, dont, en suivant les propositions de l'INSEE, là aussi prudemment nous ne gardons que 1 million travaillant 20 heures ou moins. Et nous supposons, hypothèse "optimiste" et là aussi prudente, que les 500 000 autres travaillent tous 39 heures. Notons que M. Elbaum, dans son article sur les "petits boulots" (in : Economie et Statistiques, INSEE) note que ceux-ci s'accroissent du chiffre considérable de 15 % par an. Reste enfin que 1 million au moins de temps partiels travaillant PLUS de 20 heures seront considérés, dans la suite de nos calculs, comme travaillant 39 heures, ce qui maximise le temps de travail actuellement utilisé, toujours dans le but de ne pas être taxé d'exagération.

(50) Secteur classé par l'INSEE "Services marchands aux entreprises et aux particuliers". Environ 4 millions d'emplois. Figurent dans ce secteur les emplois suivants, que j'ai supprimés ou réduits :

- Les professions parasites de l'immobilier (hors entreprises du bâtiment), agents immobiliers, promoteurs, administrateurs de biens : 150 000
- Les conseils juridiques : 100 000
- Les auxiliaires financiers et d'assurances : 80 000
- Les personnels de service aux particuliers (femmes de ménage, chauffeurs, etc.) : 300 000
- La publicité. En direct : 50 000. Au moins 200 000 (cf. Adret, op. cit., p. 154), si on y ajoute les emplois liés (imprimerie, films, papier, presse, radio, etc.). Plus, sans parler de tous les autres emplois liés à la promotion commerciale (emballages, vendeurs, etc.) : voyageurs de commerce : 115 000, représentants et agents commerciaux : 160 000
- Transports de fonds et gardiennage : 100 000
- Clergé : 60 000 (en tant qu'ils devront travailler en plus de leur éventuelle fonction religieuse)
- Experts comptables et analyse financière : 85 000

Soit 1 350 000 emplois pouvant être transférés vers des emplois productifs. Ce chiffre, ramené à 1,3 million n'est pas surestimé, puisque je n'indique, pour faire bonne mesure, aucune diminution dans des secteurs aussi pléthoriques que les hôtels-restaurants : 620 000 emplois, dont beaucoup pour riches; les débits de boisson : 134 000; le commerce et la réparation automobile : 410 000; ni, pour l'anecdote, chez les vétérinaires (12 000 dont presque la moitié pour les toutous et les minets) ou chez les 2 000 «guérisseurs et professionnels de la parapsychologie».

(51) Parmi les 1,9 millions de cadres supérieurs, je ne tiens pas compte des professions libérales (0,23), de la fonction publique (0,25), professeurs (0,35), traités par ailleurs, ni des ingénieurs (0,38). Restent les cadres administratifs et commerciaux : 550 000, moins 100 000 banques et assurances. Soit : 450 000. Economie retenue : 100 000.
Parmi les 3,8 millions de cadres moyens, la sous-catégorie administratifs et commerciaux représente 923 000, et 860 000 sans les banques et assurances (les autres sont instituteurs, secteur santé et social, fonction publique, techniciens, agents de maîtrise). Economie posée à 3 00000
Les 5,5 millions d'employés comptent 2 millions d'employés administratifs d'entreprise (hors employés de commerce). Soit 1,6 million sans les banques et assurances. Economie : 6 00000
Total : 1 million, correspondant à la diminution des pesantes bureaucraties, hiérarchies, à la libération de l'initiative ouvrière, de la motivation des individus qui remplacent les nécessités du contrôle patronal, la dépossession du savoir et du pouvoir des masses.

(52) Il y a 2,7 millions de fonctionnaires sans les enseignants. Ne retenons sur ce chiffre que certaines catégories : magistrats et cadres supérieurs : 170 000 (hors armée); cadres moyens (hors armée) : 215 000; impôts, Trésor : 75 000; commis et agents de bureau : 550 000; employés P et T : 250 000. Soit un total de 1 260 000, dont nous pouvons économiser 1/3, soit 400 000. L'armée et la police, 360 000, peuvent aussi économiser 100 000 professionnels. Soit 500 000 en tout. (Pour les P et T, la réduction se justifie par le fait que le courrier commercial, publicitaire et administratif constitue plus des 2/3 des charges de travail).

(53) En retirant 3,8 millions d'emplois des 23 millions que nous avions avec les chômeurs, on garde 19,2 millions d'emplois utiles, avec 33,9 heures chacun. Si on ajoute, par transfert, les 3,8 millions aux emplois utiles, on retrouve 23 millions.
Soit $23 \times X = 19{,}2 \times 33{,}9 \Rightarrow X = 28{,}3$ heures

(54) Adret, op. cit., p. 170

(55) En fait, 2,050 millions d'après l'INSEE, mais j'en retire 150 000 femmes retraitées de 55 à 59 ans déjà prises en compte parmi les inactives au paragraphe précédent.

(56) cf. Adret, op. cit., p. 173

(57) J'ai laissé de côté 500 000 "inactifs masculins" de 25 à 54 ans, pour tenir compte, largement, de la part de la population adulte qui ne pourrait pas travailler (handicapés, grands malades, etc.)

(58) D'une façon générale, ce type de gaspillage est d'autant plus inacceptable qu'il consacre le cynisme des riches. Ainsi, les Etats-Unis, qui comprennent 5 % de la population mondiale, consomment 30 % des ressources renouvelables. Si les pays dits du tiers-monde consommaient autant que les U.S.A., il faudrait produire 30 fois plus de ces ressources, non renouvelables, dont l'épuisement serait alors très rapide.
(cf. Adret, op. cit., p. 147)

(59) Adret, pp. 132 à 135

(60) Id., p. 138

(61) Chiffres tirés de l'étude "Qui travaille pour qui ?"
Bandelot et Establet
Ed. Maspero, 1979

(62) On sait qu'il a été "unanimement" reproché aux Khmers Rouges du Cambodge, dirigés par Pol Pot, un déplacement forcé et massif des populations de la ville vers la campagne. Je n'ai aucun élément suffisamment sérieux pour juger. Ce qui est certain c'est que la guerre américaine avait concentré dans la capitale cambodgienne des dizaines de milliers de réfugiés, dont beaucoup ne pouvaient vivre que du commerce artificiellement gonflé par les dollars, et de la corruption. Relancer la production agricole était certainement une priorité urgentissime dans un pays totalement ruiné. En ce sens, le "travail forcé" du communisme de guerre pouvait se justifier. Ce qui n'implique pas, d'autre part, que des excès criminels n'aient pas été commis par une contrainte trop forte et trop massive. La vérité n'est pas encore faite.
Les mêmes cris ont d'ailleurs été poussés contre l'envoi d'étudiants et d'intellectuels à la campagne dans la Chine de la Révolution Culturelle. Ces gens orchestreront toujours ce genre de "campagne" idéologique, trouvant meilleur que l'Africain meure "librement" de faim, plutôt que le fonctionnaire soit "déporté" aux champs, comme l'avait aussi tenté T. Sankara au Burkina Fasso avant d'être assassiné.
Ce qui est certain, c'est que le fardeau ouvrier devra être allégé, c'est-à-dire le travail réparti autrement, ce qui impliquera aussi la contrainte.

(63) Chiffre fourni par Adret, op. cit., p. 171

(64) cf. Adret, op. cit., p. 163

(65) Karl Marx, "Le Capital", Livre I, Tome 2, p. 201 Ed. Sociales

(66) Engels, "La question du logement" : *«Quant à la manière dont une révolution sociale résoudrait la question, cela dépend non seulement des circonstances dans lesquelles elle se produirait, mais aussi de questions beaucoup plus étendues, dont l'une des plus essentielles est la suppression de l'opposition entre la ville et la campagne. Comme nous n'avons pas à bâtir de systèmes utopiques pour l'organisation de la société future, il serait plus qu'oiseux de nous étendre sur ce sujet ... »*

(67) Karl Marx, "Le Capital", Livre I, Tome 2, p. 201
Souligné par moi

(68) André Gorz, "Les Chemins du Paradis"
Ed. Galilée

Guy Aznar, "Tous à mi-temps"
Ed. du Seuil
dont nous publions en annexe la critique parue dans "Pour le Parti", n° 50, juillet 1982, à la suite d'un article de la même veine : "La Société des 3 revenus" (Futuribles, avril 1987).

(69) Karl Marx, "Fondements ..." (Grundrisse),
Tome 2, p. 311
Ed. de la Pléiade

(70) cf. Karl Marx, "Le Capital",
Livre I, Tome 2, p. 201
Ed. Sociales
«L'augmentation de la productivité du travail et de son intensité multiplie la masse des marchandises obtenues en un temps donné, et, par là, raccourcit la partie de la journée où l'ouvrier ne fait que produire un équivalent de ses subsistances. Cette partie nécessaire mais contractile de la journée de travail en forme la limite absolue qu'il est impossible d'atteindre sous le régime capitaliste. Celui-ci sup-

primé, le sur-travail disparaîtrait, et la journée toute entière pourrait être réduite au travail nécessaire. Cependant, il ne faut pas oublier qu'une partie du sur-travail actuel, celle qui est consacrée à la formation d'un fonds de réserve et d'accumulation compterait alors comme travail nécessaire, et que la grandeur actuelle du travail nécessaire est limitée seulement par les frais d'entretien d'une classe de salariés destinée à produire la richesse de ses maîtres.»

(71) Karl Marx, "L'idéologie allemande", p. 1055
Ed. de la Pléiade, Œuvres philosophiques

(72) Karl Marx, "Grundrisse", Tome 2, p. 303
Ed. de la Pléiade
Souligné par moi.

(73) J'ai un peu développé ce thème dans la revue :
"La Cause du Communisme",
n° 6, 2ème trimestre 1983, pp. 23 à 25
Disponible à :
Voie Prolétarienne, BP n° 95,
93800 Epinay-sur-Seine)

Tous à mi-temps ?

(critique de Guy Aznar parue dans
"Pour le Parti" n° 50, juillet-août 1982)

C'est le titre d'un livre proposant cet objectif paru aux éditions du Seuil. Alléchant. L'auteur, Monsieur Aznar, qui a le goût des couleurs, a appelé son projet "le scénario bleu". S'il avait voulu signifier par là qu'il ne faut pas compter sur les adeptes du rose pour s'engager sur cette voie, ce serait un sage. En tout cas c'est, nous dit la couverture, *«un spécialiste de prospective sociale»* qui a travaillé pour le 8ème Plan. Il défriche donc l'avenir. Et s'il traite du travail et du temps de travail, ce n'est pas seulement pour trouver le moyen de réduire le chômage. C'est, nous annonce-t-il, pour changer la vie. Pour empêcher chacun de *«mourir idiot»*. Que voilà donc d'excellentes intentions ! Comme encore celle-ci : *«Tout projet de société qui propose aux gens de consacrer 40 heures par semaine d'un travail au pire odieux, au mieux monotone, effectué par obligation, pour gagner sa vie, en guettant l'heure de la sortie, des jours, des mois de l'année, n'est pas un projet d'existence mais un planning de caserne»*. Cela ne sonne-t-il pas comme une condamnation sans appel du "projet de société" capitaliste ?

Et bien non, pas pour Monsieur Aznar. Pour lui, il n'y a pas de remise en cause du capitalisme, des rapports des hommes entre eux, de la propriété, du profit, etc. Le travail au mode capitaliste, contraint, parcellisé, abrutis-

sant, mutilant, *«ignoble»* même selon lui, est une chose qui est et qui sera toujours. Laissons-le intact. Mais aussi partageons-le. Jusqu'ici rien de nouveau : le prolétaire et le cadre, l'intellectuel et le manuel, bref les classes se partagent déjà le travail. Mais Monsieur Aznar nous l'a dit : il ne mange pas de ce pain-là. Il a un nouveau "projet de société" : projet d'un autre partage. Il dit : que chacun fasse un mi-temps de tâches ingrates, exigées par la société. Et un autre mi-temps de travail libre, choisi par lui. *«Le matin travail manuel, l'après-midi travail intellectuel; ou une semaine dans un bureau, une semaine au grand air; ... parfois abstrait, parfois concret; parfois public, parfois privé; parfois morcelé, parfois entier.»*

Belles intentions ! Mais comme dit le proverbe, l'enfer est pavé de bonnes intentions. On ne peut "choisir" un travail et l'échanger avec d'autres que si la société reconnaît la valeur de ce travail. Et la société capitaliste ne reconnaît pas le travail d'abord suivant les besoins de la masse, mais suivant ceux des bourgeois.

Notre spécialiste "prospecte" l'avenir en prenant la société telle qu'elle est, avec ce qu'elle produit et comme elle le produit. Et là-dessus, il préconise un peu de bonne volonté pour répartir les tâches. Hélas, ces bonnes intentions et cette bonne volonté ne peuvent durer que les 32 pages d'introduction. Ensuite, elles se perdent dans les sables des 200 suivantes. Car ces bonnes choses sont, pour l'idéologue bourgeois, comme les roses du poète : elles ne durent que l'espace d'un matin, de quelques pages. C'est bien ce qu'on doit admettre quand on examine ces 200 pages portant sur les propositions concrètes. Examinons-en l'essentiel.

1. Le partage du travail entre hommes et femmes.

Mesdames, mesdemoiselles, écrit Mr. Aznar, vous êtes 6 millions à avoir entre 20 et 50 ans et à ne pas

travailler hors vos tâches familiales. Admettons qu'un million d'entre vous s'en trouvent fort aise. Les autres vont travailler à mi-temps, permettant à 5 millions d'hommes de travailler aussi à mi-temps. Cela ne change rien à la production, qui reste égale. Mais pour ces 10 millions de mi-temps, quelle vie plus agréable ! Pour les 5 millions de couples concernés, quelle harmonie ! Partage du travail, partage des tâches ménagères, partage des sources de revenu et de responsabilités.

Le rêve fait partie de l'avenir. Vive le rêve. Mais Mr. Aznar ne fait que broder sur le présent. Contrairement à ce qu'il annonçait, il ne rêve pas de partager entre les classes travail aliénant et travail libre. Mais seulement de partager le travail aliénant entre hommes et femmes de la classe ouvrière.

Il écrit d'ailleurs lui-même : *«Quelle promotion pour les femmes que d'avoir le suprême privilège de pouvoir s'enfermer 4 heures dans un bureau sinistre, un atelier bruyant ... c'est vrai, on peut dire cela ... Mais on peut aussi vouloir ne pas noircir systématiquement le tableau.»* Hélas, il ne peut s'empêcher de le noircir. D'abord, il rappelle qu'à travail égal les femmes gagnent moins que les hommes. Il ajoute ensuite que, bien sûr, ne rêvons pas trop, travail à mi-temps c'est aussi mi-salaire. On en conclut que tous les couples qui travaillent déjà à deux à plein temps pour tout juste "joindre les deux bouts" ne sont pas concernés par les propositions de Mr. Aznar.

Cette formule de partage du travail ("job sharing") est d'ailleurs bien connue du capitalisme. Et notre auteur ne manque pas d'en faire ressortir les avantages pour les employeurs qu'il faut convaincre de l'intérêt de sa formule :
- diminution de l'absentéisme (la fatigue, les courses, les démarches, etc. passent dans le mi-temps libre)
- si l'un des partenaires est malade, l'autre le remplace : la machine tourne toujours

– la productivité augmente (le travailleur est plus "frais").

Bon, cette solution étant décidément bien noircie, examinons la suivante.

2. *Mieux équilibrer le travail sur la vie*

Travailler plus tôt et plus tard dans la vie, et travailler moins. Les jeunes ne seront plus travailleurs ou étudiants, mais l'un et l'autre à la fois. Plus tard, on ne s'arrêtera pas brusquement, rejeté pour mourir à petit feu, à 60 ans. Mais on pourra être à mi-temps de 50 à 70 ans.

Il y a 1,5 million de jeunes entre 19 et 22 ans. Et nous partageons tout à fait avec Mr. Aznar l'idée qu'il serait juste que tous travaillent dans une entreprise et tous étudient. Pourquoi pas à mi-temps, ou une autre formule, on peut discuter.

Mais ce sur quoi Mr. Aznar ferme les yeux, c'est sur les conditions de réalisation. Ou plutôt, se plaçant dans la société de classe capitaliste, il voit les choses ainsi : *«après six mois d'études (de médecine, d'architecture, d'électricité, etc.) on fait six mois de pratique dans le même secteur puis à nouveau six mois d'études et ainsi de suite ...»*. Ainsi l'étudiant en médecine sera dans un hôpital, l'étudiant architecte dans un cabinet d'architecte, etc. Ce qui se pratique déjà. Mais quelles études fera le jeune ouvrier rejeté tôt de l'enseignement ? Une formation professionnelle plus ou moins bidon pour l'ouvrier ? Ce n'est pas lui qui sera étudiant en architecture, médecine, etc. car le système d'enseignement bourgeois le rejette automatiquement de cette voie. Comme on le constate, les propositions de Mr. Aznar ont pour point commun de soigneusement reproduire les classes telles qu'elles sont. De plus, on pourrait encore poser des questions comme celle-ci : comment vivront les jeunes ouvriers avec un mi-salaire, eux qui n'ont pas papa derrière eux pour payer les études ? Et d'où viendront les

emplois quand le capitalisme laisse tant de jeunes au chômage ?

Il en va de même pour la retraite des ouvriers. Vivre avec un mi-salaire dès 50 ans ? Prolonger un travail abrutissant quand il nous laisse quasi-mort, physiquement et intellectuellement dès avant la soixantaine ?

Alors nous n'avons plus qu'à espérer qu'en la troisième solution du "scénario bleu". Allons-y !

3. Deux activités à mi-temps chacune

Un temps pour l'activité contrainte : sa part de tâches "ingrates". Un temps pour l'activité libre : un travail choisi, enrichissant, créateur. Et rémunérateur, de façon à ce que deux mi-temps maintiennent le même revenu : voilà réglé ce délicat problème !

Notre "spécialiste", qui a le goût des couleurs, baptise ce mi-temps libre "travail bleu". Soit. Mais quel va être ce travail bleu ?

Hélas, notre auteur nous ramène alors en arrière dans la grisaille du passé. Il s'agit, écrit-il, «de retrouver le statut des artisans». C'est plutôt le travail gris ! En guise de liberté, plutôt l'esclavage derrière le rêve petit-bourgeois du potier ou du berger dans les Cévennes. Voyez les solutions que propose Mr. Aznar.

a) ***«L'auto-production»***. C'est l'hymne à produire soi-même. Mieux vaut des individus qui fassent leur pain, tissent leurs vêtements, réparent leurs voitures, cultivent leurs légumes, que de multiplier des ouvriers aliénés dans les boulangeries industrielles, usines textiles, garages et fermes. A la place, on a des individus heureux de "faire eux-mêmes". Il paraîtrait qu'ainsi on gagne de l'argent et du temps et du bonheur.

Là l'escroquerie est un peu grosse. L'artisanat est tout le contraire. Certes "faire soi-même" correspond à l'aspiration de s'impliquer, de créer soi-même, de se satisfaire dans un travail.

Mais cette façon de refuser le travail parcellisé, aliéné, où le producteur est dépossédé de toute maîtrise sur ce qu'il fabrique, n'est pas une solution au problème posé ! Revenir vers l'autarcie, ce serait revenir à un mode de production arriéré, où l'homme doit passer ses journées à produire tout juste de quoi vivre. Il ne développe pas ses capacités intellectuelles, scientifiques, artistiques, mais il est voué à une production de type primitif, à une activité étroite, d'avoir à passer tout son temps à produire juste de quoi vivre. Il est limité à un petit monde individuel, replié sur lui-même, au lieu d'organiser l'avancée de la civilisation, de la libération de l'humanité. A tel point que fort logiquement cette "auto-production" débouche pour notre auteur sur le troc ! La forme la plus primitive de l'échange. Le bricoleur-plombier échange son travail avec le bricoleur-voiture, etc. Bref, notre "spécialiste en prospective" prospecte ici le passé.

b) **Changement de couleur.** Cette solution consiste à «blanchir le travail noir» pour en faire du "travail bleu". Cette légalisation nous ramène au cas précédent : tout plein de travail artisanal, le "progrès" étant qu'il peut s'exercer au grand jour.

c) ***«Les micro-entreprises».*** C'est l'artisanat moderne. Non plus le berger, le garagiste ou le maçon. Mais, dans l'informatique, l'électronique, etc., l'ingénieur qui, avec 2 ou 3 "copains" développe "sa petite invention" dans son petit labo sympa à lui. Un mi-temps chez IBM et un mi-temps ... comme sous-traitant d'IBM (car ce ne peut être autre chose).

Ici Mr. Aznar veut nous montrer qu'il n'est pas un "passéiste". Il y a un artisanat moderne. Certes. Mais cela ne change rien à l'affaire. Et là encore, deux mi-temps d'ingénieur, passe encore. Mais deux mi-temps d'ouvrier, ça changera quoi ?

Il y aurait sans doute besoin de s'étendre plus sur cette idéologie si répandue aujourd'hui par la petite-bourgeoisie du "small is beautiful". Petite production, petit

pavillon, petit esprit, petit bourgeois. Mais il faut aussi conclure un (petit) article.

Il faut dire que Monsieur Aznar prend en compte les préoccupations réelles. Sortir du bagne des usines, ou même des bureaux, ou même de la technocratie. Faire un travail qui corresponde à des besoins réels de l'homme et qui épanouisse son activité créatrice. Ne plus perdre sa vie à la gagner. Tout cela est ressenti par de plus en plus d'individus aujourd'hui, y compris dans les couches intermédiaires du capitalisme (rouages bien graissés, mais rouages quand même).

Mais Mr. Aznar, loin de se révolter contre cette société qui écrase si manifestement l'homme, "prospecte" des solutions qui visent à faire la "part du feu" (et mises à l'honneur bien avant lui dès mai '68). Il nous ressert en fait les théories de la société "bi-polaire". Un mi-temps (premier pôle) *«dans le système super-industrialisé qui assure la production planifiée de tout ce qui est nécessaire à la vie des individus et au fonctionnement de la société, le plus efficacement et donc avec la moindre consommation d'efforts et de ressources»*, et un mi-temps (deuxième pôle) *«dans le micro-système où les individus produisent de façon autonome, hors marché, seuls ou librement associés, des biens et services matériels, non nécessaires, mais conformes aux désirs, aux goûts et à la fantaisie de chacun ...»*.

La part du feu : maintenir "l'efficacité" du capitalisme et aussi aller prendre un peu d'oxygène, "d'humanité" dans une deuxième sphère soi-disant "hors" du capitalisme. Attitude typique du petit-bourgeois qui voudrait garder les avantages qu'il tire du capitalisme tout en en éliminant le maximum d'inconvénients, sans voir qu'ils sont inhérents au système lui-même. Une part dans le présent, le capitalisme (rien de plus "efficace") et une part dans le passé (si calme, si plein de bonheur tranquille, etc.).

Remarquons d'abord que rien n'échappe au marché sous le capitalisme. Surtout pas l'artisanat ou "l'autoproduction". Demandez aux artisans, demandez aux sous-traitants, aux paysans, etc. et voyez leur dépendance étroite à l'égard du capital financier.

Remarquons aussi que si le capitalisme crée effectivement les potentialités du travail libre et l'aspiration à y parvenir (quelles que soient les formes tronquées et individualisées que prend par ailleurs aujourd'hui cette aspiration), il ne peut pas le réaliser. Il doit extraire le maximum de sur-travail aux ouvriers qu'il emploie et, en guise de temps libre, mettre les autres au chômage. La diminution du temps de travail, pour être significative, nécessite en particulier une nouvelle répartition des hommes dans les différents travaux et une nouvelle répartition des revenus. Ne serait-ce que pour ces raisons, il faut que le prolétariat prenne le pouvoir et organise la société selon ses intérêts et ses besoins. Les exemples de "mi-temps" de Mr. Aznar, qui ne changent rien à la condition de l'ouvrier, le prouvent "a contrario".

Du temps libre, oui, mais un autre temps **pour** un autre travail. Le temps que l'ouvrier doit conquérir doit être temps pour transformer sa condition et la société. Et non pas un simple partage de son travail d'ouvrier avec sa femme, un temps de travail noir légalisé, ou un temps d'ouvrier "à son compte". La belle affaire !

Il faut un temps libre qui veuille dire liberté concrète, réelle, de participer à l'organisation de la vie, à l'exercice du pouvoir, de participer consciemment à la transformation de la nature et de la société. Un temps où l'ouvrier, le travailleur, puisse s'approprier les connaissances pour dominer son activité, expérimenter les formes de coopération qui, loin de le replier sur lui-même, l'enrichiront des capacités créatrices de tous. Un temps qui, parce qu'il enrichira ainsi ses capacités - suscitant l'enthousiasme à construire plus loin, de nouveaux besoins, le désir et la volonté de briser les limites du tra-

vail parcellisé - entraînera l'instauration de nouveaux rapports entre les hommes et la transformation du travail "contraint" lui-même.

Cela, Mr. Aznar ne l'envisage pas. Pour lui, il y a une fatalité : le travail tel qu'il est organisé aujourd'hui. Au nom d'une soi-disant "efficacité" (en fait toute relative face à un énorme gaspillage), la chaîne, la division du travail, la parcellisation des tâches, etc., tout cela ne peut être supprimé. Tout cela est nécessaire "pour produire tout ce dont les individus ont besoin". Comme si le but premier du capitalisme était de satisfaire aux besoins de tous ! Le futur étant ainsi déterminé : augmenter sans cesse la productivité à la mode capitaliste (c'est-à-dire l'exploitation de l'ouvrier), il ne reste plus à Mr. Aznar et ses pareils qu'à "prospecter" le passé et à supplier le capitalisme de ne pas tout envahir, de nous laisser un "mi-temps" de cette époque "heureuse" où le petit producteur avait encore une marge de liberté par rapport aux trusts.

Lisez, si vous avez un peu de temps libre, le "scénario bleu". C'est un "spécialiste" qui l'a écrit. Ça vous prouvera que les meilleurs spécialistes bourgeois sont capables d'humer l'air du temps, de se saisir d'un certain nombre des problèmes qui agitent l'époque. Mais qu'ils ne voient pas plus loin que le bout de vieilles idées 100 fois débattues, 100 fois expérimentées dans le passé, 100 fois repoussées par les faits et 100 fois reprises à nouveau et répercutées en "bleu" par les "prospecteurs" appointés de la bourgeoisie. Bref : il n'y peuvent plus rien, ils n'ont plus rien à inventer. Ce sera au prolétariat de le faire, sans "prospection" d'ailleurs, mais parce que dès aujourd'hui sa situation de classe le pousse à lutter dans ce sens.

C. PAVEIGNE
(1.6.82)

Tant d'hommes au chômage quand tant d'autres triment trop : l'absurde est-il inévitable ?
Sortir de la crise exige-t-il de produire plus, n'importe comment ou de travailler moins, autrement, à autre chose ?
Le capitalisme est une formidable machine à réduire le temps de travail, qu'il s'y heurte à des difficultés, et la machine se grippe. Les "nouvelles technologies" sont alors les nouvelles combinaisons technico-sociales par lesquelles il tente d'y réussir à nouveau.
Ce petit livre veut contribuer à montrer que la crise et les "nouvelles technologies" posent avec une rigueur nouvelle la perspective de "travailler tous, moins, autrement".
Travailler tous vingt heures (puis dix) par semaine n'est ni une vision utopique, ni une surenchère "gauchiste". Simplement une estimation fondée sur une démarche et des choix antagoniques à ceux d'aujourd'hui, aussi bien en ce qui concerne quoi et comment produire que, finalement, le contenu même de l'activité des hommes et de leurs rapports, c'est-à-dire leur vie.
Ici changer la vie n'est pas un rêve, mais une lutte.

Prix : 60 FF.